

lis Peters

مكتبة العمل

Radio-Télévision/Heures locales



Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15062 - 7 F

- DIMANCHE 20 - LUNDI 21 JUIN 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURN

La récession et les divergences commerciales au sommet de Copenhague

La «préférence communautaire»

LES déclarations faites vendredi 18 juin par François Mitterrand à la télévision danoise et celles de Jacques Chirac dans un journal local sur la nécessité d'une «préférence communautaire» arrivent à point. Au moment même où, en France, resurgit un débat qui, au-delà de l'emploi, met en cause toute une stratégie économique de longue durée, leurs petites phrases montrent que, sur un sujet essentiel, le pays pourrait retrouver une certaine unité de vues.

En critiquant ce qu'il y a d'excessif dans le libre-échange tel qu'il se développe, M. Mitterrand donne d'une certaine façon raison à tous ceux - nombreux à droite, mais aussi à gauche et dans le patronat - qui attaquent non seulement l'action du GATT pour supprimer l'ensemble des barrières tarifaires et non tarifaires entre pays, mais aussi l'absence de politique commerciale et industrielle de la Communauté. Depuis Alain Gomez, le patron de Thomson, qui avait attiré l'attention en publiant, à la fin de l'année dernière, dans nos colonnes, un article réclament la disparition du GATT, jusqu'à M. Séguin, demandant qu'une «préférence communautaire» préserve nos systèmes sociaux, la liste est longue de ceux qui militent pour freiner le libre-échange.

Après l'enrichissement des pays d'Amérique du Sud et d'Asie qui font leur développement sur l'exportation de produits fabriqués à des prix est une bonne chose pour les nations industrialisées. L'Europe, en particulier, a sûrement plus intérêt à commercer avec des pays devenus prospères plutôt qu'à verser, sans grand espoir de retour, des aides pour combattre la pauvreté et le sous-développement. Les progrès des pays en voie d'industrialisation seront à terme profitables à tous puisqu'ils favoriseront les échanges et poussent les vieux pays à se moderniser plus vite.

L'enjeu est que, au moment même où les investissements réalisés dans les pays à moindre coût ont commencé à produire leurs effets, l'Europe, entraînée par la grave récession allemande, s'enfonce dans la crise. La durée de la concurrence internationale, déjà difficile à gérer en période de prospérité, devient insupportable en période de récession et de chômage.

ON aurait tort de réduire les réactions anti-GATT ou anti-libre-échange à la seule tentation d'un repli frileux à l'abri d'un tarif extérieur commun plus élevé. Certes, cette tentation qui a toujours existé en France (les Allemands nous la reprochent assez!) n'a pas disparu. Mais l'important est ailleurs : c'est le besoin vital de domestiquer un libre-échange par trop inégal, le besoin de ralentir la course aux gains de productivité, devenue socialement insupportable pour la Vieux Monde, la nécessité pour ce dernier de remuer son industrie.

De telles réflexions ont déjà inspiré M. Balladur, aussi bien lors de sa récente visite à Bruxelles qu'au cours de son entretien avec M. Clinton. L'unité de vues peut donc se faire sur une certaine idée française du commerce international. Reste bien sûr que la France devra convaincre ses partenaires, et d'abord M. Kohl.

Lire nos informations pages 7 et 18

M0146 - 0620 - 7.00 F



M. Delors cherche à endiguer le pessimisme des Européens

La récession en Europe devrait dominer le conseil européen des lundi 21 et mardi 22 juin à Copenhague. Mais les chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté ne pourront éviter d'évoquer différents aspects de la politique commerciale européenne qui font l'objet de divergences. Une réunion extraordinaire des ministres des affaires étrangères des Douze avec le médiateur David Owen a été convoquée dimanche soir à Copenhague pour évoquer la situation en Bosnie, après l'accord intervenu à Genève entre Serbes et Croates sur un nouveau partage.

COPENHAGUE

de notre envoyé spécial

«Il n'y a pas de lapin dans le chapeau!» Outre la scintille qui fait souffrir Jacques Delors et dont on craignait, à la veille du week-end, qu'elle lui interdise de se rendre à Copenhague, ce que l'on redoute le plus à Bruxelles, c'est que le conseil européen des 21 et 22 juin déçoive l'attente de l'opinion et alimente ainsi, bien involontairement, le mouvement de contestation qui s'élève à nouveau, notamment en France, contre la construction communautaire.

Le principal débat devrait porter sur les problèmes de croissance, d'emploi et de compétitivité, bref sur les moyens de

remédier à une récession qui affole l'Europe parce qu'elle pourrait être le signe avant-coureur d'un déclin durable. Ce thème s'est imposé comme une évidence pour le sommet de Copenhague, étant donné la gravité de la situation économique, que les récentes prévisions de la Commission européenne viennent encore de souligner. L'idée serait de préparer, pour un prochain sommet extraordinaire des Douze, qui pourrait se tenir dès l'automne, l'adoption d'une stratégie à moyen terme destinée à muscler l'économie du Vieux Continent.

PHILIPPE LEMAITRE

Lire la suite et l'article de CLAUDE TRÉAN, page 4

2 950 embauches chez Renault



Lire nos informations page 14

Les élections municipales en Italie

La Ligue au seuil de la moitié de Milan.

Page 3

Référendum en Krajina

Un nouveau pas vers la Grande Serbie.

Page 3

Le dollar au plus haut

Le dollar a atteint, vendredi 18 juin à Paris, son plus haut niveau de l'année avec 5,8530 F.

Lire la chronique monétaire page 17

M. Périgot invité du «Grand Jury RTL-Le Monde»

François Périgot, président du Conseil national du patronat français depuis 1986, est l'invité de l'émission hebdomadaire «Le grand jury RTL-Le Monde», dimanche à 18h30.

LE MONDE diplomatique

Juin 1993

- EUROPE : L'élargissement de la Communauté en question, par André Riché. - Une dernière chance pour l'unité de la Belgique? par Sergio Carrasco. Les défaits de la récession sémot l'inquiétude en Allemagne, par Laurent Carroux. - Rackette sur fond de musique rock en RFA, par Brigitte Patzold.
- ORDRE MONDIAL : Les Nations unies restent confinées dans un rôle de pompier, par Maurice Bertrand. - Les droits des peuples autochtones: le développement devrait-il tuer la culture? par Norbert Rouland. - Premiers jalons en faveur des minorités, par Joseph Yacoub.
- IRAN : Une révolution broyée par ses contradictions, par Ahmad Salamati. - Réussites du cinéma, par Yves Thoral.
- VILLES : La résistance des Parisiens aux projets immobiliers, par Hassan du Castel. - Drogue, le nouveau supplice des cités, par Hacène Belmessous. - «Banlieue, années 90», une nouvelle de Philippe Loiseau.
- ASIE : Des flots croissants d'armes se déversent sur la région, par Andrew Mack. - Bain d'affaires pour les militaires chinois, par Philippe Le Corre. - Consensus social et censure au Japon, par Christophe Alban.
- COMMUNICATION : Les médias à l'assaut de la société, par Henri Madelin.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

Elections anticipées le 18 juillet

Le système politique japonais traverse une crise sans précédent

Des élections anticipées auront lieu le 18 juillet au Japon. Cette décision a été annoncée vendredi 18 juin par M. Miyazawa après que son gouvernement ait subi un vote de censure en raison de son incapacité à faire passer une réforme électorale destinée à assainir la vie publique. La défection a été votée du fait de la dissidence de 39 membres (sur 278) du PLD (Parti libéral démocrate). Cette fronde au sein de la formation conservatrice qui dirige le pays depuis 1955 pourrait préfigurer une recomposition politique. M. Miyazawa se trouve ainsi affaibli avant d'accueillir, le 7 juillet, le sommet des sept pays industrialisés.

TOKYO

de notre correspondant

Après avoir connu une stabilité politique surprenante, au regard des autres démocraties, le Japon est entré à son tour, vendredi 18 juin, dans une période d'incertitude et de crise. Pour la première fois, en trente-huit ans de pouvoir ininterrompu, le PLD s'est gravement divisé. La rébellion d'une partie de ses membres a permis l'adoption d'une motion de censure, déposée la veille par l'opposition pour protester contre l'incapacité du premier ministre Miyazawa à faire adopter durant l'actuelle session parlementaire (qui se terminait le 20 juin) la réforme politique qu'il avait promise.

La motion de défiance a été adoptée par 255 voix contre 220 : 39 libéraux démocrates ont «trahi» le PLD - 16 s'étant désolidarisés par abstention. M. Miyazawa a aussitôt dissous la Diète. Les élections auront donc lieu le 18 juillet. Elles pourraient marquer la fin du système de parti dominant que connaît le Japon depuis 1955. Cette hypothèse n'est sans doute pas pour réjouir dans la chute, ces dernières heures, de l'indice boursier de Tokyo qui, pour la première fois en deux mois, est retombé en deçà des 20 000 yens, et dans la régression du yen vis-à-vis du dollar : les milieux d'affaires sont inquiets.

PHILIPPE PONS

Lire la suite page 5

Des immigrés suspects

L'adoption de la loi Pasqua apparaît comme un message de méfiance à l'égard des étrangers

par Philippe Bernard

Les immigrés d'abord! On pourrait trouver dans cette formule provocatrice la traduction de l'emphase gouvernementale à légiférer à propos des étrangers. Moins de trois mois après le changement de majorité, trois textes fondamentaux pour le statut des étrangers et les libertés publiques sont en voie d'adoption.

Venant après les réformes du code de la nationalité et de la loi sur les contrôles d'identité, le projet de loi Pasqua, adopté vendredi 18 juin par les députés, constitue une trilogie qui pourrait bien marquer un tournant dans le débat sur l'immigration largement ouvert en

France depuis une décennie. Que l'on examine à la lettre les nouvelles dispositions juridiques ou les discours qui les accompagnent, ce tir groupé législatif délivre en urgence à l'opinion publique un message de méfiance générale à l'égard des étrangers dont on peut redouter les conséquences sociales et politiques. Le changement de cap n'est pourtant pas total par rapport aux dernières années des gouvernements socialistes.

En son temps, Michel Rocard avait officialisé le nouveau réalisme de gauche sur la question en déclarant que «la France ne peut pas accueillir toute la misère du monde», et limité considérablement les demandes d'asile en réor-

ganisant leur accueil afin de traquer les abus. Edith Cresson avait révisé tout bout de charnières de «clandestins» et brusqué ses amis en imposant les «zones d'attente» pour immigrés non admis sur le territoire. Quant aux pratiques policières et administratives, elles n'ont cessé de se raidir depuis dix ans.

M. Pasqua a d'ailleurs beau jeu d'affirmer aujourd'hui, à juste titre, que son texte ne fait, sur plusieurs points, que transcrire dans la loi des dispositions discutées et décidées par ses prédécesseurs dans des textes réglementaires, et des pratiques nettement ancrées.

Lire la suite et nos informations page 6

Si les acteurs n'existaient pas

Les «Journées» du Conservatoire d'art dramatique ont mis en scène des centaines d'espoirs et quelques révélations

par Michel Cournot

Je m'exalte, j'oublie... Et j'aperçois soudain l'ombre de mon profil sur le mur du jardin.

Et c'est vrai : un jeu de lumière projetée, presque trente fois agrandi, le nez de Cyrano, en ombre chinoise, sur un haut mur clair, à droite de la scène. Ce Cyrano, c'est Eric Challer, vingt-six ans, 1 mètre 92, tignasse coiffée, des yeux de feu noir de samouraï, une voix d'enfer. Chaque année, la promotion de sortie du Conservatoire compte un de ces phénomènes qui ne peuvent pas ne pas devenir acteurs, même s'il eût rêvé d'autre chose. «Dans la vie», vous les voyez de loin, les entendez de loin. Où que ce soit, sur une estrade à Dieppe, sur un quai de gare à Dijon, ils se démarquent du lot. Ils ont plus de panache, plus de tonus, plus d'«être-là». Vous vous dites :

«Tiens, un acteur!», vous vous approchez, et oui, vous avez vu juste, acteur il l'est des pieds à la tête, parfois il l'est même trop. Trop sûr de lui-même, comme Eric Challer, qui balance sans trop s'en faire les tirades de concours. «A la fin de l'envol, je touche!». «Exécutez des tours de souplesse dorsale, non merci!», mais qui retrouve une fraîcheur dans les plaisanteries pures. «J'ai des fourmis dans mon épée», ou un coup de vent d'émotion lorsque Roxane lui rappelle leurs jeux lorsqu'ils étaient enfants : «Oui, vous venez tous les étés à Bergerac».

Les «Grands Jours» du Conservatoire (expression plus appropriée que le simple mot «Journées», trop pantouflé), nous révélaient aussi, chaque mois de juin, l'ami Cyrano : l'actrice rare, la vraie grande actrice, sans abord avantageux, sans physique tonitruant.

Lire la suite page 12

A L'ÉTRANGER : Maroc, 8 DH; Tunisie, 800 m; Algérie, 230 DM; Afrique, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Australie/Néoz, 3 F; Chine/Hong Kong, 485 F CFA; Danemark, 14 KR; Espagne, 180 PTA; G.-B., 86 p.; Grèce, 280 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2 400 L; Luxembourg, 45 FL; Norvège, 14 KRN; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 200 PTE; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 KR; Suisse, 1,85 FS; USA, 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Tél. : 311 F

Édité par la SARL Le Monde
Détaché de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde

PUBLICITÉ

Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction :
Jacques Galt, Philippe Dupuis
Isabelle Tassin
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Tél. : 206.806 F
Tél. : 44-42-98-71 - Société filiale
de la SARL Le Monde et de M. Jacques Lesourne
Impression :
12, r. M. Gansbourg
94852 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 417
PRINTED IN FRANCE
Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.

TELEMATIQUE

Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
ou 36-15 - Tapes LM
ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-32-90
(de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMBOURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS non membres CEE
3 mois	536 F	571 F	799 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 569 F
1 an	1 899 F	2 066 F	2 969 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne, sur demande,
pour vous éviter des retards et
s'accompagner de votre règlement
à l'adresse ci-dessous
ou par MINITEL 36-15 LEMONDE
code d'accès ABO

« LE MONDE » (USPS) is published daily for
\$ 0.92 per copy by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-
Méry • 94852 Ivry-sur-Seine • France. Second class
post paid at Champlain, N.Y. US and additional mailing
offices. POSTMASTER: Send address changes in US or
NY to: Box 1101, Champlain, N.Y. 12919-1101.
For all other countries, send address changes to:
INTERNATIONAL MEDIA GROUP, Inc., 1390 Profile
Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23461 • 208 US
Change of address: address change only
provisional: no address change only
to formulate your request, please
send us your old address, in indi-
cating your new address.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 1 an
Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____

Veuillez nous l'indiquer d'entre tous les
noms pour en capitaliser d'impression
PP Paris 92 301 MON 01

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Conseil de direction :
Jacques Lesourne : gérant
directeur de la publication
Bruno Frey : directeur
de la rédaction
Jacques Galt : directeur
de la rédaction
Manuel Lucbert : secrétaire
général
Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
(indépendant directeur
de la rédaction)
Yves Agnès
Thierry Fournier
Philippe Herveau
Jacques-François Simon
Daniel Vernet
(directeur
des relations internationales)
Anciens directeurs
Hubert Beuve-Méry (1944-1959)
Jacques Faure (1959-1962)
André Laurens (1962-1969)
André Fontaine (1969-1991)

DATES

Il y a cinquante ans

Jean Moulin est arrêté à Caluire

par Jean-Marc
Théolayre

Un peu plus loin que la mairie de Caluire, en venant de Lyon, la maison ouvre sa façade sur la place Castellane, immuable au bout d'un demi-siècle. C'est là - une plaque commémorative le signale aux passants - que le 21 juin 1943, vers 15 heures, Jean Moulin a été arrêté par la police allemande conduite par Klaus Barbie. Avec lui, elle s'empara de six autres membres importants de la Résistance, conviés à une réunion qui avait pour objet la désignation d'un successeur au général Charles Delestrait, chef de l'Armée secrète, arrêté lui-même à Paris, le 9 juin. Un huitième participant à la réunion de Caluire, dont on reparlera beaucoup et longtemps par la suite, René Hardy, parvint à s'échapper. En ce début de l'été 1943, c'est l'un des plus rudes coups portés par la Gestapo à la Résistance française. C'est la mise hors de combat, en attendant une prochaine mise à mort dans des conditions incertaines, du représentant personnel en France occupée du général de Gaulle, de l'homme qui avait reçu pour mission du chef de la France libre, le 4 novembre 1941, de « réaliser en zone non directement occupée de la métropole l'unité d'action de tous les éléments qui résistent à l'ennemi et à ses collaborateurs ».

On a beaucoup épilogué sur les raisons qui conduisirent « l'homme du 18 juin » à choisir ce préfet de la Troisième République qui appartenait pas aux fidèles des tout premiers jours. En juin 1940, Jean Moulin vient juste de dépasser la quarantaine. Il a cooduit, jusqu'à, une carrière préfectorale qui l'a, plus d'une fois, fait distinguer. Il a été depuis longtemps lié, d'estime d'abord, d'amitié ensuite, à Pierre Cot, qui, devenu ministre de l'Air du gouvernement du Front populaire, en fera son chef de cabinet. Comme le veut la logique, il sera révoqué par Vichy dès le 2 novembre 1940. Alors, de lui-même, et avec suffisamment d'habileté pour ne pas éveiller l'attention, il va se mettre en quête des premières réalités d'une résistance qui va à tâtons.

Il entend prendre l'exacte mesure de tout ce qui, ici ou là, de Lyon à Marseille, de Mootpellier à Toulouse, s'apparente à un refus de la défaite, à une volonté de lutte et d'opposition. Il épèle les signes, il rencontre et jauge les hommes. Ainsi va-t-il rencontrer, dès juillet 1941, Henry Frey, fondateur du Mouvement de libération, qui deviendra Combat, et déjà jaloux d'une indépendance ombreuse. On a été tenté de voir là les origines d'un conflit qui ira en s'amplifiant et conduira même Frey, beaucoup plus tard en 1977, à porter contre Jean Moulin cette accusation de crypto-communisme plus nourrie de preuves. Elle laissera les gaullistes de marque. A maintes reprises, ils répéteront que Jean Moulin fut un compagnon fidèle, un envoyé rigoureux, toujours respectueux des missions qui lui furent confiées.

Réaliser l'unité

En tout cas, lorsque Jean Moulin ira en octobre 1941, via le Portugal, présenter à Charles de Gaulle son état de la France du refus, il relèvera pour ce qui concerne les trois principaux mouvements, Combat, Libération et Franc-Tireurs, le désir d'indépendance des uns, et celui d'unification, mais seulement partielle ou occasionnelle, des autres. Il n'en recevra pas moins la mission de réaliser cette unité dont le chef de la France libre a besoin pour affirmer face aux Alliés une autorité qui lui est encore contestée. Il est essentiel pour lui, surtout après le débarquement anglo-américain en Algérie et dans le climat d'intrigues qui va en résulter, de pouvoir se prévaloir d'un ralliement indéfectible de toute la résistance intérieure.

De Moulin, Charles de Gaulle écrira dans les *Mémoires de guerre* : « Je sais qu'il était, je savais qu'il voulait servir. » Comment ne serait-il pas porté d'instinct vers cet homme « rempli jusqu'au bord de l'âme de la passion de la France » ?

De retour en France, où il est parachuté dans la nuit du 1^{er} au 2 janvier 1942, Jean Moulin va, en dix-huit mois, accomplir ce dont il a été chargé. Durant un an et demi, ce sera pour lui une vie d'exaltation, de dangers, de quivive et d'affrontements souvent rudes. Il n'est pas facile de faire

accepter par les trois grands mouvements de la résistance intérieure l'idée d'une séparation de l'action militaire et de l'action politique. Et moins facile encore de les faire adhérer à celle d'une allégeance à Charles de Gaulle, reconnu comme chef unique. De réunions en réunions, de jeux de cache-cache et nouvelles rencontres à Londres, Jean Moulin, qui est aussi « Max », « Rex », quand il se s'appelle pas « Jacques Martel », directeur d'une galerie d'art à Nice, réalise l'unité souhaitée.

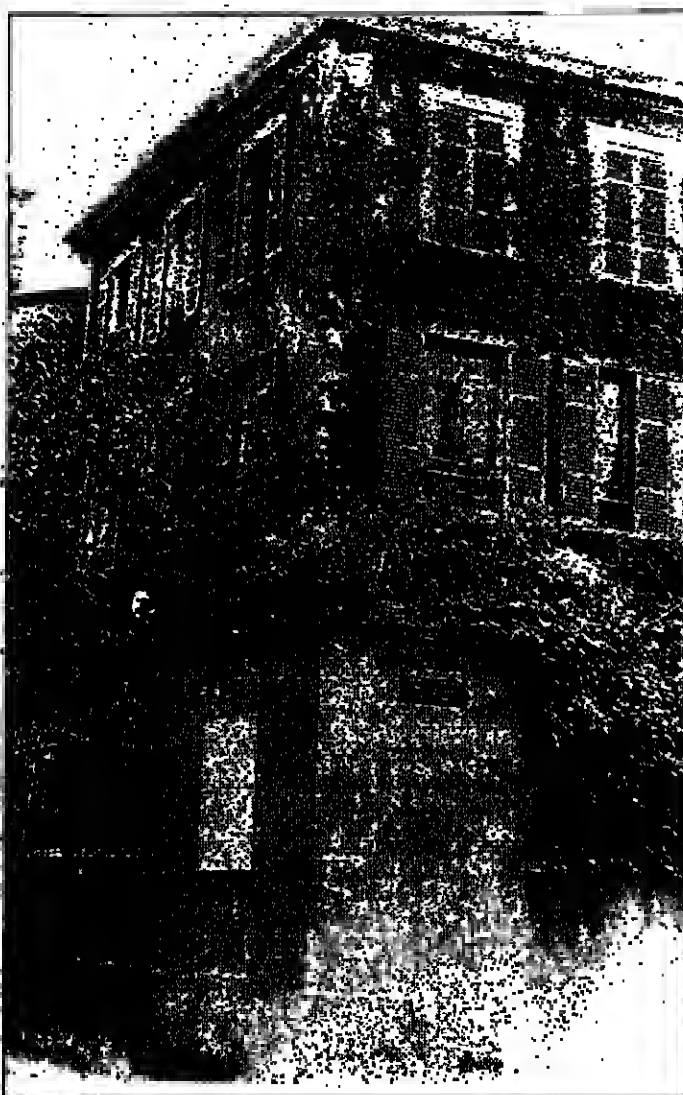
En juin 1943, non seulement les mouvements ont été rassemblés dans les MUR (Mouvements unis de la Résistance), mais encore les éléments militaires de ces mouvements se retrouvent au sein de l'Armée secrète (AS), dont il est entendu qu'elle n'aura à intervenir que sur les seules instructions du général de Gaulle. C'est le résultat d'échanges plus d'une fois violents, de la manifestation d'oppositions si rudes qu'elles se trouveront plus d'une fois formulées en des termes propres à consumer les ruptures. Lorsqu'il s'agira d'aller encore plus loin avec la constitution d'un Conseil national de la Résistance (CNR), instance où doivent siéger aussi politiques et syndicalistes, Frey ira jusqu'à suspecter Moulin d'être un « fessoyeur » de la Résistance. Sans Frey, mais avec des représentants de Combat, le CNR tiendra sa première réunion le 27 mai 1943, 48, rue du Four à Paris. Ils seront là dix-sept dans un petit appartement, pour approuver à l'unanimité l'existence d'un programme de politique générale.

Premières arrestations

Cependant, depuis l'occupation de la zone sud en novembre 1942, la police allemande et ses auxiliaires français ont dangereusement étendu leur emprise. Le printemps 1943 sera celui des plus cruelles épreuves. L'arrestation de Mulon, alias Liot, membre de l'État-major de Chevance-Bertin à Marseille, inconnu au drame, Mulon, « retourné » par la Gestapo, livre noms et programmes avant d'être mis à la disposition de Klaus Barbie à Lyon.

Le 8 juin, Jean Moulin, revenu à Lyon, accompagné du général Delestrait, chef de l'Armée secrète, à la gare de Perrache. Le général se rend à Paris. Il y a rendez-vous avec « Didot », auteur d'un plan de sabotage ferroviaire. « Didot », c'est René Hardy. Lui aussi a pris un train pour Paris. Mais, en gare de Chalon-sur-Saône, la police allemande, renseignée par Mulon, l'arrête.

Les faits s'enchaînent. Le 9 juin, Delestrait est arrêté à son tour, à son rendez-vous parisien de la Muette, ainsi qu'un de ses adjoints et un agent de liaison. Jean Moulin, bientôt informé, entend que soit désigné au plus vite un successeur. Pour cela, il faut l'aval des délégués des MUR auprès de l'Armée secrète. Il faut aussi un lieu de



La maison du docteur Dugoujon.

réunion. Jean Moulin a confié à André Lassagne, l'un de ses compagnons, le soin d'en trouver un. Lassagne cooait un médecin de Caluire, Frédéric Dugoujon, qui, sans rien demander, met sa maison à la disposition de son ami. Il reste à fixer la date. Ce sera le 21 juin 1943, à 14 h 30. On alerte les participants qui doivent être, outre Jean Moulin et André Lassagne, Raymond Aubrac, Henri Aubry, Bruno Larat, les colonels Schwarzfeld et Lacaze. En dehors de Lassagne et de Jean Moulin, personne ne connaît le lieu de rencontre. Il a été convenu par précaution qu'un rendez-vous serait donné à chacun soit avec Lassagne, soit avec Moulin, qui les conduirait ensuite à Caluire. Ainsi vont les choses. Mais à 13 h 45, André Lassagne, qui attend Henri Aubry au funiculaire de la Croix-Rousse à Lyon, voit arriver ce représentant de Combat en compagnie d'un nouveau venu, « Didot », autrement dit René Hardy. Lassagne exprime sa surprise, manifeste sa réticence. Aubry insiste. Hardy sera donc à Caluire. Car, à ce jour, personne ne sait qu'il a été arrêté le 8 juin en gare de Chalon-sur-Saône et,

thelot, s'achèvent les premiers interrogatoires et les premières tortures.

Des huit résistants surpris à Caluire, l'un, pourtant, s'est échappé, et c'est René Hardy. Alors que ses compagnons avaient été aussitôt menottés, lui n'était retenu que par un « cabriolet », une chaise passée autour d'un poignet. Un coup de coudé à l'estomac de son gardien au moment où il le poussait vers la voiture et il a filé. Il a bien essuyé un tir de pistolet mais il n'y a pas eu de poursuite. Plus tard, on s'en montrera surpris, comme on le fut de sa présence à la réunion, et plus encore du silence qu'il avait gardé sur son arrestation par les Allemands le 8 juin, et sur les raisons de sa libération. A ces étrangetés s'ajoute un rapport allemand - dit rapport « Fiora » - qui le mettait en cause, comme l'accusait aussi Klaus Barbie. C'était plus que suffisant pour motiver une instruction et un procès.

Pourtant, en 1947, la cour de justice de la Seine acquittait « Didot ». Son attitude, l'impression de sincérité qu'il donnait en jurant qu'il avait échappé aux Allemands à Chalon, la méfiance aussi qu'inspirait à cette époque les documents nazis et les affirmations d'un Barbie, y furent pour beaucoup. Plus tard, la preuve de l'arrestation fut établie. René Hardy admit qu'il avait menti. Son acquiescement pour son rôle dans l'affaire de Caluire, revêtu de l'autorité de la chose jugée, ne pouvait être remis en cause. Un second procès lui fut tout de même fait portant sur une communication par lui aux Allemands de renseignements concernant le plan de sabotage ferroviaire dont il était l'auteur. De nouveau, il y eut acquiescement. Après quoi, vint le temps du silence jusqu'à jour où Klaus Barbie, démasqué en Bolivie, se plut à revenir sur les mystères de Caluire pour en donner des versions successives et contradictoires.

« Les yeux fixes et hagards »

Aux singularités de ce rendez-vous de Caluire, propres à entretenir un malaise, se sont ajoutées les incertitudes sur la fin même de Jean Moulin. De sa mort, aucun de ses compagnons ne fut témoin. Les derniers à l'avoir vu ont été, à Lyon, le docteur Dugoujon, Raymond Aubrac et Christian Pinault, détenus au fort Montluc. Ceux-là parlent d'un homme méconnaissable que les policiers emmenaient et ramenaient. C'est de ce même état de délabrement que se souviendront le général Delestrait et André Lassagne, l'un et l'autre mis en présence de Jean Moulin dans la villa de Neuilly qu'occupait alors le patron du SD allemand, Boemelburg.

Ces témoignages seront corroborés par ceux des fonctionnaires de la police allemande. Ceux-ci ont vu « un homme très malade qui n'en avait plus pour longtemps à vivre, les yeux fixes et hagards ». Enfin, ultime témoin, allemand lui aussi, Johan Meiners dira que, fonctionnaire à la police de Francfort, il fut avisé, au cours de l'été 1943, du dépôt, en gare de cette ville, d'un homme décodé peu avant l'arrivée d'un train à destination de Berlin. Quelques jours plus tard, un autre membre de la police allemande à Paris recevait de l'informier chargé d'accompagner le moribond un certificat de décès du 8 juillet 1943. Un autre document signalait que, « sur ordre », Jean Moulin avait été incinéré au crématoire du Père-Lachaise et que l'urne contenant ses cendres portait le numéro 10137. C'est cette urne qui entrera au Panthéon le 19 décembre 1964, après le saint rendu par André Malraux au « chef du peuple de la nuit ».

À lire : outre la biographie de Jean Moulin par Daniel Cordier, *L'inconnu du Panthéon*, trois volumes publiés (Larousse), on consultera celle de Henri Calet, *Jean Moulin, une vie* (Plon, 1980), ainsi que le troisième volume de *L'Histoire de la Résistance en France*, d'Henri Nogues et Marcel Deglianne-Fanché (Laffont, 1972). René Hardy s'est exprimé, de son côté, dans *Derniers mots* (Fayard, 1984). Enfin, une relation du deuxième procès Hardy figure dans *Procès d'après guerre* (La Découverte-Le Monde, 1986).

“GRAND JURY”
RTL - Le Monde

FRANÇOIS
PERIGOT
PRÉSIDENT DU CHIFFRE

ANIMÉ PAR
HENRI MARQUE

AVEC ANDRÉ PASSERON
ET JEAN-MICHEL NORMAND (LE MONDE)
RICHARD ARZT
ET PHILIPPE BALLAND (RTL)

18 H 30
DIMANCHE
EN DIRECT
SUR
RTL

Les Serbes de la Krajina

Les Serbes de la Krajina... (Text continues with details about the situation in the Krajina region, mentioning military movements and political tensions.)

La Ligue semble bien placée pour l'emporter à Milan

La Ligue semble bien placée pour l'emporter à Milan... (Text discusses the political landscape in Milan, mentioning various parties and their chances in upcoming elections.)

سكان النهر

ÉTRANGER

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie

Les Serbes de la Krajina croate et ceux de Bosnie veulent s'unir

Les Serbes de Krajina (Croatie) votaient, samedi 19 et dimanche 20 juin, lors d'un référendum, sur l'opportunité de leur union avec les Serbes voisins de Bosnie et d'autres États serbes qui le désiraient. Cette consultation a été jugée illégale par le gouvernement de Zagreb.

KNIN (Krajina)

de notre envoyé spécial

« Un peuple. Une volonté. Un État. » Sur sa jeep kaki, le major Velimir Bajic a collé la belle affiche blanche ornée d'une fleur et de ses pétales qui symbolisent respectivement la paix et les peuples serbes réunis. Une affiche imprimée pour le référendum de la « République serbe de Krajina » (RSK, Croatie).

La RSK propose ce week-end à ses quelque 400 000 citoyens de voter l'union avec leurs frères de Bosnie. Commandant des forces serbes à Benkovac sur le front

sud, dalmate, à quelque 70 kilomètres de Knin, la « capitale » des Serbes de Krajina, le major Bajic n'a pas d'états d'âme. « Absolument dit-il, ce référendum est un premier pas avant l'union de tous les Serbes, ceux de Serbie y compris, dans un seul État. C'est notre intérêt vital », explique-t-il. « Je vous rappelle, ajoute le major, que la question du référendum se termine par : « Êtes-vous pour l'union avec d'autres États serbes ? ».

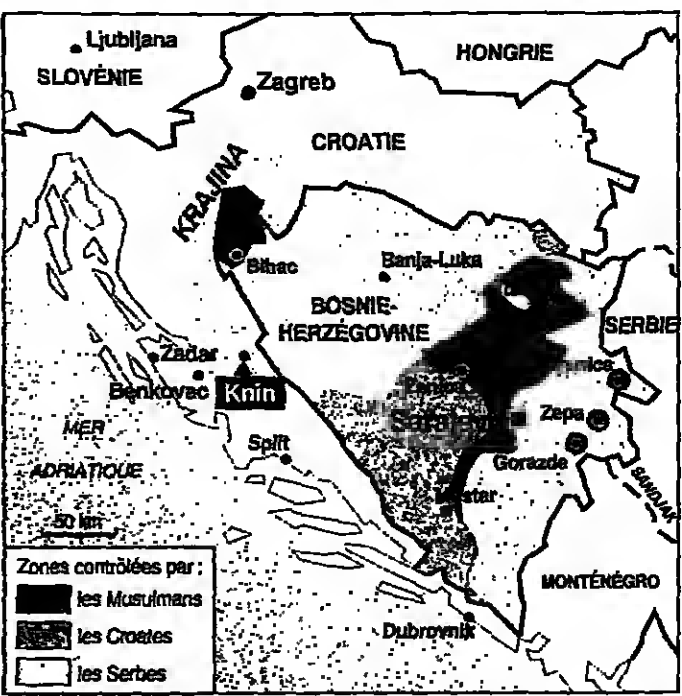
Ce vote est en fait la troisième étape vers « l'objectif final » : le 24 avril, les Parlements des Serbes de Croatie et de Bosnie avaient déjà proclamé la création d'une « assemblée populaire » commune ; les 15 et 16 mai, lors du référendum des Serbes de Bosnie sur le plan Vance-Owen, qui voulait instaurer le lien entre les peuples serbes, les électeurs s'étaient aussi prononcés « pour une République serbe de Bosnie libre d'entretenir des relations avec d'autres États ». Le major Bajic juge aujourd'hui, malgré la présence depuis plus d'un an des « casques bleus » de l'ONU dont

neuf cents Français, malgré le plan de paix Vance-Owen, que « la cohabitation est impossible avec les oustachis ». Il appelle ainsi les Croates du nom du mouvement fasciste de la seconde guerre mondiale. Il les tient d'ailleurs à l'œil ces « oustachis », pour ne pas se faire surprendre par une offensive, comme le 22 janvier dernier, lorsque les forces de Zagreb avaient repris une partie du territoire serbe en Croatie.

Depuis l'annonce du référendum, la République serbe de Krajina qui représente, avec ses 14 000 kilomètres carrés, près d'un tiers du territoire croate, vit dans la psychose d'une nouvelle intervention militaire. Zagreb a jugé ce référendum « illégal » et chargé sa justice « d'identifier les organisations » de ce qui est qualifié de « provocation » et de « crime contre l'intégrité territoriale croate ».

Le président croate Franjo Tudjman, qui munit jusqu'à présent sur la force de protection des Nations unies (FORPRONU), dont le mandat expire à la fin du mois, a de nouveau évoqué l'emploi « d'autres moyens » pour rétablir la souveraineté de Zagreb sur les territoires contrôlés par les Serbes.

Hannan en armes dans les villages ; tanks repartis à l'offensive de janvier en batterie ; convois militaires sillonnant les routes étroites des montagnes rocailleuses de Krajina ; la « République serbe » a décrété la mobilisation générale. De leur côté, les observateurs militaires de la FORPRONU sont inquiets et font état de « mouvements suspects » de troupes croates. Cette inquiétude s'explique facilement : n'est-ce pas un précédent référendum, en août 1990, « pour l'auto-



nomie serbe » en Croatie, qui avait allumé un conflit qui a fait 6 000 morts, 20 000 blessés et 13 000 disparus du seul côté croate.

Martinovic, membre de la commission électorale du référendum et considéré comme l'un des « hommes forts » de Knin, estime « normal qu'une même nation s'unisse sur une même terre. C'est notre slogan ».

De Belgrade à Knin en passant par Banja-Luka (Bosnie) les Serbes ne marquent sur les murs qu'un seul signe : quatre « S ». Qui veulent dire : « Seule l'union sauve les Serbes ».

JEAN-BAPTISTE NAUDET

La manifestation de soutien à Vuk Draskovic est interdite par les autorités

BELGRADE

de notre correspondant

Des experts médicaux ont confirmé la gravité de l'état de santé du dirigeant de l'opposition serbe, Vuk Draskovic et de son épouse Danica, détenus depuis le 2 juin et violemment battus par des policiers pendant et après leur arrestation. L'écrivain, qui a refusé d'être hospitalisé dans un établissement de l'armée yougoslave, présente des lésions cérébrales, des troubles de l'équilibre et de la vue et des amnésies légères tandis que sa femme souffre de violentes douleurs à la colonne vertébrale. Leurs avocats ont accusé, vendredi 18 juin, le président de la Serbie, Slobodan Milosevic, et son gouvernement d'avoir ordonné les violences infligées aux époux Draskovic et d'avoir ainsi essayé de « liquider physiquement » celui que les autorités serbes considèrent comme « un ennemi du régime ». Ils ont mis en cause notamment le ministre de l'Intérieur de Serbie, Zoran Djindjic, et le chef de la police de Belgrade, M. Rade Markovic, qu'ils soupçonnent d'avoir « organisé et dirigé » directement « la torture » du couple Draskovic.

D'autre part, la marche pacifique vers la prison centrale de Belgrade, qui devait être organisée, ce samedi 19 juin, par le « Comité pour la libération de Vuk Draskovic et la défense des libertés politiques » a été interdite par les autorités. Cette mesure de dernière minute risquant de créer de nouvelles tensions à Belgrade où la police avait, vendredi, multiplié les contrôles d'identité.

F. H.

Le cessez-le-feu n'est pas respecté en Bosnie

Le cessez-le-feu général prévu, vendredi 18 juin, en Bosnie a du mal à s'imposer. Après son entrée en vigueur, des échanges de tirs ont été signalés en divers points du pays et un « casque bleu » canadien a été tué près de Sarajevo, lorsque son véhicule blindé a été touché par un obus antichar tiré vraisemblablement par les forces croates.

La FORPRONU n'exclut pas que la dernière trêve signée, mardi à Sarajevo, sous les auspices des Nations unies par les commandants des trois forces armées bos-

niaques, connaisse le sort de tous les cessez-le-feu précédents, qui ont été ignorés ou violés. Toutefois, selon Radio-Sarajevo, la situation semblait se calmer, samedi matin, en Bosnie centrale, entre forces croates et musulmanes, même si des combats se déroulaient toujours dans la région de Vitez.

A Gornjake, ville de Bosnie orientale, les forces serbes poursuivent leurs attaques contre l'enclave musulmane de dépit, présence d'observateurs de l'ONU. (Reuters, AFP).

ITALIE : deuxième tour des élections municipales partielles

La Ligue semble bien placée pour l'emporter à Milan

Le deuxième tour des élections municipales partielles devrait confirmer la tendance enregistrée il y a deux semaines, lors du premier tour : montée de la Ligue et de la Rete anti-Mafia, effondrement des partis traditionnels à l'exception du PDS.

ROME

de notre correspondant

Dimanche 20 juin, dans cent quarante-cinq villes italiennes, les électeurs retourneront aux urnes pour le second tour de la première élection directe des maires. Et si, lors du premier tour, le 6 juin, les ombres nouvelles de ce mode de scrutin en ont troublé plus d'un, cette fois l'exercice semble plus facile. D'autant que, dans l'intervalle, ce s'est formée une nouvelle alliance, la « finaliste » gardant en général leurs vieux dossiers. Le calcul, en revanche, est plus compliqué pour les conseils municipaux : là où les listes qui appuient la candidature vainqueur se répartiront les 60 % des sièges en fonction du résultat du premier tour - les autres listes se partageant les 40 % restants, selon le même système.

Encore plus compliqué en Sicile

Pour prendre l'exemple de Milan, principal enjeu de cette élection, si le candidat de la Ligue, Marco Formentini, crédité de neuf points d'avance dans les sondages l'emporte, comme il n'est soutenu que par son seul parti, la Ligue est certaine de s'assurer le pouvoir absolu, prenant, en plus de la mairie, les 60 % du conseil, soit 36 sièges sur 60. A l'inverse, si son concurrent, le candidat de la gauche, Nando Dalla Chiesa, arrive en tête, les cinq formations qui l'appuient (le mouvement anti-Mafia La Rete, le PDS, Rifondazione comunista, les Verts et la Liste pour Milan) se répartiront les 60 % du conseil en donnant un net avantage à Rifondazione comunista, créditée de quinze sièges, et au PDS (ex-PCI), qui en aura douze. Les petites formations temporaires en quelque sorte l'ensemble avec quatre sièges à la Rete, quatre aux Verts, un à la Liste pour Milan.

Est-ce assez compliqué ? Pas encore. Car en Sicile, la première région à avoir opté pour l'élection directe des maires, des particularismes techniques locaux font qu'à travers un système de double bulletin de vote pour le conseil municipal est distinct de celui pour le maire. Résultat concret, à Catane, où se déroule la plus importante élection sicilienne, quel que soit le vainqueur - le favori, le républicain Bozo Bianco, appuyé par un cartel qui va du PDS aux Verts en passant par les Catholiques populaires, ou l'outsider, le jeune député de la Rete, Cludio Fava, - les jeux sont déjà faits depuis le premier tour pour le conseil où la démocratie-chrétienne et ses vieux alliés sont majoritaires.

Comme pour mieux accompagner ce petit casse-tête électoral, les Italiens auront passé ces dernières semaines à suivre débats et polémiques : sur les réformes constitutionnelles et les tracasseries administratives. Au point que l'intérêt des élections municipales, après la surprise du 6 juin qui a consacré l'avancée de la Ligue, la déconfiture de la vieille démocratie-chrétienne et de son allié socialiste aujourd'hui inexistant, était prévisiblement passé au second plan. Après bien des tergiversations et des combats d'arrière-garde, le Parlement s'est enfin mis sur la voie de la réforme du scrutin à la Chambre, qui devrait être majoritaire à un tour, avec un correctif de proportionnelle ne dépassant pas 25 %, dans l'état actuel des discussions.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

ALLEMAGNE : quatre ans de prison pour un professeur de cinquième. Un homme de vingt-sept ans a été condamné à quatre ans de prison ferme, vendredi 18 juin, par le tribunal de Constance, pour avoir profané des cimetières juifs et des monuments en mémoire de l'Holocauste situés dans le sud-ouest de l'Allemagne. Deux complices ont été condamnés à trois et deux ans de prison et un troisième devra verser une amende de 6 000 Deutschmarks (environ 20 000 francs). Le président du tribunal a indiqué que les accusés n'étaient pas membres d'organisations néo-nazies. (AFP).

LOIN DES CAPITALES

L'espoir « turc » du Nakhitchevan

NAKHITCHEVAN (Azerbaïdjan)

de notre envoyé spécial

Comme en Arménie, dans un vif les premiers villages ou loin, les arbres, déjà rares dans un paysage superbe, ont été scindés à ras. Sans électricité - coupée pour cause de blocus - il faut du bois de chauffage pour survivre à l'hiver caucasien.

Et des voies de communication pour avoir de quoi manger : « Sans le « Pont de l'espoir » vers la Turquie, nous serions morts de faim cet hiver », dit-on au Nakhitchevan, une enclave entourée depuis un an et demi par les 300 000 Azerbaïdjanais. Leurs malheurs, dénoncés par les seuls médias turcs et arméniens, résultent de ceux que vivent les Arméniens du Haut-Karabakh - et qui seuls émeuvent l'opinion d'Occident.

L'enclave du Haut-Karabakh, « purifiée » de sa minorité azérie au cours de cinq années de guerre, est désormais rattachée, de fait, à l'Arménie. Le Nakhitchevan, par contre, a certes été « épuré » de ses Arméniens (qui formaient encore 5 % de sa population en 1988 et près de 40 % au début du siècle), mais il reste coupé de l'Azerbaïdjan, dont il fait partie, par le sud de l'Arménie, via le corridor du Zangazour, qui va jusqu'en Iran.

Ces frontières étranges ont été fixées par les bolcheviks, au début des années 20, à la suite de massacres épiques entre « Turcs » (Azeris) et Arméniens, survenus en 1905, 1918 et 1920. C'est-à-dire, à chaque fois que le pouvoir colonial russe s'effondre - comme c'est de nouveau le cas. Alors, les lignes électriques, les gazoducs et les voies de communication alimentant le Nakhitchevan ont été coupées et, pour aller à Bakou, ses habitants n'ont plus que la voie des trains, menacée elle aussi parfois par les Arméniens.

La plus dure, au Nakhitchevan, fut vécue quand s'éleva le blocus imposé au nord par les Arméniens et les troupes frontalières soviétiques sur l'ancien « rideau de fer » le long du fleuve Araxe au sud. Le départ de ces troupes en 1992 fut un des premiers signes de gloire du « fils du pays » élu un an plus tôt à la tête du Parlement du Nakhitchevan : l'ancien membre du bureau politique soviétique Gueldar Aliev, qui « signe » deux années sur cette enclave perdue avant de reconquérir tout le pouvoir à Bakou (le Monde du 17 juin).

Le départ des Russes - qui ont reporté leur ligne de défense sur l'Arménie - permit en effet l'ouverture du « Pont de l'espoir », construit au-dessus de l'Araxe par les Turcs qui ont 5 kilomètres de frontière commune avec le Nakhitchevan. L'« espoir », c'est la Turquie, ses marchés et ses habitants qui parlent presque la même langue que ceux du Nakhitchevan. Il n'est encore accessible, après des heures d'attente dans une file de véhicules poussièreux, qu'à ceux qui ont quel que chose à y vendre et qui peuvent, d'abord acheter le visa, puis payer les divers dou-

niers, plus ou moins officiels, qui en gardent l'entrée, aux côtés des militaires turcs.

Les visas turcs sont bien plus faciles à obtenir pour les Azeris que les visas pour l'Iran, qui s'étend au sud du Nakhitchevan. Téhéran s'inquiète en effet de l'émergence d'un Azerbaïdjan indépendant et démocratique pouvant être un pôle d'attraction pour sa propre minorité azérie, concentrée dans le nord-ouest de l'Iran. Mais l'effet que M. Aliev a su exploiter avec doigté est le rivalité qui oppose Turcs et Iraniens au Nakhitchevan, perçu comme l'« avant-poste » de leurs influences respectives en Asie ex-soviétique.

Dans le « capitale » de la République autonome qui se nomme elle aussi Nakhitchevan, la place centrale est un terrain vague, où l'on s'affaire à planter des arbustes, autour du socle vide qui supportait Lénine. Quatre bâtisses le flanquent : celles du Parlement, du théâtre, anciennement et du musée, se dressent, occupées désormais par une banque turque - où sommeille un unique préposé... Le contenu, fort éloquent, du musée est exposé dans une maison proche : dans l'entrée, trônent, soigneusement symétriques, les photos des cérémonies de signature des récents accords conclus par M. Aliev avec l'Iran et la Turquie.

Suivent deux salles pour l'Antiquité et ses amphores, une troisième pour le Moyen-Âge. On y voit la photo de ce qui était manifestement une église arménienne, mais que la légende dit être une « forteresse albanaise » : « C'est à cause de ces ruines du royaume des Albans, nos ancêtres, que les Arméniens



veulent prendre nos terres », dit le guide. Les Azerbaïdjanais refusent d'admettre la présence ancienne des Arméniens dans ce territoire avec la même énergie que mettent ces derniers à accueillir la politique des Russes, qui, au XIX^e siècle, « importèrent » en Transcaucasie des Arméniens d'Anatolie et de Perse, pour épaisir un « tampon chrétien » à leurs frontières sud.

Pour l'époque moderne, on montre la presse des réformateurs musulmans du début du siècle, avec leurs caricatures acérées sur le thème des mollahs « alliés des étrangers

pour opprimer les pauvres musulmans, les- quels oppriment eux-mêmes leurs femmes ». La suite, ce sont des portraits de Lénine et des communistes azéris, dénommés barres d'un fin fil noir transversal... Nulle trace de M. Aliev parmi eux : « C'est Gueldar Alievitch lui-même, qui, par modestie, n'a pas voulu figurer là », explique le préposé.

Meis le popularité de Gueldar Aliev au Nakhitchevan repose aussi sur du concret : depuis qu'il est là, l'Iran a construit deux usines à pain et fourni un peu d'électricité, du carburant, de l'eau et des produits de première nécessité. Téhéran a aussi autorisé l'ouverture d'un marché sur sa propre rive de l'Araxe, en « zone franche » accessible sans visas, et délivré des autorisations de transit à 2 000 routiers du Nakhitchevan.

La Turquie en fait encore plus et, surtout, elle s'accorde en 1992 un crédit de 100 millions de dollars à M. Aliev. Dix ont été utilisés l'an dernier, explique-t-il, pour élever la farine et 25 doivent être cette année - 10 en produits achetés à la Turquie et 15 en investissements, encore à définir ». Meis un des investissements que les Turcs ont choisis eux-mêmes, ici comme ailleurs dans les Républiques « musulmanes » de l'ex-URSS, c'est celui de l'enseignement, parfois religieux.

L'institut de technologie de Nakhitchevan a ainsi été cédé au groupe turc privé Zaman, doté, dit-on, de capitaux séculaires. Ce groupe diffuse en Asie centrale des journaux et une chaîne câblée islamiste. Avec notamment un quotidien imprimé à Bakou, qui, au delà de ses débuts, beaucoup de succès. Le directeur turc de cette école de Nakhitchevan, 40 gérants, dont 40 intimes, apparemment, cette année l'anglais et les rudiments de l'islam, nous tend un numéro de ce quotidien Zaman : « Voyez ce dessin, dit-il, c'est pour vous : un fusil à quatre gâchettes - l'ONU, la Russie, la France et l'Angleterre - y tire sur la Bosnie et l'Azerbaïdjan. Mais ce n'est pas votre faute, ajoute-t-il, c'est à cause de votre premier ministre qui est arménien... »

Ce directeur d'école, fidèle de toute évidence à la droite turque, ignore que la famille de M. Balladur est originaire précisément du Nakhitchevan, qu'elle a fui en 1937 (le Monde du 14 avril). Ce qui ne l'empêche nullement de partager avec les Azeris d'ici et d'ailleurs la conviction que Paris s'efforce d'entourer les Arméniens. Celle-ci a, peut-être, commencé à faiblir avec l'arrivée en avril au Nakhitchevan d'un avion d'aide humanitaire française, sur les talons d'un appareil américain. « On a reçu de l'équipement médical équivalent seulement à un mois de fonctionnement de nos hôpitaux en régime normal », soupire le médecin chef local. Une « normalité » qui reste, ici aussi, une nostalgie ou un très vague espoir.

SOPHIE SHIHAB

DIPLOMATIE

Le sommet des Douze à Copenhague

Comment assurer la stabilité en Europe?

A défaut d'avoir su faire face à la crise yougoslave, l'Europe devrait au moins essayer de faire en sorte qu'un tel désastre ne se reproduise pas. C'est de cette remarque de bon sens qu'est partie la proposition faite par le gouvernement français, avec le soutien de l'Elysée, aux autres pays de la Communauté d'endosser, au sommet de Copenhague, son idée d'une « conférence internationale sur la stabilité en Europe » et de poursuivre avec lui la réflexion engagée sur ce projet.

M. Balladur avait lancé l'idée dès sa prise de fonctions, dans ses premières adresses à l'Assemblée nationale et au Sénat. Elle n'inspira alors pas le moindre commentaire aux autres Européens : la proposition était floue, entourée de références historiques paradoxales (comme la conférence de Yalta), étonnante dans sa formulation qui variait d'ailleurs considérablement d'une semaine d'intervalle ; il semblait répéter, an en ignorant les échecs, des tentatives déjà faites, dans un style au demeurant très peu balladurien (encore une conférence internationale et des ambassades dans Paris).

Bref, on était en droit de penser que la chose était improvisée et inspirée, chez M. Balladur, par le simple désir de prendre sa part au « domino » partagé (les affaires étrangères) ou, au mieux, par de bonnes intentions. M. Mitterrand avait déjà été entraîné du sujet et soutenait la démarche.

Deux mois plus tard, l'idée a quelque peu pris forme, au fil d'une concertation entre Mitterrand et l'Elysée, et grâce au tra-

vail du centre d'analyse et de prévision (le « cellule pensée ») du Quai d'Orsay. Il s'agit d'un projet qui n'est encore qu'une ébauche, les principaux foyers d'instabilité en Europe échapperaient ainsi au champ de l'analyse, car on en réduit considérablement la portée.

Un domaine réduit

Ces accords seraient chapeautés in fine par un grand « pacte » européen, dont la Communauté, les États-Unis et la Russie seraient non pas les garants, mais en quelque sorte les « cotémoins ». Dans le déroulement idéal que décrit un conseiller de M. Balladur, l'ensemble devrait aboutir à la conclusion d'un pacte final fin 1994 ou début 1995 (sous la présidence française).

La démarche se veut exclusivement préventive. C'est pourquoi elle laisse volontairement de côté l'ex-Yugoslavie, y compris les problèmes balkaniques (macédoniens et autres) où le besoin de prévention semble pourtant la plus urgente. Elle s'adresse aux pays « susceptibles d'un rapprochement avec la Communauté » et, pour cette raison, laisse de côté aussi les Républiques d'Asie centrale issues de l'Union soviétique, ainsi que la « très complexe » Caucasie.

La Russie ne serait convoquée que comme « cotémoins, pour faire pendant aux États-Unis » les qui sera diversement appréciée par les pays de l'Est, et n'aurait donc pas à traiter de ses différends

avec les pays baltes ou l'Ukraine, ou de ses problèmes internes de minorités. Son évolution du projet qui n'est encore qu'une ébauche, les principaux foyers d'instabilité en Europe échapperaient ainsi au champ de l'analyse, car on en réduit considérablement la portée.

Cela étant, si la Communauté peut aider la Hongrie à obtenir de la Roumanie des engagements qui désamorçeraient toute tension en Transylvanie, tant mieux. C'est le cas régulièrement cité à l'appui de la démarche française, comme exemple d'une situation où la tête-à-tête ne débouche sur rien et où l'ouverture d'une perspective européenne contribuerait à débloquer les choses. Encore faudrait-il que cette perspective soit claire. Or, à ce stade, elle ne l'est pas, puisque le débat de fond sur l'avenir de la Communauté (l'élargissement jusqu'où ? petite ou grande Europe ?) n'a été tranché ni parmi les Douze ni en France même.

Pas de garantie militaire

La conjoncture est, de surcroît, des moins propices aux promesses générales d'ordre économique ou commercial. On a beaucoup reproché en son temps à l'idée de « confédération européenne » de M. Mitterrand d'apparaître comme une antichambre où faire patienter éternellement les candidats à l'adhésion. Le projet français n'échappera pas à ce soupçon s'il ne propose qu'un « rapprochement » avec le CEE sans trancher sur la question des adhésions ou s'il a l'air de vouloir substituer un « dialogue politi-

que » à l'ouverture des marchés que réclament les pays de l'Est.

Enfin, le projet initial de M. Balladur n'est très vite et très radicalement automatisé en renonçant à s'attaquer aux problèmes de sécurité proprement dits (c'est-à-dire à fournir des garanties d'ordre militaire). « C'était trop ambitieux », reconnaît l'un de ceux qui y ont travaillé. Le précédent gouvernement français n'y était parvenu, mais en vain, l'idée d'un véritable traité de sécurité dans le cadre de la CSCE (1). Entre temps, il y a eu la guerre en Croatie et en Bosnie et la démonstration que personne en Europe ni aux États-Unis n'était prêt à aller défendre des principes par la force.

En faisant de la prévention, en jouant sur « l'appétit d'Europe » supposé des pays de l'Est, on évite de laisser surgir des situations de crise où cette impulsion serait de nouveau émise, font valoir les défenseurs du nouveau projet français. Mais n'est-ce pas passer à côté de la principale leçon de la crise yougoslave ? Et sans cet élément essentiel à sa crédibilité, quelle est la capacité dissuasive de l'Europe face aux forces potentiellement déstabilisatrices (nationalismes xénophobes, pan-slavisme, islamisme intégriste, etc.) qui sont, précisément, celles pour qui l'Europe n'est pas « appétissante » ?

CLAIRE TRÉAN

(1) Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, qui rassembla tous les pays de continent européen plus les États-Unis et le Canada.

Endiguer le pessimisme

Suite de la première page

Une stratégie qui serait mise en œuvre sur cinq ans (1994-1999), durant la seconde étape de l'Union économique et monétaire (UEM). Au conseil européen d'Edimbourg, en décembre dernier, il était encore question de récession frappant l'ensemble de la Communauté, et les experts tablèrent encore sur une modeste croissance en 1993.

Les Douze s'étaient donc contentés d'adopter une « initiative européenne de croissance », d'un caractère éphémère, qui mettait l'accent sur la relance des investissements, notamment des infrastructures, et sur une coordination renforcée de l'action conjoncturelle des États membres. Depuis, la situation s'est fortement dégradée, et chacun est conscient que de tels résultats, s'ils ne font pas les négliger (l'initiative européenne de croissance sera dotée de moyens nouveaux), ne peuvent suffire pour guérir un mal plus profond que celui initialement diagnostiqué.

Il reviendra à Jacques Delors d'engager la discussion. Son intervention, qu'il a préparée seul, qu'il n'a pas soumise à la Commission, conserve un certain mystère, comme pour souligner la gravité du moment et peut-être aussi l'importance qu'il attache, lui, l'artisan de la relance communautaire, à la démarche : ne s'agit-il pas finalement de sauver, en la complétant, en comblant les lacunes dont on s'était accommodé, l'action entreprise sous sa direction depuis 1985 ? L'initiative qui va être suggérée aux Douze s'inscrit ainsi dans la continuité du marché unique et de l'UEM. Son objet n'est pas d'opérer une rupture, mais d'étayer la politique entreprise en la replaçant dans une perspective à moyen terme, voire à long terme.

Il y aura deux parties dans l'intervention de M. Delors, qui s'emploiera d'abord à analyser les éléments structurels de la crise : pourquoi la Communauté connaît-elle, sur une période longue, moins de croissance que les États-Unis ou le Japon ? Pourquoi la croissance en Europe, lorsqu'elle est présente, produit-elle moins d'emplois ? (Les réponses suggérées pourront parfois paraître paradoxales : les services dans la CEE sont trop compétitifs, ils créent de ce fait moins d'emplois qu'aux États-Unis ou au Japon.)

Cette analyse de l'économie communautaire, dont on comprend

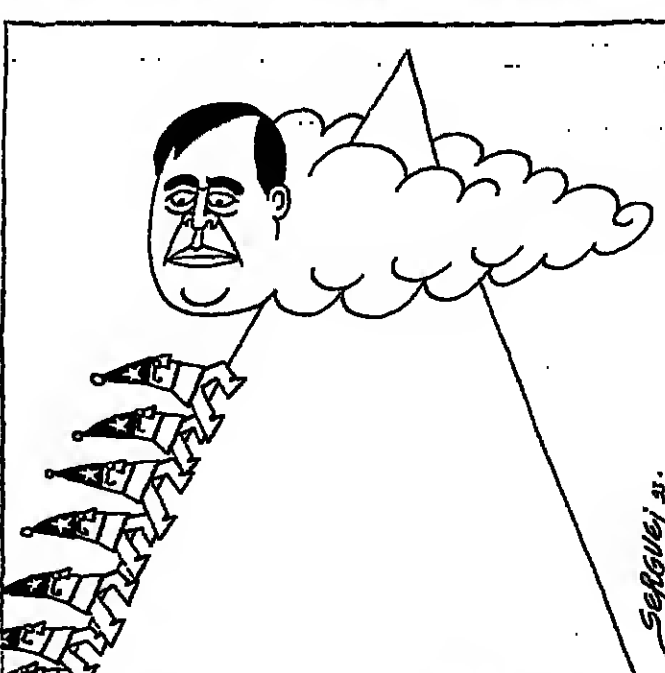
qu'elle sera serrée, bien charpentée, devrait être suivie non pas de propositions en bonne et due forme, mais d'indications sur les directions dans lesquelles il faudrait travailler : M. Delors abordera des thèmes aussi différents que la modernisation des infrastructures, la gestion du marché du travail, la formation, l'organisation du commerce mondial.

Ce sera là le début d'un exercice dont l'objet est de s'entendre à Douze sur un programme de réformes structurelles, une nouvelle frontière pour l'action communautaire. « Ce n'est pas spectaculaire et ça ne peut pas l'être », confie un collaborateur du président de la Commission. Conscient de l'enjeu, encore mal remis d'une année impossible (les tribulations du traité de Maastricht), on sent que l'équipe a le trac dans l'attente des réactions des chefs d'État et de gouvernement d'abord, du bat et de l'arrière-ban des citoyens européens ensuite.

Côté français, l'ombre de Philippe Séguin et des autres pourfendeurs de la construction européenne, dont on sent qu'ils reforment leurs rangs, planera sur la réunion. Il n'est pas question de ce serait contre-productif — que le conseil européen prenne des décisions à l'emporte-pièce. Il ne peut, dans l'hypothèse où il sera convoqué par l'exposé de M. Delors, que donner l'impulsion, fixer des dates-butoirs pour aller de l'avant, même si l'adoption d'un mandat et d'un calendrier ne constituent pas la recette miracle pour mobiliser des électeurs inquiets ! D'où l'importance que les Douze, après Delors, trouvent le ton juste.

Sur ce terrain, la réussite n'est pas assurée. L'arrangement que Günther Rexhode, le ministre allemand de l'économie, a conclu, plus ou moins en douce, avec Mike Kantor, le représentant spécial de M. Clinton pour les négociations commerciales, afin d'échapper aux mesures de rétorsion décidées par Washington et portant sur l'accès aux marchés publics de télécommunications, n'est évidemment pas de nature à renforcer la cohésion communautaire.

Paris et Bruxelles, un peu amers, ont relevé que le chancelier Kohl n'avait pas cru jusqu'à présent opportun de dénoncer cette entaille à la solidarité des Douze. Les Français, qui, au retour du récent sommet franco-allemand de



Beune, avaient le sentiment que les Allemands, rattrapés par la crise, « étaient en train de bouger », de devenir plus ouverts à leurs arguments sur la nécessité d'un libre-échange mieux maîtrisé, ne manqueraient pas de méditer les « turpitudes » du ministre libéral de l'économie.

Les négociations commerciales du GATT ne sont pas inscrites en tant que telles à l'ordre du jour de Copenhague. Mais le refus répété de la France d'avaliser le pré-acord de Blair House (conclu l'année dernière entre la Commission et Washington sur le volet agricole du GATT) ne peut que précéder ses partenaires à quelques semaines du sommet des sept principaux pays industrialisés à Tokyo.

Échapper à l'impasse, s'épargner une crise européenne et une crise transatlantique — ce que tout le monde souhaite — pourrait ne pas paraître hors de portée dans l'hypothèse où chacun serait prêt à y mettre du sien. Mais il semble que M. Clinton ne se soit pas montré particulièrement ouvert aux raisonnements d'Edouard Balladur. Et surtout, l'accès de protectionnisme aigu qui saisit la France, incompréhensible pour Boon ou pour Bruxelles (oubli-t-on que la France est le quatrième exportateur mondial ?) que sa balance commerciale est équilibrée, et cela, malgré la récession, à un niveau très satisfaisant ?), conduit ses partenaires à penser que la marge de manœuvre du gouvernement ne peut être que des plus limitées. Méfiance et suspicion qui ne sont pas propices aux

grands desseins collectifs. L'aide à la Russie est également inscrite au menu de Copenhague, sans la visite plus ou moins annoncée de M. Eltsine et finalement annulée.

Quant au débat sur l'orientation à donner aux relations de la Communauté avec les pays d'Europe centrale et orientale (PECO), il a été pratiquement mené à son terme au niveau des ministres des affaires étrangères.

Les textes qui seront adoptés refléteront la volonté des Douze de resserrer les liens politiques et commerciaux avec ces pays, de réorienter, afin de la rendre plus efficace, l'assistance financière (actuellement 1 milliard d'euros par an). Hier, les Douze prenaient acte de la volonté de leur voisins orientaux d'adhérer à la Communauté. Ils affirment désormais que cet objectif est également le leur. Ils le font avec prudence, en énumérant les conditions qui devront être remplies pour que le projet puisse prendre tournure et, surtout, sans fixer d'échéance pour ce nouvel élargissement.

Plus concrètement, les Douze s'engagent, moyennant quelques précautions, à ouvrir plus rapidement que prévu leurs marchés aux exportations de l'Est. Une promesse certainement justifiée mais qui ne pourra qu'aggraver la polémique sur l'Europe « offerte » — c'est-à-dire trop ouverte à des concurrences parfois déloyales — et rendre davantage nécessaire une réflexion en profondeur sur la politique commerciale de la Communauté.

PHILIPPE LEMAITRE

Lors de son assemblée annuelle

L'Organisation des États américains a défendu une conception étroite de la souveraineté de ses membres

A quoi sert l'OEA ? Une fois de plus, les trente-quatre pays membres de l'Organisation des États américains (tous les pays du continent, à l'exception de Cuba), réunis toute la semaine dernière dans la capitale du Nicaragua, n'ont pas su répondre aux attentes de nombreux secteurs de la société latino-américaine. C'est du moins ce qu'affirment plusieurs organisations internationales de défense des droits de l'homme qui ont dénoncé, à l'issue de la réunion de Managua, « la grave crise de crédibilité de l'OEA ».

MEXICO

de notre correspondant

Dans un communiqué très sévère, appuyé par Americas Watch et Amnesty International, les organismes de droits de l'homme estiment que « la majorité des États membres de l'OEA semblent davantage soucieux de maintenir une interprétation traditionnelle des principes de non-ingérence et de souveraineté absolue de chaque État que de protéger l'État de droit pour garantir le plein respect des droits de l'homme ».

Les signataires regrettent le caractère purement « rhétorique » de la déclaration de Managua pour la promotion de la démocratie et du développement (la création d'un Conseil Interaméricain pour le développement intégral, chargé de « consolider les régimes démocratiques en luttant contre la pauvreté », n'a impressionné personne). L'OEA a prouvé « son incapacité à appliquer ses résolutions » dans les cas de Haïti, du Pérou et du Guatemala, constatent encore les auteurs du communiqué.

La situation au Guatemala et en Haïti a bien été abordée à Managua mais dans le cadre de réunions restreintes, pour éviter des affrontements ou, seia-t-on, de l'assemblée générale. Dans les deux cas, l'OEA

semble à court d'idées, comme on avait déjà pu le constater, en avril 1992, après la dissolution du Parlement au Pérou, dans le cadre du « coup d'État civil » du président Fujimori. Celui-ci a ainsi établi un précédent que plusieurs chefs d'État du continent, malmenés par une opposition remuante, ne désarticuleraient pas appliquer chez eux, même s'ils affirment publiquement le contraire. Seul le président guatémaltèque a osé finalement passer aux actes et son échec est d'ailleurs devenu un échec pour l'OEA, car certains pays européens qu'à la condamnation, bien timide, de ses pairs.

S'agit-il pour autant d'un recul par rapport à la déclaration adoptée à Santiago du Chili en 1991 ? L'OEA avait alors créé une certaine surprise en annonçant sa ferme intention de prendre des mesures contre tout État membre qui remettrait en question le processus démocratique sur son territoire. Cette résolution reste pour l'instant un vœu pieu, d'autant que certains membres de l'OEA, et non des moindres puisque le Mexique en fait partie, restent totalement opposés à ce « droit d'ingérence en faveur de la démocratie ».

L'ambassadeur du Mexique à la réunion de Managua, Alejandro Carrillo, l'a rappelé en affirmant que chaque pays était libre de déterminer son régime politique. Dans une allusion transparente aux États-Unis, il a souligné que « personne ne détenait le monopole de la définition de la démocratie et de la manière de la pratiquer ».

Plusieurs commentateurs ne manquent pas de souligner dans la presse mexicaine que la position de leur gouvernement sur ce point s'explique avant tout par le souci de se protéger contre l'envoi d'observateurs étrangers pour garantir la transparence des élections dans un pays où l'opposition n'a de cesse de dénoncer la fraude.

BERTRAND DE LA GRANGE

PROCHE-ORIENT

EGYPTE

Deux personnes ont été tuées au Caire dans un attentat à la bombe

LE CAIRE

de notre correspondant

Cinq jours après l'explosion au Caire d'un extrémiste musulman (le Monde du 15 juin), une bombe à retardement a explosé vendredi soir 18 juin dans le quartier le plus populaire du Caire, faisant au moins deux morts et une vingtaine de blessés. Un mouvement de panique s'est alors emparé de la foule qui se pressait près de l'arrêt de bus de la place Al-Khazindar de Choubra, le quartier où se trouve la plus forte concentration de population de la capitale (plus de 200 000 habitants au kilomètre carré).

C'est le quatrième attentat à la bombe de fabrication artisanale (dynamite, poudre et clous) perpétré au Caire en moins d'un mois. Ces attentats ont fait une douzaine de tués et plus d'une cinquantaine de blessés. L'objectif des terroristes étant, selon toute vraisemblance, de créer un climat d'insécurité au sein de la population. A l'exception de six touristes britanniques légèrement blessés le 8 juin, toutes les victimes sont en effet égyptiennes.

Des sources des services de sécurité ont noté par ailleurs qu'un attentat perpétré le 27 mai était consécutif à la condamnation à mort d'extrémistes musulmans, tandis qu'un autre, commis le 18 juin, coïncidait avec l'ouverture du procès du cheikh Omar Abdel Rahman, ce chef religieux aveugle résident aux États-Unis et guérisseur spirituel de la Jamaa Islamiya, la principale organisation extrémiste.

Cheikh Omar a estimé que « le renversement du régime Mubarak est un devoir du monde islamique ». La Jamaa Islamiya avait revendiqué certains attentats dirigés contre des touristes, mais elle a démenti être à l'origine de la dernière série d'attentats aveugles, qui ont même été condamnés par certains responsables de l'organisation.

A. B.

Pour faciliter les négociations israélo-arabes

Edward Djerejian a été nommé ambassadeur des États-Unis en Israël

L'adjoint au secrétaire d'État pour le Proche-Orient, Edward Djerejian, qui fut aussi ambassadeur en Syrie, a été nommé, vendredi 18 juin, par Bill Clinton — sous réserve de l'approbation du Sénat — comme prochain ambassadeur des États-Unis en Israël. Un communiqué de la Maison Blanche indique par ailleurs que le secrétaire d'État Warren Christopher a nommé l'un de ses conseillers, Denis Ross, au poste de coordinateur spécial pour le Proche-Orient.

M. Clinton a justifié la nomination de ces deux hommes qui ont

joué un rôle important dans le lancement du processus de paix, par le fait qu'il s'agit d'une « période cruciale » pour ce processus. Aussi est-il « impératif que les États-Unis aient des diplomates talentueux pour faire en sorte que le processus continue de progresser », poursuit le texte.

Dans la journée, M. Clinton avait reçu le roi Hussein de Jordanie, à qui il avait fait part, selon son porte-parole, des Des Myers, de son intention de jouer « un rôle direct » pour faire progresser ces négociations de paix. — (AFP.)

système politique japon

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

système

دكان النحل

ASIE

Le système politique japonais en crise

Suite de la première page

Le PLD a déjà connu des scissions mineures (formation du Club libéral en 1976) et des « fusions » (une cooptation en 1980 à la censure du gouvernement Ohira). Mais, cette fois, la rébellion du clan de l'ex-ministre des finances Tsutomu Hata, dont les membres seraient expulsés du PLD ou le quitteraient, marque une fracture du camp conservateur et pourrait conduire à un réalignement des forces politiques.

La crise affaiblit, d'évidence, la position de M. Miyazawa et du Japon avait le sommet des pays industrialisés qui aura lieu à Tokyo du 7 au 9 juillet : c'est un premier ministre en sursis qui sera l'hôte du G7. Dans les administrations, on affirme, certes, que rien n'est changé, mais il est clair que le pays ne peut plus guère espérer jouer un grand rôle, et qu'il y aura pas en bonne position pour défendre ses vues.

Rendu responsable de l'échec de la réforme politique, M. Miyazawa est évidemment l'accusé numéro un dans cette crise. « Je ne peux espérer le soutien populaire si la réforme électorale n'est pas adoptée », déclarait-il lui-même en mars devant les représentants régionaux du PLD. Le premier ministre venait pourtant de regagner une marge de manœuvre : la disgrâce de l'ex-« parrain » du parti, Shin Kanemaru, et le retrait pour raison de santé de l'autre homme fort du PLD, l'ex-ministre des affaires étrangères Michio Watanabe, avaient certes réduit ses soutiens mais l'avaient aussi débarrassé d'un rival.

Sa perte d'autorité est évidente :

il n'a pas pu imposer une prolongation des travaux de la Diète afin de poursuivre la discussion sur la réforme ; il n'a pas davantage été en mesure, lorsque tout parut jonné, de dissoudre la Diète, afin de ne pas connaître l'humiliation de la défection : soucieux de voir se démarquer le clan rebelle - et son vrai chef, Ichiro Ozawa - en vue de les expulser, le secrétaire général du PLD, Seiroko Kamiyama, a en effet imposé, contre la volonté de M. Miyazawa, homme de compromis - le vote sur la motion de censure.

Une classe déconsidérée

Ce sont désormais les électeurs qui trancheront. Sans doute ne se tromperont-ils pas sur les enjeux. Il y a pas, en effet, d'un côté les « purs » réformistes et de l'autre

les conservateurs « corrompus » : la réforme, à l'ordre du jour depuis quatre ans, est un prétexte dans une lutte de clans pour qui l'assainissement du système est secondaire. Actifiste de la réforme, le clan Hata n'est-il pas dirigé en sous-main par un ancien bras droit de M. Kaomaru, M. Ozawa, impliqué dans une vaste fraude fiscale, et ce complot n'est pas des plus pratiques peu limpides ? Dans l'opposition aussi, hormis chez les communistes, ombre de « réformistes » ont des « casseroles ».

La manière dont le PLD a réagi au dépôt de la motion de défiance confirme que les intérêts nationaux sont passés après ceux des clans : l'antagonisme contre le secrétaire général du PLD, M. Kamiyama et M. Ozawa, évité de la direction du parti, a pris le pas sur toute autre considération. Enlève-t-on de la tactique ? Une fois la scission réalisée, le PLD aura perdu la majorité à la Diète, sans attendre le verdict des électeurs.

Pris dans une logique jusqu'au-bouriste, le clan Hata va se constituer en un nouveau parti, jouant

l'affaiblissement du PLD, et contraignant le parti à accepter la formation de cabinets de coalition. Deux ministres de ce clan (MM. Funada à la Planification et Nakajima à l'Agence des sciences et techniques) ont démissionné. Ooze élus non membres du clan Hata ont d'autre part quitté le PLD.

La préface à des similitudes avec les phénomènes enregistrés dans les démocraties de type occidental, mais elle présente aussi des particularités. Par rapport à l'Italie qui impose, ou à la France et aux Etats-Unis qui ont changé de majorité, le Japon tranchait par la pérennité du pouvoir PLD. Mais il s'agit d'une pérennité par défaut d'alternative.

Clans et clientèles

La classe politique, opposition comprise, est déconsidérée par les scandales. L'opinion paraît aussi lassée qu'indignée : dès avant le vote, le cabinet était au plus bas dans les sondages (plus de 80 % d'opinion défavorable). Lors des sénatoriales de juillet 1992,

46 millions d'électeurs ne sont pas allés aux urnes : un record d'abstention (50,7 %). Ainsi, une société civile qui a évolué ne trouve pas de relais politiques pour s'exprimer. Elle vote donc conservateur sans enthousiasme. La crise a essoré les carences du parti conservateur : le PLD est, en fait, une fédération d'une demi-douzaine de clans reposant sur des clientèles.

La seule idéologie scellant cette constellation d'intérêts a été la résistance à la mode de la gauche puis, lorsque celle-ci se constituait plus ou moins, la conservation du pouvoir. La « légitimité » du PLD, longtemps fondée sur sa compétence à diriger le pays, s'est effritée au fil de scandales. Mais l'opposition est logée à la même enseigne, après avoir été brièvement (à la fin des années 80) porteur de timides espoirs de renouvellement.

Ou voit donc se dessiner des réalignements, tant dans le camp conservateur que, peut-être, chez les socialistes. La scission du PLD qui va entrer dans les faits permettra un retour au système d'avant 1955 : co-existence alors, et rivalité, deux partis conservateurs, le libéral et le démocrate, qui s'uniraient pour contre une unification parallèle des socialistes.

L'émergence d'une nouvelle force conservatrice, issue du clan Hata-Ozawa, cooptée au bourgeoinement de petites formations, tel le nouveau Parti du Japon, peuvent redonner une fluidité à la vie politique. C'est là, en tout cas, une évolution que souhaite le patronat, irrité par des demandes toujours plus grandes de flexibilité d'un PLD qui a pourtant perdu sa capacité à gouverner efficacement.

Ce réalignement pourrait être favorisé par l'évolution du PS, principal parti d'opposition : une droite plus réaliste y prend des postes de commandement, bico que l'appareil reste entre les mains d'une gauche idéologique. L'apparition d'une formation à vocation majoritaire, d'orientation sociale démocrate (regroupant des transfuges conservateurs et socialistes), paraît certes encore éloignée ; mais les élections de juillet peuvent donner aux forces nouvelles l'occasion de préciser leur position.

PHILIPPE PONS

CAMBODGE

Royalistes et communistes se sont repartitionnés les ministères

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

Les coprésidents du gouvernement provisoire du Cambodge se sont entendus, vendredi 18 juin, sur le principe d'une répartition des ministères-clés. Un porte-parole du PPC (Parti du peuple, communiste, au pouvoir) n'a pas donné de précisions sur cet accord survenu entre le prince Ranariddh et le premier ministre sortant Hun Sen à l'issue de deux heures d'entretiens. Le problème le plus épineux, le contrôle des forces de sécurité du régime de Phnom-Penh, aurait donc été résolu. Il restait pourtant à voir si le prince Sihanouk, chef de l'Etat, acceptera, comme on le lui demande, le com-

mandement suprême des forces armées, dont il dit ne pas vouloir.

Le Cambodge trouvait d'autant plus son compte dans la formation rapide d'un gouvernement que les pays donateurs, réunis à Phnom-Penh jeudi et vendredi, en ont fait une condition de leur aide budgétaire de 30 millions de dollars, sur trois mois. Des représentants des cinq membres permanents du Conseil de sécurité ainsi que du Japon, de l'Allemagne, de l'Indonésie, de l'Australie, de la Thaïlande et du Canada, se sont accordés sur le montant de cette aide, sans toutefois définir les « modalités », selon M. Akashi, patron de l'APRONUC (Autorité provisoire de l'ONU pour le Cambodge). L'enveloppe coisagée permettra

d'assurer la paie des fonctionnaires et des militaires, en attendant que les premiers crédits de la Banque mondiale (67 millions de dollars) soient disponibles.

Cependant, quelque 2 000 militants du Funcinpec, le mouvement royaliste, ont manifesté silencieusement, vendredi, devant le palais royal. Ayant fui trois provinces qui avaient fait « sécession » pendant quelques jours - Kompong-Cham, Prey-Veng et Svay-Rieng - ils veulent à présent retourner vivre chez eux en toute sécurité. Le régime de Phnom-Penh a promis de leur donner satisfaction, et des camions de l'armée devaient, samedi, les ramener à leur domicile.

J.-C. P.

A TRAVERS LE MONDE

CONGO

Médiation française

Jean-Marc Rochereau de la Sablière, directeur des affaires africaines et malgaches au ministère français des affaires étrangères, et Jean-Marc Simon, directeur adjoint du cabinet du ministre de la coopération, ont été reçus vendredi 18 juin par le ministre congolais des affaires étrangères et de la coopération, M. Benjamin Bounkoulou.

Selon la radio nationale, les émissaires français pourraient « proposer éventuellement leurs bons offices » pour le règlement de la crise congolaise, provoquée par des dissensions entre la mouvance présidentielle et la coalition de l'opposition. Aucun signe de déconciliation n'était perceptible vendredi à Brazzaville. Pour la première fois, des pillages ont eu lieu dans la nuit de jeudi à vendredi, dans un quartier nord de la capitale. - (AFP)

IRLANDE

La présidente rencontre le chef du Sinn Féin

La présidente de la République d'Irlande, Mary Robinson, a brièvement rencontré, vendredi 18 juin, Gerry Adams, président du parti républicain Sinn Féin, lors d'une visite officielle en Irlande du Nord. Cela a provoqué la vive irritation du gouvernement britannique et la fureur des partis unionistes de l'Ulster. Gerry Adams est considéré comme un proche de l'Armée républicaine irlandaise (IRA), dont le Sinn Féin est la branche politique. Cette rencontre intervient deux jours après la venue au 10, Downing Street du premier ministre irlandais, Albert Reynolds, qui avait souligné avec John Major la volonté de Londres et de Dublin de reprendre les pourparlers sur l'avenir de l'Ulster, interrompus depuis sept mois. Cette visite « est pour moi l'occasion d'écouter, de voir et de me faire une idée des conditions de vie à Belfast-Ouest (le quartier catholique de la ville) », a déclaré M^{me} Robinson à l'issue de sa rencontre avec Gerry Adams. - (AFP, Reuters)

North Western River Shipping Company

Vol en croisière

du 18 au 25 juin

St-Petersbourg - Moscou

Votre bateau: le «MS Alexej Surkov» et le «MS Lomonosov»

Nos bateaux de croisières fluviales russes sont sous gérance occidentale de la société L.C.H. Rapperswil / Suisse. Le «MS Lomonosov» a subi une rénovation complète durant l'hiver 1992-93 et le «MS Surkov» a été construit en 1990, tous deux sont agencés à l'occidentale. Les cabines, toutes extérieures, disposent d'un cabinet de douche/wc et de la climatisation. En outre, vous disposez à bord de confortables aménagements: deux restaurants, bars, salon de lecture, pont-solarium, sans oublier la boutique de souvenirs, le coiffeur et le sauna.

Paris - St-Petersbourg

Départ en fin de matinée de l'aéroport de Roissy par la compagnie Aéroflot à destination de St-Petersbourg. Arrivée à St-Petersbourg dans l'après-midi. Installation à bord du «MS Surkov». Dîner à bord.

St-Petersbourg

Tour guidée de l'ancienne cité des Tsars avec la perspective Nevski, la place du Palais, la cathédrale Saint Isaac. Visite du musée d'Ermitage.

Pouchkine

Excursion à Pouchkine, impressionnant ensemble baroque et ancien palais de Catherine construit par Pierre le Grand. En début de soirée, départ du port de St-Petersbourg par la Néva et navigation vers le lac Ladoga.

Néva - Svir

Journée de navigation. Après avoir quitté la Néva longue de 74km, traversée du lac Ladoga, véritable réservoir, le plus grand d'Europe. En fin

de journée, arrivée sur l'embranchement de la Svir.

Lac Onega - Kishi

Quittant la Svir, arrivée sur le lac Onega, jalonné de petites baies et îles romantiques. Le matin, escale à Kishi et visite de l'église en bois sculpté du XVIII^e.

A bord

Journée de navigation pour apprécier les paysages russes. Possibilité de profiter des nombreuses activités proposées.

Volga - Iaroslavl

Après-midi, arrivée à Iaroslavl, une des sept villes qui appartiennent à l'Anneau d'Or, fondée par «Iaroslavl le Sage» au début du XI^e siècle. Tour de ville guidée.

Ouglitch

Visite guidée d'Ouglitch, ancienne cité de la Haute Volga. Puis continuation de la navigation sur la Volga.

Canal de Moscou - Moscou

Remontée du Canal de Moscou. Arrivée à Moscou par la Moscova pour accoster au port, la «Porte Nord» de Moscou. Visite de Moscou.

Moscou - Anneau d'Or

Excursion sur l'Anneau d'Or, dont le monastère de la Trinité Saint-Serge, fondé au XIV^e siècle est devenu l'un des lieux de pèlerinage les plus célèbres de la Russie.

Moscou - Paris

Débarquement et transfert à l'aéroport en début de matinée pour le départ du vol à destination de Paris (aéroport de Roissy).

Moscou - Anneau d'Or - St-Petersbourg

Programme identique en sens inverse. Le voyage comporte un jour supplémentaire à Moscou.

Prestations incluses

- Croisière selon programme
- Pension complète à bord
- Vol s avec la compagnie Aéroflot
- Excursions mentionnées
- Transferts
- Taxes et service

Prestations non incluses

Frais de visa env. 330 F, assurances, boissons et dépenses personnelles.

Dates de voyage 1993

St-Petersbourg - Moscou	Moscou - St-Petersbourg
(11 jours)	(12 jours)
25.07. - 04.08. S	14.07. - 25.07. S
15.08. - 25.08. S	04.08. - 15.08. S
22.08. - 01.09. L	11.08. - 22.08. L
05.09. - 15.09. S	25.08. - 05.09. S
03.10. - 13.10. L	15.09. - 26.09. S
	22.09. - 03.10. L
	13.10. - 24.10. L

L=MS Lomonosov S=MS Surkov

Nos succès en CEI

- Avec notre Orient-Express Moscou - Hong Kong
- Le Transiberien Moscou - Vladivostok
- Baïrique St-Petersbourg - Tallinn - Riga
- Bateaux-hôtels grand confort - Volgograd - Moscou - St-Petersbourg - Volgograd - St-Petersbourg - Anneau d'Or - Dudinka - Krasnojarsk - Kiev - Odessa - Crimée - Mer Noire

Demandez notre brochure: 16 (1) 42 56 55 00

En 1991 et 1992, plus de 20 000 passagers! En 1993 déjà plus de 10 000 passagers!

Nos garanties:

- Gestion de type occidental
- Importation des denrées alimentaires
- Tenue de bateau irréprochable
- Formation du personnel de bord

North Western River Shipping Company

Agent général CH-8570 Weinfelden / Suisse

Lic 175196

ATHENAEUM

39, rue Marbeuf 75008 Paris

Téléphone: 16 (1) 42 56 55 00

Télécopie: 16 (1) 42 63 01 51

Bulletin d'inscription

Inscription pour la croisière: ☐ St-Petersbourg - Moscou

Date de départ: ☐ Moscou - St-Petersbourg

(12 jours / supplément 600 F)

<input type="checkbox"/> Pont inférieur, cab. à 4 lits	7560 F	<input type="checkbox"/> Pont supérieur, cab. à 2 lits	12360 F
<input type="checkbox"/> Pont inférieur, cab. à 3 lits	8760 F	<input type="checkbox"/> occuper seul(e) une cabine à 2 lits	3960 F
<input type="checkbox"/> Pont principal, cab. à 2 lits	9960 F		
<input type="checkbox"/> Pont intermédiaire, cab. à 2 lits	11160 F		

Cabine individuelle: sur demande

☐ Assurance annulation et rapatriement et bagages obligatoires sauf en cas d'assurance personnelle. 290 F

1. Nom/Prénom _____

2. Nom/Prénom _____

Rue _____

Localité _____

Téléphone _____

Coordonnées générales de Munich, 175196/175199 le mardi 19/06/93

سكزا من لاصم

POLITIQUE

L'adoption du projet de loi sur la maîtrise de l'immigration par l'Assemblée nationale

La majorité a fait bloc derrière Charles Pasqua

L'Assemblée nationale a adopté en première lecture, vendredi 18 juin, par 480 voix contre 88, le projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée et de séjour des étrangers en France, présenté par Charles Pasqua, ministre de l'Intérieur et de l'aménagement du territoire. L'UDF et le RPR ont voté « pour » tandis que l'opposition

socialiste et communiste a voté « contre ». Après avoir révisé dans un sens restrictif, la veille, le droit d'asile et les conditions d'acquisition par le mariage de la nationalité française pour les étrangers en situation irrégulière (le Monde du 19 juin), les députés ont suivi le gouvernement dans sa volonté d'assouplir certaines dispositions du texte. Ils ont ainsi

entériné un amendement de M. Pasqua confirmant le dispositif actuel de sanctions financières visant les employeurs de clandestins que la version initiale de son projet envisageait pourtant d'éroger. Ils ont également adopté un amendement gouvernemental mettant à l'abri les mineurs étrangers d'une condamnation à l'interdiction du territoire, alors que

la première mouture du texte permettait un tel éloignement. Ils ont enfin suivi M. Pasqua lorsque celui-ci a été résolu, sous la pression personnelle de Claude Mithouret (UDF, Allier), à maintenir la possibilité actuellement offerte aux étrangers - qu'ils soient en situation régulière ou non - de bénéficier de l'aide médicale à domicile.

Les nouvelles dispositions sur l'entrée et le séjour des étrangers

• Les demandes d'asile seront avant tout filtrées par le ministère de l'Intérieur. - Les demandes d'asile présentées sur le territoire, les plus fréquentes, seront filtrées par les préfets, qui pourront refuser l'admission au séjour, notamment si le demandeur est passé auparavant par un autre pays européen signataire des accords de Schengen ou si le demandeur est déjà en France. Dans ces deux dernières hypothèses de refus d'entrée, une demande pourra néanmoins être déposée auprès de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA). Lorsque le demandeur d'asile se présente à la frontière (un aéroport en général), le ministre de l'Intérieur pourra, en outre, refuser l'admission en France s'il estime que « la crainte de persécution invoquée par le demandeur d'asile est manifestement infondée ». Même dans ce cas, le demandeur sera entendu par « un expert qualifié en matière d'asile », selon un amendement déposé par le gouvernement.

• Les étrangers auront davantage de difficultés pour faire venir femme et enfants. - Pour obtenir le regroupement familial, un étranger devra avoir séjourné régulièrement en France depuis deux ans au lieu d'un, et disposer de ressources au moins égales au SMIC. Les allocations familiales prévisibles ne seront plus prises en compte dans le calcul des revenus exigés. Sa femme et ses enfants ne devront pas se trouver déjà en France. L'étranger ne pourra plus faire venir ses enfants en plusieurs fois sauf « motifs tenant à l'intérêt des enfants ». Le préfet n'autorisera le regroupement qu'après avis du maire de la commune de résidence. Le regroupement sera interdit aux étudiants et, en cas de polygamie, aux co-épouses et à leurs enfants. En cas de séparation du couple, la carte de résident pourra être retirée à la femme qui avait rejoint son époux.

• La protection sociale sera supprimée aux étrangers en situation irrégulière, même s'ils travaillent. - Les étrangers en situation irrégulière, s'ils ne peuvent prétendre aujourd'hui aux allocations familiales, peuvent, dans certains cas, bénéficier de l'assurance maladie s'ils ont un emploi. Le projet de loi vise à supprimer cette possibilité en exigeant des caisses de sécurité sociale une vérification périodique

de la régularité de leurs affiliés étrangers. Dans ce but, la Sécurité sociale aura accès au fichier des étrangers des préfectures, afin de radier ceux dont la situation est irrégulière, y compris la femme et les enfants majeurs d'un étranger en règle, s'ils n'ont pas procédé à un regroupement familial en bonne et due forme. Mais les étrangers dont le titre de séjour est en cours de renouvellement pourront continuer de bénéficier de l'assurance maladie. L'aide médicale à domicile, qui devait être supprimée pour les illégaux, a été maintenue.

• La carte de résident sera plus difficile à obtenir. - Une « carte de dix ans » ne devra plus être délivrée aux étrangers en situation irrégulière même s'ils sont mariés à un ressortissant français ou parents d'enfants français. Aujourd'hui, l'enfant d'étrangers en situation irrégulière arrivé en France avant l'âge de dix ans peut obtenir une carte de résident valable dix ans. Après la réforme, il ne sera plus délivré qu'une carte d'un an renouvelable à condition que l'enfant réside en France depuis l'âge de six ans.

L'étudiant étranger ne pourra plus transformer sa carte temporaire en carte de résident au bout de dix années de séjour. L'étranger polygame qui fait venir en France une deuxième femme ne pourra plus obtenir une carte de résident, et pourra se voir retirer une carte déjà délivrée.

L'intervention des juges au sein des « commissions du séjour des étrangers » instituées par la loi Joxe de 1989 est maintenue en cas de délivrance d'un titre de séjour mais supprimée en cas de renouvellement. Mais la commission ne sera plus consultative : ses avis ne lient plus les préfets. L'administration pourra toujours refuser un titre de séjour en cas de « menace pour l'ordre public ».

• Les mariages pourront suspendre la célébration d'un mariage « suspect » avec un étranger. En cas de mariage entre un ressortissant français et un étranger, le mariage pourra différer pendant huit jours la célébration d'un mariage suspect « en cas d'urgence », et demander au procureur de la République de saisir le tribunal administratif de la commune du mariage pendant trois mois s'il existe des indices sérieux laissant présumer que le mariage n'est envisagé qu'en vue d'obtenir un résultat étranger à l'union matrimoniale.

Le conjoint étranger de Français n'obtiendra sa carte de dix ans qu'un an après le mariage, sauf si l'administration apporte la preuve que la « communauté de vie effective » a cessé. Pendant l'année suivant le mariage, il ne sera pas protégé contre la reconduite à la frontière. Le gouvernement a fait adopter un amendement qui interdit, en principe, l'acquisition de la nationalité française par mariage à un étranger en situation irrégulière.

• L'étranger reconduit à la frontière sera plus souvent placé en rétention. En attendant son rapatriement forcé, l'étranger en situation irrégulière sera placé dans un centre de rétention s'il y a « nécessité absolue » (au lieu de « nécessité absolue » aujourd'hui) pendant sept jours, et même pendant dix jours s'il ne présente aucune pièce d'identité. S'il refuse toujours de déclarer son identité, l'étranger pourra être placé pendant trois mois dans un centre de rétention administratif par le tribunal correctionnel.

Il restera possible de former un recours suspensif contre un arrêté préfectoral de reconduite à la frontière. Mais toute possibilité de recours disparaîtra. L'étranger est passé par un pays de la CEE avant d'entrer irrégulièrement en France. Il pourra alors être « remis aux autorités compétentes de l'Etat » européen en question. En outre, une reconduite à la frontière sera systématiquement assortie d'une interdiction du territoire d'un an.

Les étrangers non ressortissants de la CEE peuvent, en principe, quitter le territoire à leur guise. Cependant, si cela apparaît nécessaire « à la sécurité nationale », ils pourront être tenus de déclarer leur intention de le faire.

Les expulsions. - Certaines des protections dont bénéficient les installés depuis longtemps en France seront supprimées. Pourront ainsi être expulsés un étudiant résidant régulièrement depuis dix ans, un étranger marié depuis moins d'un an, un enfant vivant en France depuis l'âge de six ans mais non entré par une procédure de regroupement familial. En cas de condamnation à cinq ans de prison ferme, la plupart des protections « sauteront ». Elles disparaîtront totalement si l'expulsion constitue « une nécessité impérieuse pour la sûreté de l'Etat ou la sécurité publique ».

L'étranger en instance d'expulsion continuera de pouvoir exercer un recours devant les magistrats de la commission d'expulsion. Cependant, ces derniers n'auront plus qu'un rôle consultatif, et ne seront plus consultés en cas d'« urgence absolue ».

D'autre part, un étranger normalement protégé (parent d'enfant français, conjoint de Français, étranger résidant habituellement en France depuis l'âge de dix ans ou depuis plus de quinze ans, non résidant régulièrement en France depuis plus de dix ans) pourra être interdit du territoire s'il est auteur d'un « délit spécial », motif « de l'infraction commise ». Mais un amendement a permis de maintenir la protection des mineurs contre l'interdiction du territoire. Les parents étrangers d'un enfant français condamné pour trafic de drogue pourront aussi être systématiquement interdits du territoire français (sans simple condamnation pour consommation personnelle) et ne pourront plus demander à être « relevés » de cette interdiction s'ils se trouvent en France.

Ph. Bo.

Des immigrés suspects

Suite de la première page

Entre-temps, la gauche a fait les frais de son incapacité à assumer la responsabilité de la loi sur l'immigration irrégulière que sa générosité face aux situations de détresse. Tandis que la crise et son cortège d'exclusions exacerbent la xénophobie, les socialistes, défaits, n'ont pas trouvé l'énergie de réaliser les quelques réformes quasi consensuelles (sur la nationalité, les mariages de complaisance et la polygamie par exemple) que leur suggérait le Haut Conseil à l'Immigration (HCI). Ces amendements auraient permis de mettre un terme aux polémiques, calamiteuses et aux abus, limités mais réels, dans les effets sont dévastateurs dans l'opinion.

« Sans tabous ni fantasmes »

Le député socialiste Julien Dray a tourné la page, jeudi à l'Assemblée, en abordant le débat « sans tabous ni fantasmes » et en reconnaissant les faiblesses passées de ses amis. Le cofondateur de SOS-Racisme combat désormais le projet Pasqua moins sur le terrain des grands principes que sur celui de l'efficacité et de la cohésion sociale. Car au malaise de gauche sur l'immigration risque de succéder un volontarisme de droite aux conséquences déstabilisatrices.

Qu'apporte le projet Pasqua ? Grosso modo, une accumulation d'obstacles qui transforment en parcours du combattant l'obtention d'une carte de résident étranger, le regroupement familial, le mariage mixte ou la demande d'asile. Le puzzle déjà complexe de l'ordonnance de 1945 sur les étrangers ressemble à l'un de ces interminables jeux de rôle où, pour sauver sa liberté, le héros doit surmonter les mauvais sorts et éviter les pièges tendus par l'imaginaire d'un scénario. Mais le nouvel édifice juridique figuré par les meilleurs spécialistes - dont quelques hauts fonctionnaires nommés par les socialistes - n'est pas un jeu. Il vise d'abord à traquer les centaines de milliers d'étrangers en situation irrégulière. La recherche de cet objectif a priori laudable se paie par un accroissement considérable des pouvoirs de l'administration, qui pourra limiter l'accès à la demande d'asile et contourner protections et recours si elle estime, de façon discrétionnaire, que l'« ordre public » est en jeu. Les maires, eux

aussi, se voient confier le pouvoir de suspendre la célébration d'un mariage « suspect » et d'empêcher un étranger d'être rejoint par sa famille, avec tous les risques de pressions politiques locales et de concentration des étrangers dans les rares communes accueillantes.

Une précarité accrue

Selon l'esprit du texte, chaque étranger peut cacher un fraudeur. Ce sont finalement les 3,6 millions de résidents étrangers qui, suspects en puissance, risquent de faire les frais des nouvelles tracasseries, et de connaître des situations de précarité accrue. Parallèlement, les administrations chargées des étrangers vont voir déferler, dans un contexte de restrictions budgétaires, une multitude de tâches nouvelles liées à la multiplication des contrôles. Les embûches créées par le texte vont ainsi générer de nouveaux contentieux.

La suppression de certaines des soupapes qui permettent d'ajuster le droit aux situations individuelles risque d'accroître les situations humanitaires insupportables. Ainsi, un ressortissant étranger marié depuis moins d'un an à un Français pourra être expulsé, et certaines catégories d'immigrés ne pourront pas obtenir de titre de séjour - mais resteront protégées contre l'expulsion. Certains étrangers pourront demander l'asile à la France sans être autorisés à pénétrer sur le territoire ; une femme étrangère venue rejoindre son époux pourra se voir retirer ses papiers en cas de divorce. Sous couvert de chasser les clandestins, la nouvelle loi risque fort de les multiplier. Et de creuser encore le fossé d'incompréhension et d'hostilité entre les Français d'origine et la population de couleur, assimilée aux « étrangers », dans à des succès.

Le gouvernement, alarmé par le tollé des médecins, a fini par maintenir l'accès à l'aide médicale de tous les étrangers, avec ou sans papiers. Mais l'obligation faite aux caisses de Sécurité sociale de rechercher les clandestins dans leurs fichiers ouvre une brèche pour d'autres contrôles, dans les écoles par exemple. Cette disposition ne sera opérationnelle, en outre, qu'au moyen d'un contrôle de tous les assurés dont le nom a une consonance étrangère.

Au-delà des dangers pour les libertés publiques, qui pourraient

être corrigés par l'intervention du Conseil constitutionnel et de la Cour européenne des droits de l'homme, le futur loi Pasqua rompt avec les tentatives d'apaisement et de clarification du débat sur l'immigration. La réalité du flux d'immigration légale, inévitable dans un pays démocratique et à économie ouverte, avait commencé à être admise, notamment grâce aux travaux très pédagogiques du Haut Conseil à l'Immigration, au début sur les quotas annuels d'entrée dont M. Pasqua s'était déclaré partisan avant de revenir au gouvernement.

Sous-développement et emploi illégal

Le mythe dangereux de l'« arrêt » de l'immigration, ainsi battu en brèche, a fait un retour en force depuis les propos du ministre de l'Intérieur sur « l'immigration zéro » (le Monde du 2 juin). Les restrictions mises à la délivrance des cartes de dix ans, au regroupement familial et au mariage avec un étranger, procédures régulières, viennent appuyer cette thèse que le ministre a voulu rectifier en parlant d'« immigration illégale zéro ». L'amalgame entre droit d'asile et immigration dans le même texte de loi, la confusion, dans le débat, entre mariage mixte et mariage de complaisance, et entre regroupement familial et polygamie, risquent aussi de faire régresser la connaissance du dossier par l'opinion.

En réduisant l'immigration à une seule question de police, le gouvernement satisfait la demande, extrêmement forte, d'un tour de « vis » dans ce domaine tout en déviant opportunément les regards des réalités du chômage. Mais, au-delà de la recherche de meilleures performances, à court terme, des procédures d'expulsion et de reconduite à la frontière, aucune action sur les véritables sources de l'immigration clandestine - le sous-développement et l'emploi illégal - n'est évoquée, mais à part quelques vœux pieux.

Quant à l'intégration des étrangers légalement installés en France, elle n'apparaît pas parmi les préoccupations du moment. On peut s'étonner du silence de Simone Veil, dont le portefeuille comprend les dossiers de la population et des migrations, et de la villa. A cet égard, tout se passe comme si l'on attendait la prochaine explosion de colère chez les jeunes de banlieue pour rééquilibrer le tonitruant message sécuritaire du ministre de l'Intérieur.

PHILIPPE BERNARD

L'analyse du scrutin

L'Assemblée nationale a adopté en première lecture, vendredi 18 juin, le projet de loi relatif à la maîtrise de l'immigration par 480 voix contre 88 sur 571 votants.

Ont voté pour : 256 RPR sur 258, 215 UDF sur 215, 9 RL (République et liberté) sur 23 : Thérèse Aillaud, Edouard Chammougon, Pierre Gascher, Jacques Le Nay, Jean-Claude Lenoir, Alain Madelle, Philippe Martin, Jean Royer, Jean Urbaniak.

Ont voté contre : 57 PS sur 57, 23 PC sur 23.

7 RL sur 23 : Gilbert Beumet, Bernard Charles, Gérard Saumade, Bernard Tapie, Paul Vergès, Aloyse Warhouver, Emile Zuccarelli.

1 non-inscrit : Michel Noir (1). Se sont abstenus :

3 RL sur 23 : Alain Ferry, Alfred Muller, Jean-Pierre Soisson.

N'ont pas pris part au vote : 4 RL sur 23 : Jean-Louis Borloo, Régis Fauchalt, Christiane Tamba-Delannan, André Thien Ah Koon.

2 RPR sur 258 : Philippe Séguin (président de l'Assemblée nationale) et Henri-Jean Arouad.

(1) Michel Noir a recroisé son vote aussitôt après le scrutin. Le maire de Lyon a fait savoir qu'il avait voulu voter en faveur du texte.

Avec Le Monde
sur Minitel - par téléphone

Admissibilité :

INT TÉLÉCOM - INA

36.15 LEMONDE - 36.70.30.70

Expulsés en TGV ?

Le ministère de l'Intérieur a demandé à la SNCF d'étudier la possibilité d'acheminer par le chemin de fer des étrangers faisant l'objet d'une décision de reconduite à la frontière. Il s'agit de placer, en petit nombre, dans des trains réguliers à destination de Marseille ou de Sète, des Maghrébins en situation irrégulière qui seraient ensuite placés dans des bateaux vers Alger, Tunis ou Tanger.

Une note « confidentielle » de la SNCF le confirme : « Faisant suite à la demande de l'Intérieur, nous nous sommes entretenus avec les services concernés de la SNCF et nous avons conclu que, dans les conditions actuelles, la mise en œuvre de ce projet n'est pas réalisable. »

Ainsi débute cette note, adressée le 10 juin au service central de la police de l'air et des frontières (PAF) par le service de la société nationale spécialisée dans le transport des détenus. Suit la liste des TGV et de quelques trains nationaux pouvant assurer la correspondance avec les bateaux Libéré, Estérel et Marrakech, assurant la

liaison Marseille-Alger, Marseille-Tunis et Sète-Tanger.

Ce document confirme la volonté du ministère de l'Intérieur d'utiliser les transports ferroviaires à maritimes afin de permettre l'expulsion en nombre accru de reconduits à la frontière. Il ne s'agit, pour l'instant, que d'une « étude prospective », confirme-t-on place Beauvau. Nous souhaitons banaliser la procédure de reconduite à la frontière et rompre le monopole de l'avion. Nous voulons éviter toute opération sensationnelle. Pas question donc de « trains-charters » spectaculaires comparables à l'avion affrété en 1986 par Robert Pandraud, alors ministre délégué à la sécurité, pour expulser cent un Maliens. A l'époque, Pierre Mauroy avait évoqué avec indignation ceux qui, en d'autres temps, « faisaient circuler des trains en Europe ».

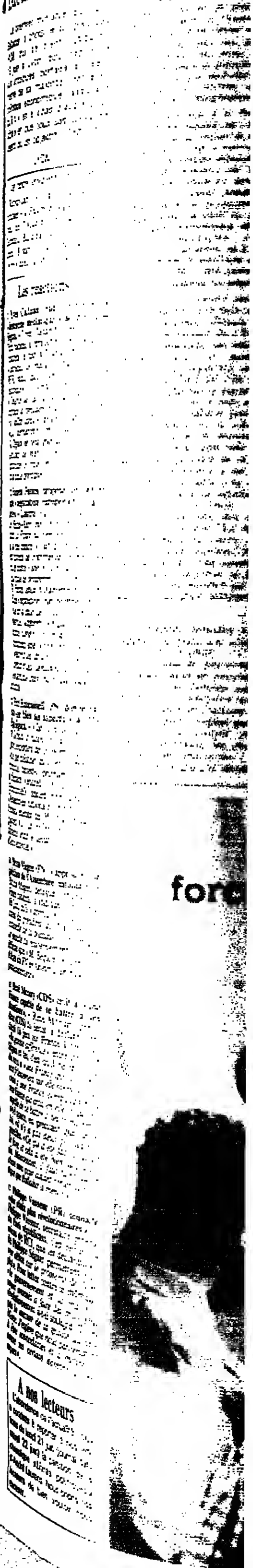
Cette fois, les trains seraient utilisés pour les reconduits à la frontière comme ils le sont par les gendarmes qui accompagnent les détenus transférés, en vertu d'une convention qui lie la SNCF à l'administration. Pour la police de l'air et des frontières, l'acheminement par le chemin de fer et le bateau offre sur l'avion plusieurs avantages, dont la fréquence des rota-

tions et le coût. Les policiers ne cachent pas non plus que l'embarquement à bord d'un train ou d'un navire d'une personne qui s'oppose à son rapatriement est moins problématique que dans un avion, dont le commandant de bord peut refuser de transporter un passager agité, pour des raisons de sécurité. Dans les trains, la quasi-disparition des compartiments, choisis de préférence pour ce type de missions, est en revanche une difficulté.

Le ministère de l'Intérieur souhaite doubler le nombre de reconduits à la frontière expulsés, qui est actuellement d'environ neuf mille par an. Outre l'utilisation éventuelle de trains, cela suppose un accroissement de la répression policière, l'extension des centres de rétention actuels et des moyens budgétaires importants, puisque le coût moyen d'une reconduite est évalué à quelque 30 000 F. Cette nouvelle activité confiée au service public ferroviaire n'enlève pas nécessairement les gestionnaires de la SNCF. L'un d'eux estime que « ce n'est pas très bon pour le commercial ».

Ph. Bo.

Balladur défend



سكس الرطل

POLITIQUE

En réponse à Philippe Seguin

Edouard Balladur défend sa politique économique

Le premier ministre, Edouard Balladur, a choisi le congrès des HLM, qui se tient jusqu'au 19 juin à Lyon, pour répondre aux attaques portées au sein même de sa majorité contre sa politique économique, assurant qu'il n'y en a « pas d'autre possible » et que tous ses choix ne visent qu'un objectif : l'emploi.

LYON

de notre envoyé spécial

Répandant - sans jamais le nommer - à Philippe Seguin, président de l'Assemblée nationale, Edouard Balladur a invité, vendredi 18 juin, « tous ceux qui ont un rôle dans la société à réfléchir

Les réactions

Yves Galland (rad.) critique la « démarche médiatique » de Philippe Seguin. - Yves Galland, président du Parti radical, a reproché à M. Seguin, vendredi 18 juin à Marseille, d'avoir « introduit la malice au sein du RPR, mais aussi de l'Assemblée nationale ». Il s'est interrogé sur « l'intérêt de lui avoir donné pour tremplin la présidence de l'Assemblée s'il l'utilise ainsi », avant d'affirmer : « La démarche médiatique de M. Seguin ne peut que désorienter les électeurs de mars 1993 et creuser davantage le fossé entre les électeurs et la classe politique ».

Laurent Fabius propose de lancer une « négociation européenne régionale ». - Laurent Fabius, député PS de Seine-Maritime, met en garde, dans *Le Figaro* du vendredi 18 juin, à la fois contre « l'ultra-libéralisme » en matière de commerce international et contre « une vision nationaliste qui risque de proscrire ces temps-ci ». M. Fabius lance notamment l'idée d'une « négociation européenne régionale sur la base de trois conférences régionales (Méditerranée, Afrique subsaharienne, Europe orientale) », qui constituerait une « contrepartie » au « renforcement des droits de douane sur certains produits sensibles applicables en particulier aux pays du Sud-Est asiatiques ».

Henri Emmanuelli (PS) donne raison à « un bon des aspects » de Philippe Seguin. - « Sur bien des aspects, M. Seguin a raison et la force des faits l'emportera sur le mépris à peine voilé des séducteurs du libéralisme économique », a déclaré, vendredi 18 juin, Henri Emmanuelli, ancien président de l'Assemblée nationale, membre du bureau exécutif du PS. Sur d'autres points (...) la réflexion est plus absente, mais le débat est ouvert, et c'est l'essentiel ».

Bruno Mégret (FN) « approuve » le président de l'Assemblée nationale. - Bruno Mégret, député général du Front national, a indiqué, vendredi 18 juin, qu'il « approuve les déclarations du président de l'Assemblée nationale sur la politique économique et sociale du gouvernement ». Il se félicite que « M. Seguin rejoigne les thèmes du FN en faveur d'un nouveau protectionnisme ».

René Monory (CDS) croit à « une France capable de se battre à ses frontières ». - René Monory, président (CDS) du Sénat, a déclaré, vendredi 18 juin sur France Inter, que « la grande différence » entre Philippe Seguin et lui, c'est qu'il ne croit pas du tout à « une France qui se replierait furtivement sur elle-même », « à une France qui croit en elle et qui est capable de se battre à ses frontières », a-t-il ajouté, en précisant que, selon lui, « il n'y a pas deux politiques » possibles. « Ce qui a été fait, il faut le faire, et cela a été bien fait », a-t-il dit. « Maintenant, il faut faire autre chose sans pour autant renier la politique que Balladur a menée ».

Philippe Vasseur (PR) souhaite « des choix plus révolutionnaires ». - Philippe Vasseur, secrétaire général du Parti républicain, s'est réjoui, au micro de RCI, que les déclarations de Philippe Seguin permettent « un vrai débat sur le problème de l'emploi ». Pour lutter contre le chômage, « le gouvernement et sa majorité seront amenés à faire des choix plus révolutionnaires », a-t-il souligné. Il ont pris la mesure de la gravité du problème. L'espère que nous parviendrons à être iconoclastes et à mettre en cause un certain nombre d'idées reçues ».

A nos lecteurs

L'abondance de l'actualité nous a conduits à reporter à nos éditions du lundi 21 juin (journal daté mardi 22 juin) la parution de la chronique « Livres politiques » d'André Laurens. Nous prions nos lecteurs de bien vouloir nous excuser.

avant d'affaiblir la confiance sans laquelle rien ne se fera » dans le pays. « Ce dont la France a besoin, ce n'est pas d'un retour aux vieilles recettes, qui ont fait illusion un temps, mais qui nous ont coûté cher », a déclaré le premier ministre. Laissons là ces querelles purement politiques et faisons davantage appel à notre imagination ».

« Ce qu'il faut à la France, c'est inventer un modèle où s'équilibrent la liberté et la solidarité », a ajouté M. Balladur, qui a renvoyé « des idées idéologiques dépassées, d'une part celles fondées sur un libéralisme sans frein et sans âme et d'autre part celles fondées sur le dirigisme et le protectionnisme ». Amplement, le chef du gouvernement avait ardemment défendu ses options économiques : « Tous nos choix ne visent qu'un objectif : l'emploi. Y a-t-il une autre politique possible ? Ma conviction est claire : la réponse est négative ».

Fallait-il encore accroître le déficit public ? Les faits nous donnent la réponse. Depuis 1990, le déficit du budget de l'Etat a été plus que multiplié par trois, dans le même temps le nombre de chômeurs a augmenté de plus de 500 000 et l'activité s'est dégradée. Fallait-il affaiblir la parité de notre monnaie ? (...) Je le redis avec force, la première condition pour assurer notre économie est la stabilité et la stabilité de notre monnaie. Fallait-il se lancer dans une politique de relance générale de la consommation ? La France a fait ce choix en 1981, il a fallu cinq ans pour qu'elle retrouve un développement économique normal. Faut-il, comme je l'entends, dire ici ou là, fermer les frontières ? La réponse du gouvernement est claire : l'économie française, comme l'économie européenne, est trop ouverte sur le monde pour supporter la fermeture de ses propres marchés qui ne manqueraient pas d'en résulter », a-t-il assuré.

Le premier ministre a ensuite rappelé que toute son action visait à relancer l'emploi : « C'est pour l'emploi que le gouvernement a choisi d'assouplir les comptes publics (...) ; c'est pour l'emploi que le gouvernement a concentré ses efforts sur la relance de l'activité du RPR (...) ; c'est pour l'emploi que le gouvernement a adopté plusieurs mesures allégeant les charges de trésorerie des entreprises (...) ; c'est pour l'emploi que j'ai décidé la lan-

gement d'un grand emprunt anticipant les recettes de privatisation », a-t-il martelé.

Lors d'un point de presse, Edouard Balladur a également souligné, au passage, qu'« aussi vite le Parlement avait-il travaillé, aucun des textes [NDLR : que lui a soumis le gouvernement] n'est promulgué ». Le gouvernement ne disposera donc de l'arsenal de mesures dont il aura besoin que « vers le milieu de juillet » et celles-ci ne seront appliquées qu'en août. « Lorsque j'entends dire qu'on va juger notre politique en septembre, on fait un contresens », puisque ces mesures « ne seront en œuvre que depuis une semaine ou deux ».

FRANÇOISE VAYSSE

Jacques Chirac propose de « revenir à la préférence communautaire »

Sous le titre « Economie : revenir à la préférence communautaire », Jacques Chirac, président du RPR, affirme, dans un éditorial de *L'Espresso* du dimanche 14 juin, que « l'on ne peut rester passif » devant le phénomène des délocalisations industrielles et se contenter de disséminer sur les marchés les effets des théories protectionnistes et libéralistes. L'ancien premier ministre estime qu'il faudra notamment « faire en sorte que disparaissent les disparités anormales de concurrence entre les pays membres de la Communauté, qu'elles soient d'origine monétaire ou qu'elles tiennent à des différences dans la réglementation sociale ». Il propose également de « définir et appliquer une véritable politique commerciale commune qui protège celles de nos industries qui sont exposées à des concurrences déloyales en jouant des droits de douane et en dotant la Communauté de procédures efficaces et rapides de défense ». M. Chirac conclut : « La France a tout intérêt à un développement des échanges internationaux si le système est équilibré. Sinon, elle y perd son âme ».

Le financement des campagnes électorales

Le Sénat ne veut plus d'inéligibilité automatique

Les sénateurs qui s'étaient souvent posés en donneurs de leçons pendant l'examen de la loi sur le financement des activités politiques en décembre 1989 ont donc été les premiers à demander à ce qu'elle soit assouplie. Dans la nuit de jeudi 17 à vendredi 18 juin, ils ont adopté une proposition de loi de Jacques Larché (RI, Seine-et-Marne), qui a fait lui-même subir les foudres de la loi du fait d'une erreur dans le compte de campagne qu'il avait déposé après sa réélection comme conseiller général (le Monde du 18 juin).

Peu sensible à l'argument avancé par Claude Bellanger (PS, Yvelines), qui a considéré qu'un candidat à une élection, était moins qu'un autre excusable d'ignorer la loi, la majorité sénatoriale a cependant adopté deux amendements proposés par Daniel Hoffel, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire, qui a déclaré que, si le gouvernement pouvait être favorable « à des améliorations », il ne pouvait pour autant « émettre un jugement favorable global » sur les souhaits des sénateurs.

La commission nationale des comptes de campagne sera désormais tenue de saisir le juge de l'élection avant l'expiration du délai de six mois. Le candidat ayant encaissé un don supérieur au plafond prévu se verra ouvrir la possibilité de régulariser sa situation, en rendant les sommes perçues en trop avant que le juge ne rende sa décision.

Enfin et surtout, le caractère implacable et automatique de la règle de l'inéligibilité pour les auteurs d'infractions involontaires a été considérablement tempéré, à tel point que Charles Lederman (PC, Val-de-Marne) a cru y voir « une omission qui ne veut pas dire son nom ». Selon le dispositif retenu, qui ne vaut pas pour les élections législatives, un candidat dont « la bonne foi aura été reconnue par le juge de l'élection pourra être relevé de cette inéligibilité par ce même juge. Cette exonération permettra à un candidat élu d'échapper à une annulation fondée précisément sur l'inéligibilité et à un candidat non élu de participer à nouveau à une élection de même nature. Selon la jurisprudence actuelle, l'inéligibilité vaut pour un an, pour une élection de même nature ».

La proposition de loi ainsi modifiée a été adoptée par le RPR et l'UDF.

G. P.

La fin de la réunion du comité central du PCF

Georges Marchais engage les contestataires à participer à la préparation du congrès

La réunion du comité central, destinée à préparer le vingt-huitième congrès du Parti communiste, s'est achevée, vendredi 18 juin, par la composition des commissions chargées de rédiger les avant-projets de résolution, de programme et de nouveaux statuts et par la désignation de leurs rapporteurs.

Robert Hue a ainsi été chargé du rapport sur la future résolution finale du congrès, André Lajoinie du rapport sur le programme du PCF, et Françoise Lazard du rapport sur la modification des statuts. Le président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, Alain Bocquet, considéré comme l'un des successeurs potentiels de Georges Marchais, aura la responsabilité du rapport sur l'élection des organismes de direction.

Sur l'insistance de M. Marchais, une place a été faite, dans chacune des trois commissions, à Philippe Herzog et à deux de ses proches, Paul Boccard et Bernard Marx, et il a été entendu que les réformateurs, qui ne souhaitent pas « s'épuiser » dans la préparation du congrès, « pourront y prendre part ultérieurement, s'ils le souhaitent ».

« Mettre un terme à ces pratiques »

Une fois encre, les quelques contestataires du comité central se sont ainsi divisés sur la conduite à tenir : alors qu'Alain Le Pors et Marcel Trignou ont démissionné de cette instance à quelques jours d'intervalle, les amis de M. Herzog veulent prendre au mot les promesses de la direction pour mieux « vérifier que l'unanimité n'est plus de saison », et ceux de M. Fiterman, qui avaient fait ce même pari il y a trois ans, lors du précédent congrès, refusent désormais de s'engager dans la préparation du prochain.

Cette dernière attitude a conduit le secrétaire général du PCF à accuser les réformateurs de lui faire un procès d'intention.

A la suite d'une intervention du philosophe Lucien Sève, qui se

plaignait, pour justifier ses doutes sur la portée des changements annoncés, de n'être plus invité dans des débats et d'avoir ainsi été « mis à la retraite d'office », Georges Marchais a affirmé qu'« il ne faut pas avoir de doute a priori ». M. Marchais a toutefois reconnu que des membres du comité central pouvaient demeurer inemployés, parce que des organisations de base du PCF refusent d'inviter des responsables en désaccord. « Il faut mettre un terme à ces pratiques », a-t-il ajouté.

Alain Bocquet, député du Nord, a consacré, de son côté, l'essentiel de son intervention à sa conception de la direction. « L'aptitude d'un responsable communiste se mesure à sa capacité de favoriser la vie démocratique du parti », a-t-il affirmé.

Les dirigeants doivent se comporter comme des « donneurs d'ordres », et non (comme des) « donneurs d'ordres ». M. Bocquet a également apporté cette précision : sur 4 358 membres des comités fédéraux (dirigeants du PC au niveau départemental), seuls 637 d'entre eux seraient des permanents.

Parmi la soixantaine d'orateurs, qui tous, semble-t-il, ont admis la proposition d'abandonner le centralisme démocratique, l'un des doyens du comité central, Gaston Plissonnier, âgé de quatre-vingt ans, a tenu cependant à rappeler que ce mode de fonctionnement « visait à préserver la jeune parti créé à Tours des dérives, des abandons, parfois des reniements qui s'étaient produits dans le mouvement socialiste ». « Nous avons à changer, mais nous n'avons rien à renier », a-t-il ajouté.

Le comité central a par ailleurs adopté une déclaration pour faire « échec au néfaste plan Balladur ». Ce texte relève notamment que « les déclarations critiques du président RPR de l'Assemblée nationale, parlant de la fois un reflet de contradictions réelles et une tentative de canaliser [le] mécontentement ».

JEAN-LOUIS SAUX

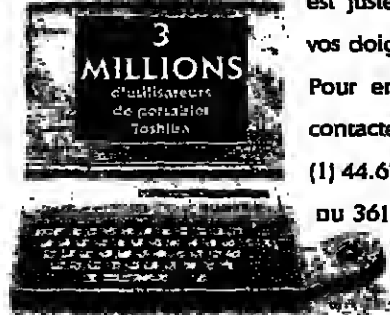
Votre force de frappe

7,48 Newtons



Pour obtenir ce que vous voulez, il suffit d'un simple mouvement du doigt : appuyez sur une touche du clavier d'un portable Toshiba avec une force de 7,48 Newtons et votre travail s'accomplit. Non seulement le clavier Toshiba est agréable au toucher, mais il est aussi réputé pour l'agencement de ses touches : toutes exactement à l'endroit où vous vous attendez à les trouver. Les derniers portables Toshiba vous

proposent encore plus de confort. Grâce à leurs touches de configuration instantanée, leur panneau de contrôle QuickRead™ et leur souris BallPoint™ sans fil, la facilité d'utilisation est inégalée. Notre gamme de 18 portables i486™ comporte sûrement celui qui convient à vos besoins et à votre budget. Votre force de frappe est juste au bout de vos doigts. Pour en savoir plus, contactez Toshiba au (1) 44.67.68.67 ou 3615 Toshiba.



L'Empreinte de Demain
TOSHIBA

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Au procès des initiés de l'affaire Pechiney-Triangle

Le « délit d'ambition » de Samir Traboulsi

Samir Traboulsi, cinquantenaire, quatre ans, public relations et financier, vient de révéler d'incalculables dons d'avocat. Comme il le souhaitait, la 11^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris l'a écouté, vendredi 18 juin, avant de clore les débats. Le substitut Jean-Claude Merlin requerra le 23 juin.

Trop modeste, Samir Traboulsi a précisé au tribunal qu'il n'a « malheureusement pas le talent des avocats ». Mais que serait-ce s'il l'avait ? Inc. cour d'assises l'aurait à coup sûr acquitté au terme de ce qui fut une véritable plaidoirie ponctuée par une période ternaire du plus bel effet : « Cette affaire a démolie ma vie, ruiné ma santé, brisé mes affaires. »

Tout à tour babil et sincère, l'homme d'affaires a fait mouche, à défaut d'avoir tonitrué convaincu. Synthétique, il se situe au moment des faits, en 1988 : « Après vingt-cinq ans de pérégrinations, de hauts et de bas, j'étais plutôt fortuné. J'avais beaucoup de relations. J'aspirais à une certaine reconnaissance sociale et je voulais racheter une banque. Je ne voulais plus être intermédiaire. »

Lueide, il se jure : « Quand Pechiney et Triangle ont commencé à négocier, au lieu de faire appel à une banque d'affaires, j'ai cru que je pourrais conclure le marché tout seul et j'ai fait un one man show... J'ai, à ce moment-là, commis un délit d'ambition. » Bienveillant, il se pardonne : « A chaque fois que j'étais au cœur de l'action, il n'y a pas eu d'achats de titres. Il y en a eu quand l'information a été éparpillée. »

Une commission de 60 millions de francs

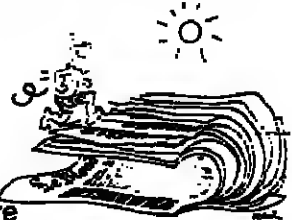
Il définit l'amitié : « Avec Alain Boubil, oui, j'avais plaisir à aller à l'Opéra, à dîner, à boire une bouteille de vin. » Mais c'est pour mieux opérer une distinction avec son compatriote Cberbel Ghannem, dirigeant de la société suisse Socofinco, que le ministre des Finances accuse d'avoir abeté des titres Triangle sur ses conseils : « Ce n'est pas un ami, c'est un professionnel que je respecte. Il m'avait assuré une sorte de service haute couture dans le domaine financier. Le fait que nous soyons des Libanais a entraîné une supposition intellectuelle, comme si deux Libanais se passaient plus d'informations que deux Français, au deux Suisses... »

Il évoque spontanément l'argent, sa commission de 60 millions de francs : « J'ai négocié avec Nelson Peltz, le dirigeant de Triangle, mon contrat. J'ai reçu 1 % sur le cash de la vente de Triangle à Pechiney, et j'ai renoncé en même temps à 6 millions de dollars pour jouer le futur, devenir l'agent personnel de Peltz en Europe et gérer ses fonds. » Il prend à témoin le tribunal : « Comment peut-on croire que pour gagner une plus-value, certes conséquente mais ridicule par rapport à mon contrat, j'aurais risqué de tout perdre ? L'accusation répond que j'ai donné des informations pour rendre des services. Mais est-ce que j'ai besoin de brûler ma maison pour rendre des services ou de dévaliser une banque pour donner à l'abbé Pierre ? Suis-je un dément, un fou, un illuminé ? »

Il rumine l'incompréhension dont il est l'objet : « On dit : Traboulsi a gagné beaucoup d'argent, mais on ne voit pas combien j'ai dépensé durant cinq ans pour recevoir M. Peltz en Europe, et le temps passé à entretenir des relations ! M. Peltz est un raider à la réputation sulfureuse : j'ai essayé de colmater la brèche, je l'ai présenté dans les milieux de la haute finance. »

Vous ne trouvez pas Le Monde chez votre marchand de journaux ?

Appelez gratuitement le numéro vert 05.40.14.31. Nous ferons le nécessaire.



La progression de l'extrême droite dans la police parisienne

Le Front national au commissariat

Alors qu'une organisation syndicale proche de l'extrême droite, la Fédération professionnelle indépendante de la police (FPIP), a réussi une percée aux dernières élections parisiennes pour la Fondation Louis-Lépine, des gardiens de la paix dénoncent l'activisme croissant du Front national dans leurs rangs à partir de l'exemple d'un commissariat parisien.

Dans une longue lettre adressée le 27 avril au préfet de police de Paris, un gardien de la paix dénonce la constitution d'une cellule du Front national en tant qu'au sein de son commissariat du onzième arrondissement.

Ce policier, Catherine Wang Pang, souligne notamment le comportement d'un brigadier qui, selon son témoignage, viendrait travailler emuni de son manche de pioche personnel, ainsi que d'ouvrages portant sur la personne de M. Le Pen et du bien-fondé de ses idées, allant même jusqu'à nous proposer de souscrire en faveur de M. Le Pen afin de l'aider à payer l'amende que lui avait valu son procès avec M. Durafor (1).

L'histoire est d'autant moins anecdotique qu'elle dure depuis 1991. D'un côté, un groupuscule constitué du brigadier et de cinq de ses collègues qui reprochent à la gardienne de la paix, selon celle-ci, de s'appeler « Wang Pang et d'être une femme ayant épousé un homme ayant des origines étrangères ». De l'autre, un groupe de policiers qui ont pris fait et cause pour M^{me} Wang Pang et qui se plaignent d'avoir reçu d'innombrables « coups de téléphone anonymes » à leur domicile. Des appels derrière lesquels se devinent la présence du « noyau dur » adverse.

Un climat malsain

Devant ce « climat malsain d'accusations, de dénégations, de menaces à peine voilées », le commissaire Jean Ribis, alors « patron » du service, avait mené une enquête administrative dès l'été 1991. Son rapport avait conclu à la « mutation urgente hors de l'arrondissement, dans l'intérêt du service », des six policiers du « noyau dur ». François Esposito, le brigadier mis en cause par M^{me} Wang Pang, est cependant resté affecté au com-

missariat. Il est vrai qu'il avait à l'époque nié « toute action politique au sein du service » et avait affirmé ne faire « parti d'aucune formation politique ». Aussi, certains de ses collègues ont-ils été surpris en l'apercevant sur leur écran de télévision, le 5 novembre 1992, lors de l'émission d'Envoyé Spécial consacrée par France 2 au Front national.

Ce manquement à l'obligation de réserve, qui s'impose aux policiers, a conduit l'inspection générale des services (IGS), la police des polices parisiennes à ouvrir une enquête sur la brigadier Esposito, dont les conclusions ne sont pas encore connues. Il ne s'agit pas de la première procédure disciplinaire visant ce gradé, qui, même s'il est bien noté par ses supérieurs, avait débotté en 1990 l'épouse d'une personne interpellée en Seine-Saint-Denis, puis, en 1991, était intervenu sur la voie publique parisienne avec son manche de pioche (2).

Selon des syndicalistes de la police en tenue parisiennes, ce « fait divers » n'est pas marginal et doit être rapproché des résultats instantanés obtenus par l'extrême droite aux récentes élections à la Fondation Louis-Lépine, chargée de gérer l'aide

sociale aux policiers de la capitale et de la petite couronne.

La FPIP a en effet obtenu 16,2 % des suffrages chez les officiers de police et 18,7 % dans le collège des commissaires et des cadres A du secrétariat général pour l'administration de la police (SGAP) de Paris. Même si ces résultats mêlent les voix des fonctionnaires en activité (62 % des votants) et des retraités (38 %), ils indiquent une tendance à la hausse de l'extrême droite dans les corps dirigeants de la police parisiennes. Chez les inspecteurs, les gradés et les gardiens de la paix, la FPIP s'est toutefois maintenue à son score (6 %) des élections professionnelles de décembre 1992.

ERICH INCIVIAN

(1) M. Le Pen a été condamné à 10 000 francs d'amende, le 7 mars 1991, par le tribunal correctionnel de Nanterre, pour son jeu de mots « Durafor-ordinaire » prononcé aux dépens de Michel Durafor. Cette condamnation a été confirmée, le 3 juin 1993, par la cour d'appel de Paris.

(2) Nous avons essayé à plusieurs reprises de joindre le brigadier Esposito au commissariat du onzième arrondissement pour recueillir ses réactions, mais il n'a pas donné suite à nos appels téléphoniques.

Chaîne stéréophonique intégrée, avec satellite de commande sous le volant. Lecteur de compact disc, son laser, si vous le désirez. Vous pilotez un auditorium.

Entre sa puissance et vous, nous n'avons que du silence.

Nouvelles motorisations à injection multipoint allant jusqu'au V6 3l conformes aux normes de dépollution Euro 93, avec notamment le nouveau 2.2i 12 soupapes à jet d'air.



SAFRANE

Modèle présenté : Safrane RXE V6i avec options.



مکان العمل

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Un nouveau patron pour des centres spécialisés dans l'insémination artificielle

Le professeur Pierre Jalbert prend la tête de la Fédération nationale des CECOS

Le professeur Pierre Jalbert, directeur du CECOS (Centre d'étude et de conservation du sperme et des ovules humains) de Grenoble a été élu, jeudi 18 juin, président de la Fédération nationale des CECOS. Il succède au professeur Jacques Lussac, gynécologue-obstétricien (CHU de Tours) qui, après deux mandats successifs de trois ans avait décidé de ne pas se représenter à la tête de cette Fédération.

Le professeur Jalbert, généticien de formation, a longtemps dirigé la commission de génétique de la Fédération dont il était le vice-président. Créé il y a vingt ans par le professeur Georges David, le réseau des CECOS constitue une structure tout à fait originale à l'échelon international. Ces centres sont notamment spécialisés dans l'insémination artificielle avec donneurs et l'autoconservation de sperme. Ils fomentent leur activité sur l'anonymat et le bénévolat du don de sperme, ce don étant présenté comme celui d'un couple fertile à un couple stérile.

ÉDUCATION

Le premier congrès du SNUipp

Le nouveau syndicat des instituteurs choisit l'offensive

Le Syndicat national unitaire des instituteurs, professeurs d'école et professeurs de collège (SNUipp), créé en décembre 1992 par la tendance minoritaire de l'ancien Syndicat national des instituteurs (SNI) après l'éclatement de la Fédération de l'éducation nationale (FEN), a tenu son premier congrès à Aubagne (Bouches-du-Rhône), du 16 au 18 juin.

AUBAGNE

de notre envoyée spéciale

Avec les 33 000 syndiqués qu'il revendique - 30 000 instituteurs et 3 000 professeurs de collège - le jeune SNUipp, cofondateur au printemps 1993 de la Fédération enseignante concurrente de la FEN, la Fédération syndicale unitaire (FSU), s'affiche résolument comme le seul syndicat enseignant entièrement centré sur l'école maternelle et élémentaire, après l'élargissement du Syndicat des enseignants (SE), ex-SNI-PEGC, aux enseignants du secondaire.

La réédition de ce premier « congrès d'orientation », à Aubagne (Bouches-du-Rhône), mené tambour battant sous l'égide

d'un slogan anti-grisaille - « D'autres couleurs pour l'école » - avait d'abord cet objectif : occuper le terrain face à un SE encore mal remis de la crise de la FEN, montrer un visage différent : plus jeune, plus revendicatif, plus offensif.

Comme ceux du SE il y a dix jours à Nantes (*le Monde* du 7 juin), les trois cents délégués du SNUipp, pour l'essentiel d'anciens responsables de sections départementales du Syndicat national des instituteurs, tenus par les « minoritaires » de la tendance « Unité action », ont dû se plier à un exercice inédit, le débat spontané et la patiente élaboration d'une synthèse pendant le congrès (et non pas avant). Et ils s'en sont donné à cœur joie puisque quelque 591 amendements à la motion centrale du congrès avaient été déposés, durcissant, pour la plupart, le ton du texte proposé.

Limites
le poids des tendances

Les militants du SNUipp campent, en effet, sur des positions plutôt maximalistes et très corporatistes. Ils réclament notamment une augmentation des décharges de service pour les directeurs d'école, une réduction de la présence des

maîtres devant les élèves à vingt-quatre heures par semaine (au lieu de vingt-six actuellement), une réduction des effectifs dans les classes (notamment en zones sensibles) au moins l'amélioration des taux de scolarisation à deux ans en maternelle. Enfin, « il s'oppose avec fermeté à toute mesure conduisant à autoriser les collectivités locales à détourner l'argent public des contributions pour concourir aux dépenses d'investissement des établissements privés ».

Mais cette ligne dure pourrait pesamment évoluer sous la pression de quelques sections départementales où les militants Unité action de l'ancienne FEN étaient peu nombreux. Les débats très vifs, à Aubagne, sur l'organisation de la vie interne du syndicat l'ont montré. La section de l'Aisne, qui ne compte pour l'instant que 39 adhérents, a, par exemple, réussi à faire voter un amendement limitant le jeu des tendances par courants de pensée, dans le SNUipp en seul échelon national.

Or, pour se développer, après les élections professionnelles qui doivent avoir lieu en décembre prochain, le SNUipp devra d'abord miser sur ces départements d'implantation récente où l'héritage de l'ancienne FEN ne compte guère.

CHRISTINE GARIN

SCIENCES

Destinée à fabriquer du combustible au plutonium à partir de 1995

L'usine Melox sort de terre à Marcoule

MARCOULE

de notre envoyé spécial

L'endroit est incontestablement un chantier industriel, mais les hommes qui y travaillent sont vêtus de combinaisons immaculées qui les font ressembler à des chirurgiens plutôt qu'à des ouvriers ou à des techniciens. Certains fabriquent des « tenues » de protection pour les machines à l'aide de feuilles de plastique transparent et de ruban adhésif, tandis que d'autres, armés de gros aspirateurs, traquent le moindre trace de poussière. L'usine Melox, que la Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA) construit à Marcoule (Gard), est en voie de finition. Exploitée conjointement par la COGEMA et Framatome, elle sera la plus grosse unité au monde de fabrication de combustible au plutonium pour centrales nucléaires (1).

L'essentiel du montage des machines est terminé, et nous devrions atteindre l'ambiance de propreté nucléaire à la fin de l'été», explique Jean-Louis Ricard, directeur de la branche « traitement et industrie » à la COGEMA. Suivra alors un an et demi d'essais et de « qualification » des installations. Sauf incident technique, les premiers assemblages de combustible MOX (mélange d'oxydes) devraient sortir de ses chaînes ultra modernes début 1995. D'une cinquantaine de tonnes la première année, la production devrait passer à 115 tonnes dès 1996.

Le MOX est composé de 7 % d'oxyde de plutonium dilué dans 93 % d'oxyde d'uranium 238 (ou uranium appauvri). Ces composants proviennent tous deux du retraitement des combustibles « classiques » (2), et le MOX peut donc être considéré comme une manière de valoriser les déchets nucléaires de haute activité.

Il présente surtout, soulignent ses promoteurs, l'avantage d'éliminer une partie des stocks de plutonium, passé au stade de sous-produit particulièrement encombrant depuis l'obsolescence, pour plusieurs décennies au moins, de la filière des surrégénérateurs, comme Superphénix, qui étaient censés le brûler. A l'usage, comme EDF l'envisage, à

raison d'un tiers de MOX pour deux tiers de combustible classique, il permettrait d'incinérer ou d'éviter de produire 200 à 250 kilos de plutonium par réacteur et par an», affirme M. Ricard. Cela correspond à une réduction d'environ 50 % de ce qui aurait été produit avec de l'uranium employé seul.

Pour les écologistes, l'utilisation du MOX permet surtout d'éviter le débat sur la fin du cycle du combustible (*le Monde* du 20 juin 1990). Alors que certains pays comme la Suède et les États-Unis ont choisi de stocker « en l'état » les combustibles irradiés, la France (ainsi que l'Angleterre et le Japon), a préféré le retraitement. Elle a construit à cet effet, à la Hague, une usine d'une capacité de 1 200 tonnes, dont le chiffre d'affaires atteint 8 milliards de francs, et qui travaille à 55 % pour l'exportation.

On conçoit, dans ces conditions, l'intérêt économique, pour la COGEMA, de ce nouveau débouché du plutonium et de l'uranium appauvri issus de la Hague. Le prix de vente du MOX, comparable à celui du combustible classique, couvre largement les coûts de fabrication, affirme Jean-Pierre Ruge, responsable de la COGEMA invoquant cependant le « secret commercial » pour refuser de dévoiler l'investissement nécessaire à la construction de cette usine de 50 000 mètres carrés qui emploiera un peu plus de 300 personnes. Lors du lancement du projet, le chiffre de 1,5 milliard de francs avait été avancé (*le Monde* du 24 mai 1990).

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) La production mondiale de MOX se limite actuellement à 85 tonnes par an, réparties entre les établissements exploités à Hanau (Allemagne) par Siemens (35 tonnes), à Dessel (Belgique) par Belgonucléaire (35 tonnes), et à Cadarache (Bouches-du-Rhône) par la COGEMA (15 tonnes). Deux autres usines devraient, à partir de l'an 2000, produire respectivement 120 tonnes et 100 tonnes de MOX en Grande-Bretagne (Sellafield) et au Japon (Mitsubishi).

(2) Le combustible « classique » des centrales nucléaires FWR (celles d'EDF) est composé d'oxyde d'uranium 238 enrichi à 3,5 ou 4,5 % d'oxyde d'uranium 235 (l'isotope fissile).

FAITS DIVERS

Ancienne « vedette » de l'émission « Mea culpa » sur TF1

Un gardien d'immeuble homosexuel conteste son licenciement

« Moi, Thierry M., vingt-sept ans, homosexuel, papa, séropositif, gardien d'immeuble licencié, et vedette fugace du petit écran... » Dans sa loge du 13^e arrondissement de Paris, entre plantes vertes et coussins, le garçon qui revendique en vrac toutes ces identités attend son expulsion. Gardien d'un groupe d'immeubles HLM de l'OPAC de la Ville de Paris, il a reçu le 8 juin une lettre de licenciement pour faute grave. L'Office lui reproche de n'avoir distribué qu'en mai des e-mails reçus en février. Thierry Mignon explique que personne n'était venu les retirer malgré l'avis de passage, et qu'un congé de maladie, dûment signé et justifié, l'a éloigné de sa loge à partir du 8 mars. Pour lui, comme pour son compagnon qu'il prend à témoin, la sanction n'est que la conséquence d'une révélation : celle qu'il fit sur le plateau de l'émission de TF1 « Mea culpa », le 8 février dernier, d'être homosexuel et séropositif.

Dès l'annonce de l'émission, des les premiers articles sur son témoignage - qu'il a précédemment rassemblés et collés dans un cahier à spirale - il affirme avoir été victime de l'ostracisme local (coups de téléphone d'insultes, poubelles renversées, pots de fleurs de son balcon cassés, etc.). « Depuis, je ferme le rideau de fer devant ma porte », explique-t-il. Une pétition de certains locataires réclame son départ pour n'avoir pas distribué le courrier le jour de l'enregistrement de « Mea culpa », le 18 janvier. Cet incident lui vaut un blâme de l'OPAC.

La vague de courtoisie de sympathie, de soutien au de question que lui a valu l'émission est retombée après quelques semaines. Puis le déprime est venue. Dans le groupe d'immeubles, les témoignages divergent. « Pas de problèmes », « serviable », « rien à dire », disent certains locataires. « Arrogant, insolent, provocateur », répondent les investigateurs de la pétition, qui affirment : « Le seul problème est celui du travail, des horaires fantaisistes,

des poubelles et du ménage mal fait » avant d'évoquer la morale et des problèmes psychologiques.

Début juin, Thierry Mignon est convoqué à l'OPAC. Pour être licencié et, affirme-t-il, traité de « tapette » par le directeur du personnel de l'Office. A l'OPAC, seul le directeur de la « communication » accepte de parler à un journaliste, immédiatement accusé de « méthodes inquisitoriales ». Il dément toute discrimination et s'en tient au motif officiel du licenciement.

Depuis, Thierry ne voit qu'un salut : la médiation. Il a réussi à intéresser un hebdomadaire en mars, un autre en juin. Sa ligne de téléphone est coupée par l'Office ? Il appelle tous les matins, d'une cabine, les journalistes du *Monde*. Comme il rappelle souvent Patrick Meney, l'animateur de « Mea culpa », qu'il accuse de l'avoir « laissé tomber, sans tenir ses promesses », de l'avoir « choqué avant l'émission, et largué après ». Patrick Meney dément avoir fait quelque promesse et énumère ses efforts en faveur de Thierry, dont il souligne que les amis ne datent pas d'hier.

L'émission, dont le message était « Un homosexuel peut être papa », ne parait pas de l'OPAC, à la demande de Thierry, mais de ses antécédents, de son fils Gregory, âgé de sept ans, dont un juge lui a retiré la garde en septembre dernier. Patrick Meney a conseillé à Thierry de prendre contact avec les syndicats, de demander un logement. Thierry n'a pas déposé de dossier : « 50 000 demandes de HLM pour 2 000 places, je n'ai aucune chance... ». Mais il a pris contact avec la CGT, porté plainte aux prud'hommes, réclamé justice et logement, considéré la notoriété comme une condition de sa tranquillité, aspire en même temps à la reconnaissance publique et au respect de sa vie privée. Blessé par la vie, il s'est aussi brulé aux feux des médias, qu'il utilise après qu'ils l'ont utilisé.

THOMAS CANTALOUBE et MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Aucune vibration, aucun bruit intempestif. La nouvelle architecture des trains avant et arrière filtre les irrégularités de la route, la suspension pendulaire isole le moteur de l'habitacle. N'écoutez que vos sensations.



mis que du silence.



laissez le plaisir conduire.

Protections anti-corrosion Renault 6 ans. RENAULT présente ELF



LES VOITURES A VIVRE

**Piloté par la société
Camponen Bernard SGE**
**Un projet français
est retenu
pour le démantèlement
de Tchernobyl**

Son projet prévoit la construction sur la tranche numéro 4 de la centrale ukrainienne accidentée le 26 avril 1986 d'une « enceinte de confinement conçue comme une usine de démolition », à l'intérieur de laquelle interviendront des engins télécommandés. Les gravats et déchets produits seront « triés, puis conditionnés et stockés en fonction de leur degré de radioactivité ».

Le groupe Résolution comprend notamment la Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA), SGN réseau Eurysis (filiale de la COGEMA), l'Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs (ANDRA), EDF, Technicatome, Thomson CSF et l'Institut polytechnique de Kiev. Ses principaux concurrents étaient un autre groupe français mené par Bouygues, un britannique mené par l'Atomic Energy Agency et un allemand mené par Hoechst.

Le Monde
SÉLECTION IMMOBILIÈRE
Chaque mercredi
(éditions datées jeudi)
46-62-75-13

Plus rivaux que complémentaires

A quelques mètres de distance, Aérospatiale et Matra exposent, au Salon du Bourget, deux modèles de missiles de croisière, plus rivaux que complémentaires, entre lesquels les armées françaises devront trancher. Un choix très délicat.

Entre deux groupes français, Aérospatiale-Missiles et Matra-Défense, les couteaux sont trépidés. C'est à qui convaincra le gouvernement qu'il détiend, pour la seconde moitié de la décennie, le missile d'inter-ventioo et d'inhibition - puisque c'est ainsi que ce programme de missile tiré à distance de sécurité est dénommé - le mieux adapté aux besoins des armées françaises et disponible à l'exportation.

Face-à-face : le missile ASPM-C du groupe nationalisé (mais inscrit sur la liste des entreprises privatisables) et le missile Apache-C du groupe privé. Il est exclu que ces deux projets aient, en même temps, l'aval des « décideurs » français. D'où la sévérité de la compétition entre les deux industriels. Une situation de rivalité d'autant plus déconcertante ou paradoxale que Matra et Aérospatiale sont aussi associés au programme Apache.

Au début, dans les années 80, les Américains développent, Admiration, un avion pour contraindre l'Etat de concevoir un missile air-sol nucléaire, dit *stand-off* (tiré à distance) pour assurer la sécurité pour l'équipage de l'avion) et baptisé ASMP (air-sol moyenne portée). Ce missile, entre 1980 et 1986, est développé par la DGA. L'altitude de largage, le diamètre, la charge de destruction variable de 80 à 300 kilotonnes) et, depuis 1986, il arme les avions Mirage-IV, Mirage 2000-N et Super-Étendard. Il peut être à l'origine d'une coopération ASMP avec la Grande-Bretagne. John H. Johnson, le 11 juillet 1987, profita d'un missile ASMP (air-sol longue portée) dérivé de son cousin, Matru s'est vu commander qu'en l'été 1989, de recevoir sur un missile air-sol *stand-off* qui s'est appelé Apache et qui est censé donner lieu à toute une

garonne de systèmes d'armes tirés à distance de sécurité (environ 150 kilomètres) par des avions, des navires, voire des véhicules. L'Apache, qui sera prêt en 1996, emportera des sous-munitions classiques dont la caractéristique est de retomber dispersées sur des infrastructures militaires ou des concentrations de forces. Il est destiné au Mirage 2000-D et, plus tard, au Rafale. Des accords avec les Allemands prévoient de le commander sur 100 exemplaires, les Américains sur le F-16, la Matra est le maître d'œuvre, Aérospatiale son coopérant principal.

La grande différence, sur le plan des performances techniques et militaires, est que l'ASMP est un missile supersonique qui fond - à entre deux et trois fois la vitesse du son - sur sa cible pour surprendre la défense adverse, quand l'Apache est un missile dit de croisière (à vitesse subsonique) qui vole au ras du sol pour tromper la détection.

Et Aérospatiale-Missiles et Matra Défense eberheot, à l'heure actuelle, à dériver, à partir de leur produit, un missile d'interdiction d'inhibition qui soit polyvalent (à destination des besoins propres à chacune des trois armées) et dont la portée soit accrue (entre 400 et 600 kilomètres).

Sans être radicalement nouvelle, cette double mission consiste à s'en prendre - en jouant sur la précision de l'impact - à des objectifs situés dans la profondeur du territoire adverse et à des cibles stratégiques, voire politiques, qu'il faut pouvoir atteindre à coup sûr sans provoquer de dommages civils.

Voilà donc un gouvernement français bien embarrassé par les propositions de ses deux industriels. L'ASMP actuel, à tête nucléaire, peut donner naissance à un ASMP-C (pour classique) du groupe Aérospatiale, qui met en valeur sa capacité de pénétration et de précision pour lancer un coup de semonce ou une « frappe » préventive en prélude à un conflit.

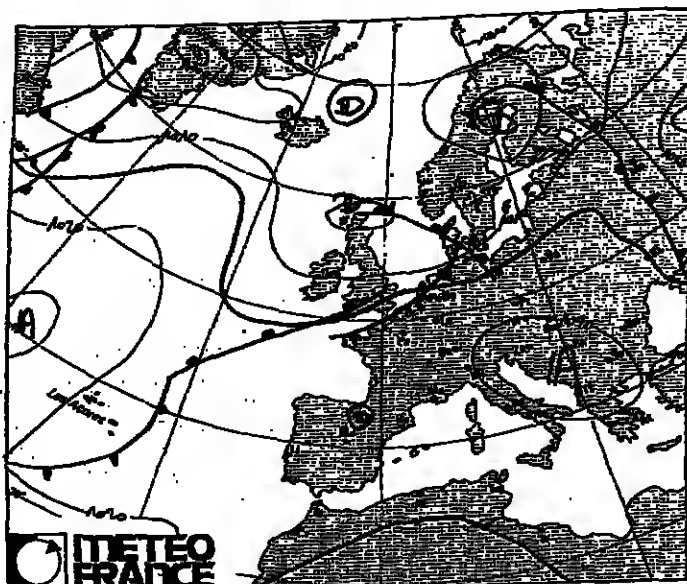
Il reste un dernier aspect : l'Apache est propulsé par un moteur, l'ASMP, l'est par un statueur à kérosène et à accélération de poudre intégrée, une technologie française, à l'origine, qui permet d'économiser sur le poids, d'assurer la robustesse de fonctionnement et la compacité du système tout en gagnant en puissance et en vitesse de propulsion.

Au demeurant, cette technique mise au point, dans les années sur l'avion expérimental Grifo l'engin Vega, est en passe d'être des concurrents étrangers. Ainsi, les Russes ont adopté ce concept de vecteurs supersoniques. Les Américains, défrisés par le ratage de certains missiles de croisière submersibles Tomahawk dans le Golfe Persique, ont lancé ce que les experts appellent des *black programs* (des projets secrets) que leur financement n'apparaît pas dans le budget du Pentagone pour l'étude de missiles supersoniques.

On en est, en France, à ce qu'on débat. Il n'est pas exclu que responsables, lorsqu'ils seront liés à arbitrer entre les deux, auront en tête le souci prioritaire de savoir avec quel parti européen la France devra s'aligner. Car, en réalité, les deux opérations sont européennes : témoignage de cette pratique générale de la plupart des gouvernements, dans les pays développés, qui consiste à vouloir diriger l'Europe sans en être membre — avait tout emploi massif, ponctuel, mais par le moyen d'attaches ponctuelles, précises et sans effets collatéraux — un adre- propre vulnérabilité à un déve- pour la France, et pour la France, la première, la dernière, le minimum de « casse ». Les Français concernant de tels

□ Boeing va renforcer le système d'attache des réacteurs sur les avions.

— Boeing, premier constructeur mondial des avions, a annoncé mardi 18 juillet qu'il allait renforcer le système d'attache des réacteurs sur les 948 appareils du type 747 en service. Deux attaches supplémentaires en acier aluminé seront rajoutées sur tous les avions afin d'éviter la panne d'un des deux moteurs. Dans ce cas, en effet, le choc endommage le réacteur et le brûlant situé dans les ailes. Les moteurs ne se détachent pas à cause de la modification permanente des plans de vol. L'intervient après deux accidents de 747, l'un à Amsterdam le 4 août 1992, qui avait fait 43 morts, et un autre en 1991, à Los Angeles, qui avait fait cinq morts. Deux autres avions ont moteur s'arrêtent en vol. (AFP).

SITUATION LE 19 JUIN A 0 HEURE TUC

LEGÈRE

- ☀ ENGLOUBÉE
- ☀ POLARISÉ
- ☀ NÉGOCIÉS COURTES BOURGÈSE
- TOUTE NÉGOCIÉE OU COUVERTE
- FLEUR OU ÉTOILE
- * NEIGE
- ~~~~~ AVERES
- ⚡ CRAMES
- == RUAVERS ET BOULVARD
- SENS DE DÉPLACEMENT

ITEMETRO FRANCE

TEMPS PRISU DE DIMANCHE 20 JUN 1995 - VERS MEX

Dimanche : plus frais au nord. Chaud au sud. — La matinée sera dans l'ensemble assez nuageuse sur l'ensemble du pays.

Plus au sud, la journée sera belle. Quelques orages pourront éclater sur les Pyrénées.

En cours de journée, de belles éclaircies gagneront par le nord et l'impression de beau temps dominera malgré quelques passages au nord d'une ligne Nantes-Strasbourg.

Du Poitou-Charentes à la Franche-Comté, le ciel restera nuageux avec un peu d'orages, entre 18 et 20 degrés sur la moitié sud, 20 degrés à 23 degrés au nord de la Seine, 23 degrés à 26 degrés ailleurs.

[illegible]

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le sommaire technique officiel de la Météorologie nationale.)

DANS NOTRE PROCHAIN NUMERO

Le Monde L'ÉCONOMIE

COLLOQUE : « LA PRESSE ET LES AFFAIRES »
Jeudi 24 juin 1993 - Maison de la radio, studio 106
 116, avenue du Président-Kennedy, 75016 Paris

10 h – **Allocutions d'accueil**
Ivan Levi (Radio-France), Nicole du Roy (Reporters sans frontières).

10 h 15 – **Une presse ou des presses ?**
Modérateur : Jean-Marie Colombani (« le Monde »).
Intervenants : Jean Daniel (« le Nouvel Observateur », Claude Aveline (« le Monde »), Brunn Frappat (« le Monde »), Christine Ockrent (France Culture).

14 h 30 - Les rapports presse-justice
 Modérateur: Anne Brunel (France-Culture).
 Intervenants: Philippe Bilger (magistraz), Denis Hiault (AFP), Jean Martin (avocat), Edwy Plenel («le Monde»), Serge Raffy («le Nouvel Observateur»), Eric Yung (France-Inter).

16 h 30 - L'audiovisuel: caisse de résonance des « affaires »
 Modérateur: Anne Brucy (France-ter).
 Intervenants: Éric Cachart (France 3), Pascal Delannoy (France-Info), Thomas Ferencz («le Monde»), Alain de Greef (Canal+), Laurent Jaffrin («le Nouvel Observateur»), Laurent Rouquier (France-ter). Ram Tempest («Los Angeles Times»).

18 h 30 - Synthèse
Jacques-François Simon («le Monde des débats»).

Le nouveau
Observateur

France inter

Le Monde des
DEBATS
Le Monde



LETTRES

La mort de Jean Cau

Un cathare

L'écrivain et polémiste Jean Cau est mort, vendredi 18 juin, à Paris, d'un cancer. Il était âgé de soixante-sept ans (nos dernières éditions du 19 juin). Ses obsèques auront lieu, lundi 21 juin, à 10 h 30, en l'église Saint-Sulpice.

« Salu »

« Salu » C'était tout, quand on le croissait. Fraternel et laconique, comme dans les films de guerre. Bien qu'il n'ait pas quitté le Saint-Germain-des-Prés de sa montée à Paris, Cau n'y fraya pas plus qu'un loup-cervier en traque. Les salamales de la vie littéraire : très peu pour lui, mieux à faire ! Dans son « Salu », ne roulait pas seulement l'accent du Languedoc. Le timbre nasal et coupant valait compé.

Regard noir enfoncé, maxillaire farouche, le fœvre s'éloignait en relevant son col, en nouant serré la ceinture de sa canadienne, de son paletot de cuir, l'air d'un partisan en mission, d'un samouraï tendu vers le rendez-vous fatal de la mort, ou vers la cérémonie secrète de l'écriture, qui en répétait l'indéfectible.

Tout a commencé par le scénario classique des écrivains parus de rien. L'instituteur a conseillé de pousser les études. Le père et la mère sans le son ont dit : pour quoi faire, du latin ? Caré ? L'élève donc est quand même allé au lycée de Carcassonne, puis à Paris, à Louis-le-Grand, avec des idées de rue d'Ulm. Arrivé gare d'Assoluto avec sa valise en bois, il accédait d'un coup au Livre, ce pouvoir éternel de dire le monde et de s'en indigner. Un nouveau bâlard selon Sartre était né : la mauvaise conscience en moins, puisque pauvre, et un certain savoir en plus, celui qui ne s'apprend pas dans les livres. On dit que ce savoir rend soumis ou hargneux. Cau n'était pas doué pour la servilité.

Sartre, parlons-en. Entre eux, le marché s'équilibrait. Avec cet ours fort en gaité, le philosophe (Jean Cau) ou l'athlétique prolétaire, dans un Saint-Germain plutôt bourgeois, comme lui. Le jeune secrétaire, lui, déguisait le privilège de regarder fonctionner une des machines intellectuelles les plus déliées de son temps. Plus tard, Cau jugerait sévèrement les aveuglements volontaires du patron. Mais jamais il ne trahit sa confiance. Chez les humbles, la dignité ne se partage pas. Ni l'orgueil. Cau allait ordonner vie et œuvre autour de cette fierté muette : une ambition sans vanité ni intrigue, l'honneur du sentimentalisme, des diktats idéologiques, des malices moralisantes. En ces années-là, cela faisait beaucoup d'anticoriformisme !

L'influence de Sartre ne disparut pas aussitôt. La *Fièvre de Dieu* (Goncourt 1961) rassemblait fort à un « huis clos ». Jusqu'à l'angoisse, qui y prenait la forme toute sartrienne d'une araignée dans le plexus. N'importe : ce prix faisait plaisir au lauréat. Le soir, je me souviens, Cau était gai comme rarement. La revanche était belle. Il fredonnait une ariette de l'époque, quelque chose comme *Briquet-Bardot-Bardot*. Il n'était pas que farouche, évidemment. Ni aussi misogyne que l'ont cru les féministes, qu'il s'ingé-

niait à irriter. Il poussait le plaisir de déplaire jusqu'à la joie de se faire détester. Ce fut particulièrement vrai avec les intellectuels de gauche, empressés de classer à l'extrême droite l'insaisissable et ténébreux qui ne trahissait rien que les mensonges et les ridicules du moment. Refuser le rêve soviétique, en pleine guerre froide, friser, Rive Gauche, la provocation !

On prend goût à avoir raison tout seul, surtout quand on a le plume naturellement querelleuse. Sur plus de quarante livres, Cau va écrire moins de romans que de pamphlets, sans compter ses centaines d'articles, dont presque tous ouvrent une polémique à contre-courant. Écrire, pour lui, c'est d'abord régler un compte : avec les bien-penseurs progressistes, les arrivistes de tout poil. Les gens qu'il respecte n'échappent pas à sa verve bagarreuse. Au moment de célébrer Guevara à coups de blasphèmes, il reconnaît qu'il régle avec le *guérillero* devenu poster chez un « compte d'admiration ». Même certaines fictions lui servent à rendre des coups cruels. Une nuit à Saint-Germain-des-Prés le venge des mensonges qu'un poète communiste n'entretenait sur ses convictions politiques comme sur ses mœurs.

Que ses complices de la bohème d'après-guerre lui en veuillent l'encombre, il ne le regrette pas. C'est comme ça, il s'affichera à droite : nationaliste, gaulliste, en réaction contre les progrès dits « de sociétés » et les relâchements éthiques. Pour les ventres plats et les vieilles morales ? Péro-la-pudeur ? Scrogne-gne ? Pourquoi pas ! Le rejet du « milieu » le conforte dans sa solitude altière, qu'il goûte ouvertement, sans sermonner pour autant. Car ne croit pas aux slogans des frontispices et des meetings. L'égalité et la fraternité des hommes ! Il récite les règles collectives. Il n'y a de morale, pour lui, que personnelle. Il ne demande pas qu'on le suive. Il se contente d'affirmer son credo portatif : le beau garant du bien, l'allure, la grâce, la tenue, le style. En cela, Cau est surtout un fou de pureté, un cathare.

L'idéal du sacrifice individuel

Son discours sur la décadence, qui n'est pas vraiment un signe distinctif et l'expose à d'autres conformismes, il ne le ressasse que pour mieux exalter son idéal du sacrifice individuel, notamment dans *Guevara et Mon lieutenant*. Rien n'est digne d'être dit que ses yeux, comme « un homme qui s'avance », qui sort du rang pour engager sa vie, soldat volontaire ou torero s'arrachant hors du *burlesco*.

On ne nait pas impunément à quelques kilomètres de la frontière espagnole. Cau est un des grands écrivains andalous de langue française, à la suite de Mérimée, Gautier, Barrès, Montherlant. Il l'a prouvé avec *Sevillanas*, ses romans écrits sur la tauromachie et un de ses derniers livres publiés, le *Roman de Carmen*.

Du monde hispanique, il a pris la musique profonde, le sens du courage ragueur, du défi, l'esthétique du geste noble. La corrida représente pour lui la métaphore la plus exacte du geste d'écrivain. L'écrivain approche la vérité des autres et la sienne comme le torero se penche entre les cornes du taureau. Le danger pousse. Un style s'inscrit, sur fond de sable et de sang séché. Dans le silence que la mort vient de faire tomber sur l'œuvre de Jean Cau, restera la clameur des lecteurs saluant l'audace pudique et fière : oïlé !

L'autre patrie présente à chaque ligne, et où l'auteur revient comme à sa source la plus pure : l'enfance. Dans le texte qui sert de préface aux souvenirs de Proust, le chat et moi, il explique comment ses thèmes et son chant propre sont venus de sa jeunesse. Dans *Les Yeux crevés*, il envie le jeune Dino de mourir avant l'âge des compromissions et des laideurs. *Les Enfants des Calottes courtes* et *Les Nouvelles du Paradis* reviennent sur les jeux du temps béni de l'école. Gégé, Dédé, Titi, Jojo : voilà les seuls complices auxquels il garde sa ferveur. Avec eux, la vie avait le sel de la barbarie naïve, des temps rudes, féodaux, héroïques.

Quand Jean Cau passait son chemin - « Salu », « Salu », c'était ces petits pots chevaleresques qu'il courrait retrouver, la plume à la main.

BERTRAND POIROT-DELPECH

[Jean Cau est né le 8 juillet 1925, à Bram, dans l'Aude. Élève au lycée de Carcassonne, puis à Louis-le-Grand, il préparait le concours d'entrée à l'École normale supérieure et passa la licence de philosophie. Secrétaire de Jean-Paul Sartre de 1947 à 1956, il a collaboré aux *Temps modernes*, à l'*Express*, au *Figaro littéraire*, à *France-Observateur*, et à *Paris-Match*.]

CARNET DU Monde

Anniversaires de naissance

Raymond MUSZYNSKI, le navigateur fou, fêta en ce jour du samedi 19 juin 1993 ses quarantièmes naissances.

Décès

Martine Cassard, née Luc, Jérôme, Catherine et Mathilde, François et Brigitte, Antoine, Nathalie, ont la douleur d'annoncer le décès de

Etienne CASSARD, ingénieur en Centre technique du papier, survenu le 14 juin 1993.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans l'intimité, en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy, le 16 juin.

Cet avis tient lieu de faire-part.

10, rue des Marronniers, 75016 Paris.

Odet et Pierre Berge, sa sœur et son beau-frère, Jean-Louis Berge, son neveu, Et Louis Colpen, ont la douleur de faire part du décès de

Jean CAU, écrivain, journaliste, chevalier de la Légion d'honneur, survenu le 18 juin 1993.

Une cérémonie religieuse est prévue le lundi 21 juin, à 10 h 30, en l'église Saint-Sulpice.

La direction, Et la rédaction de *Paris-Match*, ont l'honneur de faire part du décès de leur ami

Jean CAU, écrivain-journaliste à *Paris-Match* depuis 1970. (Lire ci-contre.)

Le président, Le bureau, Le conseil d'administration, Le conseil scientifique, Et le personnel de l'École des hautes études en sciences sociales, ont le regret de faire part du décès de

M. Julien GUEY, directeur d'études, retraité.

Jean-Claude Fouché, Catherine Fouché et Boniface N'Goussan, enfants, Nicolas, Aurélie et Daly, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

René Paul FOUCHÉ,

survenu le 16 juin 1993, dans sa quatre-vingt-troisième année.

La bénédiction aura lieu le lundi 21 juin, à 15 h 45, en l'église de Barbizon, et sera suivie de l'inhumation au cimetière de Barbizon.

23 bis avenue de Chambéry, 74000 Annecy, 1, place Jean-Moulin, 93230 Romainville.

M= Sophie Illich, son épouse, Alice et Georges, ses enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Milorad ILICH, le 16 juin 1993, à la suite d'une courte maladie.

Un service religieux aura lieu le dimanche 20 juin, à 12 h 30, en l'église russe orthodoxe, 12, rue Daru, Paris-8.

Pendant la seconde guerre mondiale, Milorad Ilich prit une part importante à la lutte antinazie au sein de la résistance démocratique en Yougoslavie. Ses dernières années furent consacrées à la défense et à la promotion de la démocratie dans son pays natal, la Yougoslavie. Milorad Ilich était membre du Conseil de la couronne yougoslave.

Frédéric, Edmée et Nathalie, font part de la mort de leur mère,

Micheline SICHEL-DULONG, née Abbot, survenue le 16 juin 1993.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien de Pantin le 21 juin, à 8 h 45.

Anniversaires

Une pensée pour François TOUTAIN, qui nous quittait le 20 juin 1988.

CARNET DU MONDE Renseignements : 40-65-29-94

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6065 HORIZONTALEMENT

I. Constituent une société chole. Personne n'ignore qu'il boivent. Abréviation. - II. Se prend parfois avec un bock. Antique voyageur. Se rase de plusieurs façons. - III. Ne dure que l'espace d'un matin. Cultivent parfois des navets. Participe. - IV. Fait remonter rapidement ce qui ne veut pas descendre. Pousse des opéras par des musées. Abri naturel. - V. Le grand écar. Bénéficient donc d'une précision topographique. - VI. Amusent la galerie. Est masai. - VII. Orientation. Dont on a modifié l'évolution naturelle. Quartier de Madrid. - VIII. Avec lui, on s'accorde toujours. Emprunte une sortie dans le mauvais sens. Nous surprend en tombant des nues. - IX. Trompettes. S'exprime parfois avec peine. - X. Unité en campagne. Ce sont parfois de beaux ensembles de perles. - XI. Des crapauds. Placés chez un huisier. Quelques échos d'étonnant. - XII. Est utilisé en cas d'événements graves. Laisse tomber sans abandonner pour autant. - XIII. Adverbe. A fait et fera tourner plus d'une tête. Eau. - XIV. Unité symbolique d'un trio républicain. Homme de théâtre. - XV. Un camion de peintures. Mouvements de troupes.

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15

I														
II														
III														
IV														
V														
VI														
VII														
VIII														
IX														
X														
XI														
XII														
XIII														
XIV														
XV														

8. Donna des noix en toutes saisons. Pétards. - 9. Patits golfes. Donne naissance au bourdon. N'a rien de risible quand il émane d'un « rigolo ». - 10. Redonne peut-être de la fraîcheur. Un cadet leur dut sa promotion. Ne s'élève pas dans la douleur. - 11. Possède un beau port. Coréens. Orientation. - 12. Abréviation. Sur la rose des vents. Fin de participe. - 13. Animaux de cirque. Paris, en Angleterre. - 14. Fables ou vieilles. Haute autorité. Se répand comme une traînée de poudre. - 15. Rétablit l'ordre. Sortie fracassante.

Solution du problème n° 6064

Horizontalement

I. Amourette. - II. Rassasier. - III. Hissable. - IV. Sédne. El. - V. TD. Istres. - VI. Orbe. Aisé. - VII. Court. - VIII. Rir. Andes. - IX. Atténuer. - X. Eplé. Su. - XI. Erin. Mer.

Verticalement

1. Aristocrate. - 2. Maladroite. - 3. Oslo. Butte. - 4. Usiner. Epi. - 5. Rases. Tania. - 6. Est (les). Ta. Nue. - 7. Tibériade. - 8. Teilles. Erse. - 9. Era. Sole. Ur.

GUY BROUTY

TÉLÉVISION

Samedi 19 juin

TF 1

20.45 Divertissement : Coluche, un mac pas comme les autres. De Guy Job. 22.40 Téléfilm : L'Enfer du doute. De Jeffrey Orow. 0.15 Magazine : Spécial sport. 24 heures du Mans.

FRANCE 2

20.50 Théâtre : George et Margaret. Filles de Miro-Gilbert Sauvageon et Jean Wall, d'après Gérard Savory, mise en scène de René Clermont. 22.55 Variétés : Taratata. Émission présentée par Nagu. 0.20 Journal et Météo.

FRANCE 3

20.45 Série : Pulsion 4. Tête de pioche, de Claude Faraldo. 22.25 Journal et Météo. 22.50 Musique : Finales des masters de piano. En direct de Monte-Carlo, à l'occasion de la Fête de la musique. 0.20 Magazine : Pégase. A l'occasion du Salon du Bourget.

CANAL PLUS

20.30 Sport : Patinage. Les masters Miko, depuis le Palais omnisports de Bercy. 21.55 Divertissement : Yves Lecoq plume les stars. 22.50 Flash d'informations. 23.00 Cinéma : Elmer, le renne-ménages. Film américain de Frank Henenlotter (1987). 0.25 Sport : Golf. 3^e journée de l'US Open, en direct de Springfield.

ARTE

20.40 Documentaire : Libérateurs. De William Miles et Nina Rosenblum. 22.00 Téléfilm : Les Pères de Nardino. De Wolf Gauditz. 23.30 Musique : Montreux Jazz Festival. 0.00 Série : Monty Python's Flying Circus (rediff.).

M 6

20.50 Téléfilm : Prête-moi ta vie. De Robert Chénault et Melville Shavelson.

Dimanche 20 juin

TF 1

20.45 Cinéma : La Corde raide. Film américain de Richard Tuggle (1984). 22.45 Magazine : Ciné dimanche. Ma petite Mimi. De Roger Kahane.

FRANCE 2

20.50 Cinéma : Week-end à Zuydcoote. Film français d'Henri Verneuil (1964). 22.55 Cinéma : La Maître de musique. Film belge-français de Gérard Corbiau (1987).

FRANCE 3

20.45 Jeu : Spécial Questions pour un champion. 22.10 Magazine : A vos amours. Présenté par Caroline Tresea. Invitée : Françoise Giroud. 22.55 Journal et Météo. 23.30 Cinéma : La Marque du vampire. Film américain de Tod Browning (1935).

CANAL PLUS

20.35 Cinéma : Jungle Fever. Film américain de Spike Lee (1990).

Conférence-débat sur laïcité et droit des cultures. Sous la présidence d'André Miquel, professeur au Collège de France, aura lieu, mardi 22 juin à 20h, à l'École-cathédrale, 8, rue Massillon à Paris, une conférence-débat à l'initiative de l'Institut de formation continue du barreau de Paris et de l'École-cathédrale (archevêché de Paris). Les deux orateurs seront Mohamed Arkoun et Bertrand Ancel, universitaires. Un premier cycle de conférences sur le thème *Droit, liberté et foi*, également organisé par l'archevêché et le barreau de Paris, avait eu lieu en 1992. Les actes viennent d'être publiés chez Mame. 196 pages. 120F.

Pour tous renseignements : Ecole Cathédrale, tél. : 46-33-05-58

TF 1

22.40 Flash d'informations. 22.45 Magazine : L'Équipe du dimanche. Présenté par Pierre Sled. Football, Golf : dernière journée de l'US Open, en direct de Springfield.

ARTE

20.40 Soirée thématique : Faits divers. Soirée conçue par Claire Simon. 20.55 Et si c'était des histoires... De Claire Simon. 21.55 Cinéma : Close-up. Film iranien d'Abbas Kiarostami (1990). 23.25 La Violence moderne. Ensemble composé par Claire Simon.

M 6

20.45 Téléfilm : L'Opération de la dernière chance. De Fielder Cook. 22.30 Magazine : Culture pub. Sélection des meilleurs moments. 23.00 Cinéma : Tendre libertine. Film italien de Joe D'Amato.

CANAPÉ SALON

Le spécialiste du canapé convertible toutes dimensions. Réellement moins cher toute l'année sur les plus grandes marques. Livraison gratuite sur la France métropolitaine. Ouvert tout l'été Du lundi au samedi, de 10 h 30 à 19 h.

1 et 4, rue de Crimée, Paris-19^e M^r Place-des-Fêtes Tél. : 42-06-12-14

SOLDES

Tous les jours du lundi 21 au vendredi 25 juin inclus. De 9 h à 18 h sans interruption.



24, FAUBOURG SAINT-HONORÉ, PARIS. TÉL. 40 17 47 17. PRÊT-À-PORTER, VITROQUINERIE, CARRÉS, CRAVATES, GANTS, CHAUSURES, EPONGE, CRISTAL ET ORFÈVRES.

CULTURE

La Fête de la musique à Paris et en région

Nous présentons ci-dessous une sélection des programmes de la Fête de la musique qui sera célébrée lundi 21 juin.

CLASSIQUE

PARIS-ILE-DE-FRANCE

Palais-Royal, colonnes de Buren, 1^{re}. Orchestre de Paris, direction Semyon Bychkov (1^{re} Symphonie de Brahms). Lundi 21 juin, de 21 h 45 à 22 h 45.

Quartier du Marais, 3^e. Parcours musical à l'intérieur du quartier avec différents orchestres. Lundi 21 juin, de 15 heures à 17 heures.

Place des Vosges (sous les arcades), 4^e. Chants religieux et Beethoven. Ensemble choral Melody Paris. Lundi 21 juin, de 20 heures à 21 h 30.

Hôtel de Ville, salle des fêtes, 4^e. Orchestre de chambre du Conservatoire supérieur de Paris, direction : Patrice Fontanarosa (Mendelssohn, Bach, Mozart). Invitations à retirer à la mairie de Paris. Lundi 21 juin, à partir de 20 h 30.

Centre Georges-Pompidou, 4^e. Concert avec quatre créations de James Wood, Madeleine Isaksson, Alejandro Vinaso et Dieter Schnebel. Lundi 21 juin, à partir de 20 h 30.

Schola Cantorum, 5^e. Récital de piano Svetlana Samsonova (Bach, Beethoven, Chopin, Rachmaninov, Stravinsky, Prokofiev, Liszt, Ravel). Lundi 21 juin, de 20 h 30 à 21 heures.

Théâtre de l'Europe, 6^e. Leçons de musique filmées et portraits d'interprètes (documents audiovisuels rares de 1950 à 1990). Lundi 21 juin, à partir de 18 heures.

Basilique Saint-Clément, 7^e. Récital Jacques Todei, orgue (Franck, Liszt...). Lundi 21 juin, de 12 h 30 à 13 h 30.

Hôtel des Invalides, 7^e. «Hymne des nations», concert créé par Guy Reibel et Philippe Gumpelwitz en hommage à Verdi, regroupant 600 musiciens militaires britanniques, italiens et français, et 200 choristes. Lundi 21 juin, à partir de 22 h 30.

Eglise Saint-Philippe-du-Roule, 8^e. Concert d'orgues et quatuor Lohkowitz (Beethoven). Lundi 21 juin, de 13 heures à 13 h 30.

Salle Pleyel, 8^e. Ensemble orchestral de Paris, direction Paolo Olmi (Rossini, Tartini). Lundi 21 juin, à partir de 20 heures.

Chapelle Sainte-Thérèse, 16^e. Orchestre symphonique de Spantunburg, direction Bill Scott (Moussorgsky, Mozart, Strauss...). Lundi 21 juin, de 19 h 30 à 21 heures.

Château de la musique, 19^e. Conservatoire national de musique. Après-midi «portes ouvertes». Lundi 21 juin, de 17 h 30 à 20 h 30.

Nanterre, Théâtre des Amandiers. Concert de soutien aux victimes de la guerre en Yougoslavie (Beethoven, Schubert, Brahms, Ravel, Ager). Lundi 21 juin, à partir de 19 heures.

RÉGIONS

Lyon, Opéra. «Portes ouvertes» et concert (Mozart, Puccini, Brahms, Debussy, Poulenc...). Lundi 21 juin, à partir de midi.

Beauvais, cinéma Les Variétés. Projection de *Carmen*, d'Ernst Lubitsch, accompagné en direct par l'orchestre de violoncelles et l'accordéoniste Jürgen Lächter. Entrée libre. Samedi 19 juin et dimanche 20 juin, à 20 h 45.

JAZZ

PARIS-ILE-DE-FRANCE

Mairie du 8^e arrondissement, 8^e. Big band du Conservatoire supérieur de Paris. Lundi 21 juin, à partir de 20 heures.

Parc Georges-Brassens, 15^e. Paris Puissance jazz big band (standards de Duke Ellington, Count Basie, Glenn Miller...). Lundi 21 juin, de 20 heures à 22 heures.

Sèvres, Orchestre national de jazz, avec Martial Solal au piano. Lundi 21 juin, à partir de 21 heures.

Noisy-le-Grand, Espace Michel-Simon. TSF, jazz vocal (meilleur spectacle musical aux Victoires de la musique 92). Lundi 21 juin, à partir de 21 heures.

Cergy, jardins de la préfecture. Projection sur grand écran de *Fantomas à l'ombre de la guillotine* et *Juve contre Fantomas*, de Louis Feuillade, accompagnés de direct

par le Sylvain Kassap sextet. Lundi 21 juin, à partir de 22 heures.

ROCK

PARIS-ILE-DE-FRANCE

Place de la République, 11^e. Les Infidèles et INXS. Lundi 21 juin, de 21 heures à 23 heures.

Place Denfert-Rochereau, 14^e. Blankass, Cry Babies, Seba. Lundi 21 juin, de 19 heures à minuit.

Villiers-sur-Orge, complexe sportif Marc-Séné. Podium Rock (Los Machucambos, Timide et sans complexe, Love Bizarre, No man's land, Jean-Jacques Milteau, Mister Gang, Silmaris, Damaged). Lundi 21 juin, de 20 heures à 3 heures du matin.

Issy-les-Moulineaux, parc de l'île Saint-Germain. Les Innocents, Les Vagabonds, Pascal Obispo. Invitations à retirer à l'Office du tourisme. Lundi 21 juin, de 20 heures à minuit.

Paris de la Défense. Les Tambours du Bronx. Lundi 21 juin, de 13 heures à 14 heures.

RÉGIONS

Villeurbanne, parc de la Commune-de-Paris. Nuit de la musique, dans le cadre des Eclanovs, avec Bob Kerr and his Whoopie Band, l'Echo râleur et Rien. Lundi 21 juin, de 22 heures à l'aube.

CHANSON

MUSIQUES DU MONDE

PARIS-ILE-DE-FRANCE

Galerie Colbert, 2^e. Country à la Bibliothèque nationale. Le Chœur américain de Paris, direction Robert Wilkins. Lundi 21 juin, de 18 h 30 à 22 h 30. Jamais Plus, 3^e. Fête musicale mexicaine. Lundi 21 juin, à partir de 17 heures.

Square Chateaubert, 3^e. Atelier-chanson yiddish animé par Jacques Groher. Lundi 21 juin, de 20 heures à 22 heures.

Place Monge, 5^e. Gospel et negro spiritual par des artistes venus de Martinique, du Zaïre et du Congo. Lundi 21 juin, de 15 heures à minuit.

Institut du monde arabe, 5^e. Musique du Maroc, de Palestine, de Tunisie, du Sénégal, d'Iran, de

Turquie, d'Algérie, de France. Lundi 21 juin, de 18 heures à minuit.

Place Saint-Germain-des-Près (devant l'Eglise), 6^e. Ballet Iberia : flamenco et chants d'Espagne. Lundi 21 juin, de 15 heures à 23 heures.

Ministère de la coopération (Jardins), 7^e. Musiques d'Afrique (Burkina-Faso, Mali, Zaïre). Strictement sur invitation. Lundi 21 juin, de 18 h 30 à 21 heures.

Place des Antilles, 11^e. Fête des associations réunionnaises. Spectacle de danses et chants. Lundi 21 juin, de 22 h 30 à minuit.

Place Brancusi, 14^e. Programme de chansons populaires interprétées par quatre-vingts enfants d'écoles primaires. Lundi 21 juin, de 20 h 30 à 22 heures.

Place de Passy, 16^e. Fête de la maison basque de Paris. Chorale Guernica, chœur d'hommes Ainaki, la Pena Pamplonica. Lundi 21 juin, de 20 heures à minuit.

Bohigny, parc de la Bergère. Enzon Enzon, dimanche 20 juin, à partir de 15 heures. Nilda Fernandez, dimanche 20 juin, à partir de 18 heures.

Argenteuil, parvis de la basilique. Mambomania, soirée salsa. Grand orchestre de musique cubaine de Marc Vorchin et Laurent Erdős. Lundi 21 juin, à partir de 21 heures.

RÉGIONS

Astaffort (Lot-et-Garonne). Francis Cahrel entouré de chorale d'enfants, de musiciens traditionnels et d'ensembles classiques de Toulouse et d'Astaffort, du groupe Bâton rouge, de Christian Laborde et Michel Julia. Lundi 21 juin, à partir de 19 heures.

Marseille, quai de port. Podium francophone «L'onde latine», avec Marc Ziegler, Vivien Savage, Jil Caplan, Renaud Hanston, Francis Lalanne. Lundi 21 juin, à partir de 18 heures.

Pour toute information sur l'ensemble des manifestations prévues à Paris, Minitel 3615 MUSIQUE.

JOHNNY HALLYDAY au Parc des Princes

Cinquante ans sans compter



Il a traversé de haut en bas la pelouse du Parc des Princes, à pied, enroulé puis porté par la foule, qui voulait à la fois le garder en son sein et le hisser sur scène. Une fois installé sous la réplique du pont de Brooklyn peinte au minium, Johnny a chanté pendant presque quatre heures. Il a ramonté le cours du temps, s'est offert tous les cadeaux dont il rêvait pour son anniversaire : deux gangs de motards en Harley Davidson pour la Bagger ; soixante cuivres qui ont repris le riff de *Noir c'est noir* ; le poing d'acier du spectacle du Zénith qui a déposé une sorte de *Barbarella* qui s'est mise à danser sur *Gabrielle*. La famille était là : David Hallyday, puis Sylvie Vertran ont rejoint leur père et ex-époux sur scène. La

show a duré, duré, mais Johnny n'arrivait pas à s'arrêter. Eddy Mitchell et Paul Personna sont arrivés très tard, aux rappels, après le *Bon Vieux Temps du rock'n'roll* et *Oue je t'aime*. Pour un autre, les 58 000 spectateurs seraient partis attraper le dernier métro. Pour Johnny et ses cinquante ans, ils sont restés après l'Enfer, le dernier titre du dernier rappel et ont chanté *Happy Birthday*.

T. S.
► Parc des Princes. Paris (16^e). Réservations : 43-46-12-21. Métro Porte-de-Saint-Cloud. Le 20 juin à 21 heures. 220 F. (pelouse).
► TF 1 diffusera des extraits des concerts du Parc des Princes le vendredi 25 juin à 21 h 40.

THÉÂTRE

Si les acteurs n'existaient pas

Suite de la première page

Cette année 1993 : Julie Brochen. Une très longue fille filiforme, presque un spécimen d'ostéologie. Un visage à la Hogarth (quand il évoquait des gouvernantes un petit peu volutes d'enfants avec des nez d'aigle et des mentons insolents). Des cheveux ni d'or ni d'ébène. La démarche de tout un chacun.

Mais voilà : elle est incroyablement belle, Julie Brochen. Elle irradie une lumière d'âme, une sorte d'Orient, comme la perle, et là c'est plutôt Vinci, le visage de la mère de Marie, de Léonard de Vinci, à Londres. C'est saisissant. Elle s'exprime doucement, elle s'anime à peine, et vous ne pouvez pas la quitter. Elle est qui elle veut, elle est Ase, la maman de Peer Gynt, elle va mourir assise : « C'était sur tout les jours où ton père était en voyage, toi et moi on jouait au traineau, on prenait le peu de moulin pour faire la couverture, et le plancher était le sol de glace ».

Elle est la Ninn de Tchekhov : « Vous ne comprenez pas cette situation : sentir qu'on joue affreusement mal. Je suis une mouette. Non, ce n'est pas ce que je veux dire... Vous vous souvenez, vous n'avez tué une mouette. Par hasard... » (Elle joue la traduction, si belle aussi, d'Antoine Vitez). Même lorsqu'elle se tait, qu'elle écoute juste, elle est d'une conscience si radioactive, d'une poésie de présence si forte, que vous n'écoutez qu'elle. Elle est une substance sensible, un or conducteur, un médium. Et c'est impalpable : à peine des touches de quelque chose. Un air médité, habité, singulier, module devant sous ce mystère : la transfiguration de l'acteur.

Une autre constante des « Grands Jours », chaque mois de juin : trois ou quatre scènes d'une mise en scène si magistrale, d'une vie si immédiate, d'un jeu si

libre, si insensé, si évident, que ces instants donnés par des « comédiens-étudiants » surclassent ostentatoirement, de haut, tout ce que nous avons pu voir, dans le courant de l'année, sur les grandes scènes des grands théâtres, avec les grands « professionnels ». C'est, pourrait-on dire, la « prime-cadeau » du Conservatoire.

Cette fois-ci il y a eu une scène du *Balcón* de Jean Genet jouée comme jamais en France elle ne l'a été, et ce fut très émouvant parce que ces jeunes acteurs (Sandy Boizard et Christophe Bouissier vers une interprétation implacable, toute panique outrépassée, terre à terre, ciel à ciel, de *Platonov* de Tchekhov, vous vous rappelez, la scène où Anna Petrovna essaie, mais sans vraiment y croire, d'arracher Platonov au néant : « Quand j'étais toute jeune, ma mère me permettait de passer la nuit sur le veranda, l'été. Vous avez une cravate neuve, ce soir... »).

C'est Catherine Hiegel, retenue d'une charmante poigne d'acier deux chevaux décharnés, Thomas Cousseau et Franck Manzoni, qui jouent la plus forte pièce de Nathalie Sarraute, *Pour un oui, pour un non* : « Non, pas des mots comme ça... D'autres mots... On ne sait pas comment ils vous viennent... Et l'empoignade « sémantique » des

deux amis d'enfance devient une rixe de meurtriers. C'est Stuart Seide qui soutient Camille Jopy dans une saisie formidable du « hurlement de liberté » de la jeune Ysé du *Partage de midi* de Claudel : « Est-ce que vous me connaissez ? Est-ce que vous savez qui je suis ? Un homme, ça ne connaît pas plus sa femme que sa mère. Croyez-vous que je ne sers qu'à faire des enfants ? Est-ce pour cela que je suis belle ?... » (Stuart Seide est le professeur aussi de l'étoile de première grandeur Julie Brochen). Et c'est Philippe Adrien, pilote magicien de Margot Abascal, Christophe Raymond, Benoît Strehler, jouant avec fureur et mystère l'irrésistible pièce de Copi, *L'Homozeux*.

Toutes ces prestations d'étudiants du Conservatoire sont des sommets de l'art du théâtre. Des moments aussi beaux, énergiques, fantastiques, y en a-t-il eu, chez les pros ? Et nous avons alors devant nous, sur la scène, des filles et des garçons dont nous oublions forcément qu'ils « sont à l'école ». Des Trés étonnément ce sont les mêmes qui se montrent peu capables de jouer la tragédie. Ah ! Racine n'est pas leur cousin. Des héros de papier mâché. Des dorothés d'alexandrins. C'est incroyable.

Où bien c'est une Phédre anesthésiée qui épelle, comme lors des compos de récite au collège, des choses pourtant encourageantes : « Que de soins m'ont coûtés cette tête charmante ! Un fil n'est point assez rassuré votre omme », ou bien c'est une Hermione souriant aux anges, l'œil débile, qui chante, d'une voix de suçette Pierrot gourmand au carnard, des vers aussi ardents que « Vous venez de mon front observer le pâleur / Pour aller dans ses bras rires de ma douleur ».

Les guignols de Feydeau

Déconcertant. Et, plus d'une fois, les voix ne passent pas la rampe. On chuchote dans les cotons. Il y a pourtant, rue du Conservatoire, un professeur de « respiration-phonation ». M. Jean-Pierre Romond, qui n'est pas homme à se tourner les pouces.

Mais terminons plutôt par la spécialité du chef, le triomphe-mai-

son, ce en quoi les élèves du Conservatoire sont absolument imhatables, ce en quoi ils touchent, hésitent pas parce que c'est vrai, au génie : les guignols de Feydeau. Cécile Bouillot, vingt-six ans, 1,73 mètre, l'air fat, coiffée d'une perruque de bois lorsqu'elle annonce : « Dans le fond de mon cœur vous ne pouvez pas lire » (*Rhénie*), devient stupéfiante d'insouciance, de classe, de culture, de haute poésie, lorsqu'elle lance : « J'ai fait ce que commandait la charité chrétienne : j'ai sué ! » (*Nie promettez donc pas toute nue*).

Hélène Bahu, vingt-quatre ans, 1,60 mètre, blond petit format, tigre dans le moteur, plutôt muette dans Shakespeare, atteint des sommets vraiment platoniciens lorsqu'elle crie : « Couche-toi ! Qu'est-ce que tu attends ? Tu ne vas tout de même pas rester en Roi Soleil toute la nuit ! » (*Feu la mère de Madame*). Ou Pierre Diot, gâté, gentil, godeliche dans *Cymbeline* de Shakespeare, devient immense, olympien, dès que, investi en une énorme dandon, il murmure à son genre, d'un air doux-rouge-tubrique : « Vous n'avez pas besoin de mettre ma fille dans cet état ».

Faut-il en rire ? En pleurer ? Disons-nous qu'il faut aussi que jeunesse se passe, que la gaieté de Feydeau, on dans l'allant de la jeunesse, dans la santé et la vigueur de la jeunesse, est survoltée. Ils ont, ces acteurs du Conservatoire, peut-être pour fêter leur nouveau directeur, Marcel Bozonnet, joué « comme des dieux » Genet, Tchekhov, Claudel, Ibsen, Copi, Sarraute... Ils ont donné aussi, comme ils l'ont toujours fait, un exemple d'audace, de passion, de réserve, de conscience, de générosité.

Acteurs, ils le sont. Ils l'ont choisi. C'est leur vie. Une vie dont les risques sont immenses. N'oublions jamais que les classes faciles les nomment « les acteurs », mais que le gros de l'infanterie, le peuple, les nomme « les Artistes ». Avec un grand A. Si les acteurs n'existaient pas, dès le Conservatoire, qui nous aiderait à vivre nos vies ?

MICHEL COURNOT

La mort de Gianfranco Masini

Le chef italien avait fait de Montpellier une capitale de l'art musical

Le chef italien Gianfranco Masini, directeur, notamment, de l'Orchestre de Montpellier, est mort, dans la nuit du 17 au 18 juin, à Reggio Emilia. Il était âgé de cinquante-cinq ans.

Gianfranco Masini dirigeait encore la *Forza du destin*, de Verdi, au début de ce mois de juin. De cette force, il se savait la victime. Atteint d'un myélome, tumeur cancéreuse de la moelle osseuse, il avait annoncé son forfait au prochain Festival de Radio France et de Montpellier. Tout juste s'était-il gardé un concert le 24 juillet, avec le *Prélude* et la *Mort d'Isoide*, de Wagner. Et puis, l'homme sur qui reposait la vie symphonique et lyrique montpelliéraine est mort brutalement dans la ville d'Emilia où vivait sa famille et où il était né.

Comment ce chef de cinquante-cinq ans, passé par la direction musicale des armées de Vézère, par celle de l'Orchestre symphonique de Berlin, et par les pupitres les plus enviables d'Europe, s'était-il retrouvé dans la cité héraultaise ? Par lassitude de la routine ; pour échapper au marché de la musique classique internationale. Excédé de n'avoir à diriger que des *Bolshoes* et des *Traviatas*, il avait un jour rencontré René Koering, ancien patron de France Musique, celui-ci avait pris ses quartiers dans l'Hérault avec le projet d'y réformer en profondeur la vie musicale. Ces deux chineurs de partitions oubliées, fous d'œuvres rares ou négligées, s'étaient associés pour faire de l'Orchestre de Montpellier une formation capable de travailler les partitions les plus compliquées, et du Festival d'être le rendez-vous des curieux. En cours d'année, Masini dirigeait de surcroît le grand répertoire lyrique au Corum

et à l'Opéra Comédie, à l'invitation du directeur de ces deux institutions, Henri Maier.

Gianfranco Masini était un travailleur acharné, toujours insatisfait de lui-même et des autres, doté d'une volonté de fer. Musicalement, il allait à l'obsession du détail et au souci jaloux de la précision un lyrisme aussi pudique que persuasif, une connaissance approfondie des traditions croisée avec un goût certain de la provocation, l'art de motiver ses troupes et d'enthousiasmer le public, y compris pour des ouvrages réputés inaccessibles. Ainsi avait-il, par exemple, enregistré la *Curieuse Ridi-cole*, de Lattuada (Ermitage), *Marc Nostrum*, de Ferrero, ou la *Straniera*, de Bellini (Ricordi), pour le seul plaisir de l'exploration. Il doit à sa carrière hors normes d'avoir été l'un des chefs les plus piratés par les preneurs de son amateurs. Comme quoi le public aime, lui aussi, être dépaycé.

ANNE REY

ARTS

► L'Espagne achète la collection Thyssen. — Après de longues négociations avec le baron Thyssen-Bornemisza (*Le Monde* du 13 octobre 1992), le gouvernement espagnol a conclu un accord sur le rachat de 775 tableaux, considérés comme la plus importante collection privée au monde après celle de la reine d'Angleterre. Cette collection, déjà prête pour une durée de dix ans, était exposée, depuis 1989, au palais de la Villa Hermosa. Le coût de l'opération est de 350 millions de dollars (1,925 milliards de francs). La signature de l'acte d'achat aura lieu le 21 juin à Madrid.

ÉCONOMIE

BILLET

Le pari sur la baisse des taux

C'est un formidable pari que fait le gouvernement en misant l'essentiel de la réussite de sa politique économique et sociale sur la baisse des taux d'intérêt. Les nouvelles prévisions du gouvernement présentées vendredi 18 juin par le ministre de l'économie, M. Alphandéry, à la Commission des comptes de la nation tablent sur une reprise de la croissance l'année prochaine. Une croissance qui atteindra 1,4 %. Qu'en an ne s'y trompe pas : un tel objectif postule une assez forte reprise au début de 1994 après la récession de cette année que le ministre qualifie de « modérée ».

Les pouvoirs publics ne pèchent-ils pas une fois encore par excès d'optimisme ? La nécessité d'endiguer les déficits publics a conduit le gouvernement à élargir les prélèvements obligatoires, qui passeront de 43,6 % du PIB à 44,6 % l'année prochaine. Les entreprises de leur côté — en même temps qu'elles licencient — ont tendance à serrer un maximum les ceintures.

Résultat de cette double austerité publique et privée : le pouvoir d'achat du revenu disponible, qui progressait encore de plus de 3 % par an à la fin des années 80, stagnera complètement l'année prochaine. Les nouveaux comptes du gouvernement retiennent cette hypothèse d'un zéro pointé. Si l'on met à part les deux années 1983 et 1984, qui avaient vu le pouvoir d'achat baisser du fait du plan d'austérité Mauroy-Delors, les périodes de stagnation du niveau de vie sont trop rares en France pour ne pas inquiéter. Comment, dans un tel environnement qui va peser sur la consommation des ménages, l'économie française pourrait-elle repartir ? Pour quelles raisons les chefs d'entreprise recommanderaient-ils à investir alors même que les capacités de production de leurs usines sont de moins en moins utilisées ? La réponse officielle, fournie une fois de plus vendredi aux membres de la Commission des comptes de la nation (experts, syndicalistes, représentants du patronat...), tient dans le pari sur la baisse des taux d'intérêt.

On aurait mauvaise grâce à reprocher au gouvernement de se montrer sûr de lui et de ses prévisions. M. Balladur insiste, chaque fois qu'il prend la parole, sur cet élément indispensable de reprise de l'activité qu'est la confiance, et M. Alphandéry n'a pas caché aux membres de la Commission des comptes de la nation l'histoire économique de l'après-guerre ne nous disant rien, à nous Français, sur les reports qui peuvent exister entre baisse des taux d'intérêt et sortie de récession. Simplement des relations de cause à effet ont été à peu près établies dans certains pays, aux États-Unis notamment.

Pour le reste, le bon sens souffle que l'argent devenu moins cher sera davantage emprunté. Le pari du gouvernement n'est pas seulement sur des taux qui effectivement sont en train de baisser rapidement, mais sur une politique et sur la cohésion de la majorité ou plutôt.

ALAIN VERNHOLES

Au 54^e congrès des HLM

Edouard Balladur réaffirme l'attachement du gouvernement au livret A

Edouard Balladur a réaffirmé vendredi 18 juin « l'attachement du gouvernement au livret A, qui est et doit demeurer le support du financement du logement social ». Le premier ministre s'exprimait devant le 54^e congrès des HLM, qui se tenait jusqu'au 19 juin à Lyon.

LYON

de notre envoyée spéciale

Edouard Balladur n'a annoncé aucune mesure pour lutter contre la décollecte (excédent des retraits sur les dépôts des livrets A) d'une cinquantaine de milliards de francs, qui inquiète tant les HLM (lire ci-dessous). Mais il s'est réjoui de ce que « l'évolution des taux à court terme redonne toutes ses chances à ce produit d'épargne ». En effet, les observateurs expliquent la décollecte des livrets A par la concurrence que lui font d'autres placements plus rémunérateurs, comme les SICAV monétaires.

Si les congressistes ont eu à se satisfaire de cette assurance verbale à propos du financement du logement social, une de leurs revendications concrètes, est en passe d'être satisfaite. Le chef du gouvernement a été applaudi lorsqu'il s'est déclaré « prêt à envisager la réforme du décret qui limite les possibilités de placement de la trésorerie » des HLM.

Depuis des années, le mouvement HLM réclame la suppression d'un décret les obligeant à placer leurs excédents de trésorerie (9 milliards environ) sur un livret qui ne leur rapporte que 4,5 %. La levée de cette contrainte permettra aux organismes de trouver des placements plus rémunérateurs à

l'heure où leurs besoins de financement sont gonflés par l'accélération de la construction de HLM. Selon des estimations recueillies auprès des congressistes, on peut estimer à 300-350 millions de francs le coup de pouce ainsi donné.

En revanche, sur un autre point — la vente des HLM à leurs occupants — M. Balladur a plutôt pris les congressistes à rebrousse-poil en réaffirmant « son souhait de donner un nouvel élan à cette politique ». Son discours a toutefois été très modéré : « Il ne s'agit pas de déstabiliser la gestion des organismes en permettant d'importer des cessions sans considération des contraintes qu'elles peuvent

créer. Il s'agit, de façon pragmatique, de lever les blocages réglementaires ou autres qui entravent ces cessions, afin qu'elles mobilisent des ressources supplémentaires pour la construction et l'entretien du parc social ».

De même, il a indiqué qu'il ne « serait pas choqué, et même le contraire », si l'on appliquait des surloyers aux locataires dépassant les plafonds de ressources. « Dans ce domaine, il existe des textes, il faut veiller à les appliquer, faute de quoi les moyens que la collectivité alloue à une action de solidarité sont détournés de leur but ».

F. V.

La Caisse des dépôts a besoin d'une poursuite de la baisse des taux

Pour tenir un programme de financement de logements sociaux qui va passer de 19 milliards en 1992 à 35 milliards de francs cette année et à 41 milliards en 1994, la Caisse des dépôts et consignations (CDC) compte sur une nouvelle baisse des taux d'intérêt. Elle seule peut enrayner la décollecte du livret A, ramené à 4,5 %, qui assure le financement du logement social. « On commence à sentir les effets de la baisse des taux et la décollecte a été moins forte sur les deux derniers mois », a expliqué Philippe Lagayette, directeur général de la CDC, jeudi 17 juin. « Nous avons une idée plus précise de la situation du livret A dans trois mois », a-t-il ajouté.

La décollecte du livret A a atteint 52 milliards de francs l'an

dernier pour un encours d'environ 600 milliards. A un tel rythme, et compte tenu de l'augmentation des besoins de financement, le système atteindra ses limites en 1994. Il faudrait alors, si la baisse des taux n'est pas suffisante pour redonner de la compétitivité au livret A par rapport aux SICAV monétaires, que les pouvoirs publics augmentent la rémunération du livret décollecté. Jusqu'à aujourd'hui, la Caisse des dépôts a dérogé des ressources supplémentaires, de l'ordre de 15 milliards l'an dernier, en procédant à des opérations de titrisation de créances réalisées par la Caisse autonome de refinancement (CAR), la filiale spécialisée de la CDC.

Un rapport au ministre des transports

Le système de réservation Socrate de la SNCF ne sera pas remis en cause, mais amélioré

A l'approche de l'été et des grandes vacances, tous les yeux sont braqués sur la SNCF et sur les performances de Socrate, son système informatisé de billetterie et de réservation mis en place au début de l'année, qui suscite beaucoup de remous chez les usagers. Demandé il y a un mois par Bernard Bosson, ministre des transports, le rapport sur « les conditions de fonctionnement du système de commercialisation des prestations voyageurs de la SNCF dit Socrate » a été remis jeudi 17 juin. Les dysfonctionnements exposés sont ceux dont « la presse s'est fait largement l'écho », souligne le rapport.

En premier lieu, la mise en place de Socrate a entraîné « une perte de confiance des usagers envers un service public administré et respecté ». « Temps d'attente,

arrêt du système, billet avec prix global, changement de prix dont les origines nombreuses et diverses sont inconnues du public », telles sont les raisons du mécontentement des usagers. Mais Socrate a aussi connu des succès informatiques. La réunion d'un système informatique des trois sous-systèmes indépendants — horaires, infrastructure et de taxation — qui existait avant s'est révélée une tâche plus ardue que prévu.

Dernière ombre au tableau eût été 1,3 milliard de francs à la compagnie aérienne Air France. Socrate a généré depuis sa mise en service des pertes chiffrées à 15 millions de francs par la direction des lignes de la SNCF. Pour Louis Moissonnier, auteur du rapport, ce montant « semble une borne inférieure, et il n'a pas été possible

au cours de l'enquête de se faire une idée plus précise ».

Mais il n'est pas question pour la SNCF de rebrousse-poil. D'abord, le rapport note que « le nombre d'anomalies supprimées chaque mois est supérieur au nombre de nouvelles signalements ». Ensuite, la SNCF doit « poursuivre sur les deux grands axes, amorcer d'une politique d'optimisation commerciale et de gestion des prestations par le système Socrate ». Bernard Bosson a invité l'entreprise nationale à trouver au plus vite les remèdes aux anomalies techniques. Il lui a demandé aussi de créer un comité de suivi du système Socrate, réunissant des membres de la SNCF et des représentants des usagers.

ALAIN BEUVE-MÉRY

L'Allemand Gehe seul en course

Fin de la bataille boursière autour de l'Office commercial pharmaceutique

« Les OPA, c'est bien gentil, mais, dans ce genre de sport, il faut savoir se fixer des limites ». Fort de ce principe et ayant décidé de ne pas dépasser la barre des 1 000 francs par action pour acquérir l'Office commercial pharmaceutique (OCP), la Coopérative pharmaceutique française (Cooper) et son allié américain Bergen-Brunswig ont préféré jeter l'éponge. La bataille boursière qui opposait depuis quatre mois à l'Allemand Gehe pour prendre le contrôle du premier répartiteur français de médicaments s'est achevée vendredi 18 juin dans la soirée. La contre-offensive pour constituer un tour de table à dominante nationale lancée par le principal actionnaire Pierre Bourrelly, devenu entre-temps président de l'OCP, a donc échoué faute de moyens.

« On a réfléchi longuement avant de prendre cette décision », reconnaît l'un des banquiers-conseils du clan franco-allemand mais deux arguments ont prévalu. Le premier est bien entendu le niveau élevé de la dernière proposition allemande, 985 francs par action, soit 16,8 % de plus que celle déposée par la Cooper et Bergen-Brunswig.

(le Monde du 9 juin). Cette offre, en valorisant l'OCP à 2,6 milliards de francs, dissuadait toute réplique. Obligé de mettre la barre encore plus haut aux alentours de 1 100 francs pour éviter le risque d'une riposte de Gehe, elle fragilisait la situation financière des acquéreurs ou les obligeait à s'endetter fortement.

A cela s'ajoute l'incertitude liée à l'évolution des politiques de santé en Europe, mais surtout en France. Celles-ci pourraient limiter soit les prix, soit le nombre de médicaments pouvant être fabriqués en France. Comme en Italie ou en Allemagne une chute des ventes et donc un tassement de l'activité et de la rentabilité de l'OCP. « Pour les perdants, ce 18 juin s'apparente plus à un appel de la raison qu'à un Watergate », estimait un proche du dossier. Gehe a désormais la voie libre, à moins que d'ici au 2 juillet, terme de son OPA, un autre groupe ou Bergen-Brunswig seul ne décide de le contourner. Pour l'heure, cette éventualité est jugée improbable.

DOMINIQUE GALLOIS

Aux États-Unis

La commission des finances du Sénat approuve le programme budgétaire du président Clinton

NEW-YORK

de notre correspondant

Au lendemain d'une conférence de presse au cours de laquelle Bill Clinton, tableau noir à l'appui, s'est livré à une longue explication chiffrée sur la meilleure façon de réduire le déficit de l'État fédéral, les onze parlementaires démocrates de la commission des finances du Sénat (où siègent neuf opposants républicains) ont voté en bloc, le 18 juin, le programme budgétaire que le président américain entend appliquer jusqu'à la fin de son mandat.

Ce texte, qui a déjà été approuvé au mois de mai par la Chambre des représentants, va être maintenant soumis à l'ensemble du Sénat, lequel devrait commencer l'examen le 23 juin. M. Clinton a ainsi marqué un point important face à l'opposition républicaine au Congrès qui se gaussait des divisions au sein de la majorité présidentielle mais aussi devant l'opinion publique et des marchés financiers qui s'interrogeaient sur la capacité réelle du président américain d'obtenir des parlementaires la réduction de moitié du déficit budgétaire en cinq ans — à hauteur de quelque 500 milliards de dollars (1) — qu'il avait promise aux électeurs.

Mais pour parvenir à ce résultat le locataire de la Maison Blanche a accepté un compromis qui, sur deux points importants notamment — la taxe sur l'énergie et le montant des réductions de dépenses —, modifie sensiblement le projet initial.

Au lieu de la taxe « élargie » sur l'énergie, initialement voulue par le président et qui aurait consisté à taxer toutes les formes d'émission d'énergie, les sénateurs de la com-

mission des finances ont finalement adopté le principe d'une taxe dite « sur les transports » et limitée aux seuls carburants (essence, fuel) de 4,3 cents par gallon de 3,8 litres.

Cette taxe fera rentrer 25 milliards de dollars dans les caisses de l'État au lieu des 72 milliards escomptés au titre de la taxe « élargie » sur l'énergie. Pour compenser ce manque à gagner, les sénateurs ont choisi de tailler à nouveau dans les programmes de Medicare (couverture sociale réservée aux retraités) et Medicaid (destinée aux personnes disposant de ressources insuffisantes). Ces programmes devront être amputés en total de 19 milliards de dollars supplémentaires par rapport aux 75 milliards de coupes initialement prévus.

Les grands principes sauvegardés

Ces ajustements, significatifs, feront l'objet de nouveaux marchandages, non pas tant lorsque le texte sera examiné en séance plénière au Sénat qu'à l'occasion de la procédure ultime de l'approbation budgétaire, la « conférence » Sénat-Chambre des représentants qui se tiendra cet été. Il reste que les grands principes du « plan Clinton » ont été sauvegardés. Au cours des quatre prochains exercices budgétaires, le déficit de l'État fédéral devrait être diminué de 308 milliards de dollars, à hauteur de 260 milliards sous forme de réductions de dépenses et pour 248 milliards grâce à une aggravation de la pression fiscale qui frappera surtout les hauts revenus.

SERGE MARTI

(1) 1 dollar vaut 5,65 francs.

Après les déclarations de M. Longuet

Bruxelles rejette les attaques françaises sur le textile

La Commission européenne a qualifié, vendredi 18 juin, de « néfastes » les accusations portées la veille, au Sénat, par le ministre français de l'Industrie et du Commerce extérieur, Gérard Longuet. Le ministre avait violemment dénoncé les « dysfonctionnements » de la Communauté et jugé Bruxelles incapable de protéger le textile européen faute, tout simplement, de données statistiques (le Monde du 19 juin).

Piquée au vif, la Commission a souligné que la qualité de la collecte, par Bruxelles, de statistiques sur les fraudes ou sur les quotas dépendait largement des données fournies par les États membres. « La France est l'un des pays qui traitent le plus »

pour donner des chiffres, a-t-il dit, accusant la France de n'avoir communiqué ses chiffres sur les fraudes que pour le mois de janvier, quand le Royaume-Uni, par exemple, l'aurait déjà fait pour le mois de mai.

La France d'aurait, en outre, toujours pas fourni à la Commission le nombre des licences d'importation de produits textiles pour l'année 1992. Faux, estime-t-on à Paris, où l'on assure que la France a donné « en temps et en heure » les statistiques d'importations mensuelles à la Commission européenne. En revanche, ajoute-t-on, « au 18 juin, aucun chiffre du commerce extérieur européen n'est disponible ».

EN BREF

Les créations d'entreprises ont légèrement baissé en mai. Le nombre de créations d'entreprises enregistrées en mai a légèrement baissé par rapport à avril, mais ne remet pas en cause l'amélioration constatée depuis le début de l'année 1993, selon les statistiques publiées vendredi 18 juin par l'INSEE. En données corrigées des variations saisonnières, il y a eu 22 450 créations en mai 1993, contre 23 150 en avril. L'amélioration constatée depuis début 1993 concerne principalement les créations nouvelles et les réactivations (reprises d'activités). Elle est soutenue par les secteurs des services aux ménages et du commerce. En revanche, les secteurs de l'industrie et de la construction restent à un niveau faible.

Michael Bruno est nommé principal économiste de la Banque mondiale. — Michael Bruno, célèbre pour avoir combattu l'hyperinflation en Israël lorsqu'il était gouverneur de la banque centrale du pays, a été nommé jeudi 17 juin principal économiste de la Banque mondiale. Il remplace à ce poste Lawrence Summers, aujourd'hui secrétaire adjoint au Trésor américain, chargé des questions internationales. Né en Allemagne en 1932, diplômé de l'université américaine Stanford, M. Bruno a effectué une grande partie de sa carrière à la banque centrale et au gouvernement d'Israël. Au début de l'année, M. Bruno avait été pressenti pour devenir l'économiste en chef de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD).

حکومت الرشید

LE RAPPORT RAYNAUD SUR LA SITUATION DE LA FRANCE

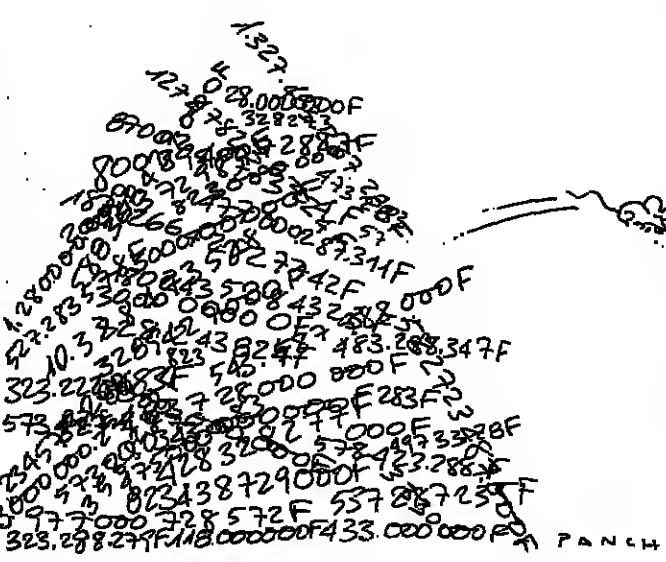
Un constat sans cause

Jean Raynaud a remis, vendredi 18 juin, au premier ministre le rapport de la commission d'évaluation de la situation sociale, économique et financière de la France qu'Edouard Balladur avait créée dès son arrivée à l'hôtel Matignon. Un premier rapport d'étape avait été publié le 6 mai (*le Monde* du 8 mai), mais il n'était qu'une analyse des déficits publics. Le texte définitif, s'il reprend cet élément, est plus vaste, même s'il est très loin de couvrir la totalité du champ d'intervention des pouvoirs publics.

Les conclusions de la commission Raynaud se présentent sous la forme d'un « Rapport de synthèse » suivi de « Rapports particuliers ». Le tome I de ces « Rapports particuliers » porte sur les aspects économiques et sociaux. Le tome II est consacré à quatre thèmes : « Les performances du système d'éducation », « La justice », « La sécurité intérieure » et « La défense ». A propos de ces quatre secteurs, le « Rapport de synthèse » note qu'ils ont en commun de souffrir de « graves problèmes de recrutement ». Les travaux de la commission Raynaud seront publiés à la Documentation française.

Les mêmes causes produisent les mêmes effets. Arrivant au pouvoir en mai 1981, la gauche avait voulu faire dresser « le bilan » des gouvernements de droite qui l'avaient précédée au pouvoir. La commission constituée par Pierre Mauroy, alors premier ministre, réunissait, sous la présidence de François Bloch-Lainé, des personnalités provenant pour l'essentiel des milieux universitaires. Elle avait finalement porté un jugement aussi prudent que contrasté sur la situation de la France, qui n'avait pas permis aux socialistes d'accroître leurs prévisions de leur avoir laissé un pays dans un état catastrophique.

M. Balladur a voulu faire de même, en créant, dès son arrivée à l'hôtel Matignon, une commission comprenant, outre M. Raynaud, ancien procureur général près la Cour des comptes et ami personnel du premier ministre, douze membres, pour la plupart hauts fonctionnaires, plutôt marqués à droite (*le Monde* du 11-12 avril), et dont un des deux rapporteurs généraux était Pierre-André Duhamel, un administrateur civil proche collaborateur de Jacques Chirac. Il n'a pas davantage obtenu gain de cause. Instruit par l'expérience, il est



voulé, le premier ministre avait expliqué, dans son discours de politique générale à l'Assemblée nationale, le 8 avril, qu'il ne s'agissait pas, « comme d'habitude », de faire un bilan des arguments de la gauche, mais de faire un bilan des arguments de la droite. Mais le pré-rapport sur les déficits lui permettrait de faire

porter à la gestion socialiste la responsabilité de la déviation du collectif budgétaire. Qu'il s'agisse de rendre public. Le suicide de Pierre Bérégovoy l'avait empêché d'usurper de cet argument, d'autant que l'analyse de la commission montrait que, si l'endettement de l'Etat était considérablement accru ces deux dernières

années, l'évaluation économique en était plus responsable que les choix des gouvernements d'alors (*le Monde* du 8 mai).

Le verre à moitié plein ou à moitié vide ?

Le rapport définitif ne lui sera pas plus utile pour faire porter à ses prédécesseurs la responsabilité de sa tâche. En entendant M. Raynaud expliquer le contenu de son rapport, au cours d'une conférence de presse vendredi 18 juin, on avait l'impression d'écouter la présentation d'un bilan « globalement positif ». Lui-même parlait d'un verre qui « les optimistes voient à moitié plein et les pessimistes à moitié vide ». En effet, sur la plupart des dossiers évoqués, il constatait que la situation de la France avait évolué comme la moyenne des pays de la Communauté européenne, et se retrouvait ainsi dans un état comparable à ceux de ses principaux concurrents, avec, bien entendu, des points positifs et des points négatifs. Ainsi, si, depuis douze ans, les entreprises françaises ont sensiblement amélioré leur compétitivité, elles ont créé bien moins d'emplois que celles des pays voisins.

remette bien des idées en place, ainsi sur l'évolution de la criminalité ou de l'immigration ; il offre aussi un bilan chiffré et précis de l'effet des politiques conduites par les socialistes, puisque le point de départ de la plupart des comparaisons a été fixé à 1980, ce qui dénote, quoi qu'en disent les membres de la commission, un choix politique ; mais il est, malheureusement, purement comptable. Etranglement prudents, les hauts fonctionnaires qui l'ont rédigé n'ont voulu établir qu'un « constat », se refusant à tout analyse des causes des évolutions qu'ils décrivent. Cela permet à peine d'établir un diagnostic et certainement pas l'ordonnance capable de guérir les maux dont souffre la France.

Ecrit dans le style rébarbatif des vieux rapports administratifs, nourri de tableaux, envahi par les chiffres, le rapport ne dégageait aucune synthèse, il n'est d'accès facile que pour les spécialistes qui trouveront dans un document unique des chiffres habituellement disséminés. Mais il ne permettra certainement pas au citoyen de se faire une idée claire de la situation de son pays.

THIERRY BRÉHIER

La France a créé moins d'emplois que ses principaux partenaires

La croissance économique a été en France au cours des douze dernières années de 2,2 % par an en moyenne, soit exactement la performance d'ensemble des pays de la CEE. La France a fait mieux que le Royaume-Uni (+ 1,9 %), l'Allemagne (2,1 %) et les Etats-Unis (+ 2 %) mais nettement moins bien que le Japon (+ 4,1 %) par an en moyenne.

Analysant les conditions de la croissance économique, le rapport note que « l'un des traits marquants des dix dernières années est le niveau élevé des taux d'intérêt et notamment des taux réels (...). Dans les années 70, ces derniers ont souvent été faibles, voire négatifs, essentiellement en raison du taux d'inflation élevé qui a connu l'économie française durant cette période. Cela avait pour effet d'alléger les dettes (...). La hausse des taux d'intérêt réels a (...) influencé le comportement d'investissement productif des entreprises. A la hausse du coût du capital s'ajoute depuis 1988 une réticence des entreprises à recourir à l'endettement ».

Abordant le chapitre du chômage, le rapport note que la quasi-stagnation de l'emploi total constatée entre 1980 et 1992 masque en réalité de fortes variations. De 1980 à 1984, le nombre des emplois est réduit de 370 000 (alors que le nombre des emplois est augmenté de 370 000 en 1985 à 1987, l'emploi s'est stabilisé grâce notamment aux TUC et aux stages ; de 1987 à 1990, la croissance économique permet la création de 977 000 emplois ; à partir de l'automne 1990, la croissance de l'emploi s'est interrompue : - 72 600 en 1991 - 100 000 en 1992. D'une façon générale, note le rapport, « entre 1986 et 1990, l'économie française a créé moins d'emplois, en termes relatifs, que ses principaux partenaires ».

Recul de l'industrie

La proportion des étrangers dans l'emploi total ne s'est guère modifiée durant les dix dernières années : la population active étrangère occupée est passée de 1,34 million en 1982 à 1,29 million en 1990.

Abordant les structures de production, le rapport note qu'en 1990 les concours publics à l'ensemble agro-alimentaire se sont élevés à 135 milliards de francs, dont 54 milliards de francs à l'agriculture productive. « Les transferts des contribuables à l'agriculture, par habitant, sont inférieurs dans la Communauté européenne (119 dollars) à ce qu'ils sont en moyenne aux Etats-Unis (237 dollars). Rapports au nombre d'hectares, les transferts, ces transferts sont plus élevés dans la CEE (218 dollars) qu'aux Etats-Unis (84 dollars). »

Avec 1 264 000 actifs, soit 27 % de moins qu'en 1982, la population agricole ne représente plus que 5 % de la population active totale. Le

nombre des exploitations diminue également : 937 000 en 1990 contre 1 263 000 en 1979. De ce fait, la surface moyenne par exploitation est passée de 31,8 hectares en 1979 à 43,6 hectares en 1990. Sur le plan social, les cotisations et taxes payées par les agriculteurs ne couvrent que 24 % des prestations totales versées.

Le poids de l'industrie française dans l'économie s'est réduit entre 1980 et 1992, sa part dans la valeur ajoutée étant passée de 25,1 points de PIB à 21,7 points entre 1980 et 1990. La part de l'emploi industriel dans l'emploi total a régressé de 18 %, baisse concentrée sur les grandes entreprises, qui ont perdu sur la période 20 % de leurs emplois.

Cette évolution se traduit par une croissance de la production industrielle plus faible en France que chez ses principaux partenaires : + 12 % entre 1980 et 1992 contre + 27 % en Allemagne, + 28 % aux Etats-Unis, + 51 % au Japon. « Au rang des nouvelles forces de l'industrie française, on peut citer son internationalisation, la mise en place d'un environnement fiscal favorable et l'amélioration des structures financières des entreprises (...). Un certain nombre de faiblesses demeurent qui handicaptent le développement de l'industrie française. Elles concernent principalement la taille des entreprises, ainsi que les efforts en matière de recherche et développement et d'investissement matériel (...). La France souffre d'un manque d'entreprises intermédiaires entre 100 et 2 000 salariés. »

S'agissant des PMI, le rapport note que leur poids est en constante augmentation : en 1991, elles représentaient 55 % de l'emploi industriel et 42 % du chiffre d'affaires total hors taxes de l'industrie. « Les PMI rencontrent dans leur développement des charges financières particulièrement élevées. Leurs fonds propres étant insuffisants, les PMI sont contraintes de faire plus largement appel à l'endettement, à des coûts plus élevés. » Enfin, la France accorde moins de subventions et de réductions d'impôts, mais plus de bonifications d'intérêts et de garanties. Les aides publiques sont principalement axées sur les exportations, les aides au développement régional

étant beaucoup plus faibles qu'en Allemagne.

Quant aux entreprises publiques, leur situation financière reste fragile. « Le poids de l'endettement et des charges financières n'a pas permis, au cours des années de forte croissance (1988-1990), d'assurer en profondeur la structure de leurs bilans. L'évolution des ratios rapportant l'endettement financier net aux fonds propres traduit la détérioration de la situation. »

Le poids des dépenses de protection sociale

Abordant la situation sociale, le rapport note tout d'abord que les dépenses de protection sociale ont en moyenne annuelle progressé de 3,3 % en volume de 1981 à 1990. Ces dépenses pèsent de plus en plus lourd dans la production nationale et sont passées de 25,4 % du PIB en 1980 à 28 % en 1989, la France étant en Europe l'un des pays où ce pourcentage est le plus élevé. La croissance des seules dépenses de santé en France est incompatible avec celle de l'évolution des recettes et « devient une priorité de fait qui n'est pas maîtrisée et ne donne lieu à aucune délibération au Parlement, ceci se faisant au détriment d'autres fonctions ».

Au chapitre du logement, le rapport souligne que le parc social de HLM « ne répond plus qu'imparfaitement aux besoins des personnes à faibles revenus » : vieillissement de la population, manque de mobilité, hausse des loyers. Traitant de l'immigration, le rapport note que le nombre d'étrangers présents en France est passé de 1 521 000 en 1982 à 1 596 000 en 1990. La part des étrangers dans la population totale, qui représentait 6,4 % au dernier recensement, diminue depuis 1975, ce qui place la France dans une situation intermédiaire au niveau européen 3,3 % au Royaume-Uni, 4,6 % aux Pays-Bas, 8,2 % en Allemagne. Quant au nombre de Français « par acquisition de nationalité », il n'a jamais été aussi élevé. En 1991, 112 500 étrangers ont acquis la nationalité française. Le droit de la nationalité est le plus ouvert de ceux des pays européens.

A. V.

ÉDUCATION : l'orientation mal maîtrisée

L'ouverture des portes du lycée (51 % d'une génération obtenant le baccalauréat en 1992 contre 26 % en 1980) et de l'université (50 % d'étudiants de plus en dix ans) s'est accompagnée de distorsions : telle est la principale observation du rapport à propos de l'éducation.

La croissance de l'enseignement général par rapport aux filières professionnelles et à l'apprentissage, démontre que « l'orientation des élèves entre les différents voles de formation n'est pas maîtrisée » et débouche, pour les jeunes, sur des difficultés d'insertion professionnelle

et sociale. Curieusement, toutefois, le rapport estime que « l'évolution globale du niveau d'études ne réduit pas significativement le taux de sorties dites sans qualification », alors que les chiffres cités sont clairs : 87 900 sorties sans qualification en 1991 contre 131 800 en 1980.

Ces « distorsions » marquées, également, aux yeux de la commission, l'évolution de l'enseignement supérieur. Le « déséquilibre structurel » entre les formations longues à vocation académique - ouvertes à tous - et les formations courtes à vocation professionnelle - plus sélectives -

provoque des taux d'échecs élevés en premier cycle et des difficultés d'insertion. Même aux niveaux de diplôme les plus élevés (à partir de la licence), le rapport estime, sans sourcilier, que « seulement 80 % des formations universitaires générales représentent une formation utile sur le marché du travail », pointant, notamment, des diplômés comme les licences de psychologie ou de sociologie, qui « ne sont pas en relation directe avec les besoins constatés sur le marché du travail ». Avis aux amateurs.

G. C.

JUSTICE : redéfinir la place du juge

Le rapport Raynaud met en lumière l'un des traits les plus marquants de la justice : l'augmentation continue du contentieux. En matière civile, le nombre d'affaires nouvelles a augmenté de plus de 40 % en dix ans tandis que les juridictions administratives se sont progressivement transformées en « juridictions de masse ». Si la justice pénale a pu éviter une telle évolution - le nombre de jugements a baissé de 25 % de 1986 à 1991 - c'est en dépit d'un certain nombre d'infractions et en classant plus souvent sans suite les plaintes parvenues au parquet.

Pour faire face, les crédits budgétaires accordés à la justice ont pro-

gressé de 74,4 % en francs constants entre 1981 et 1991. Effort exceptionnel mais cependant insuffisant : le nombre de magistrats des juridictions civiles et pénales a progressé de 7,7 % et celui des fonctionnaires de 1,1 % alors que le nombre d'affaires nouvelles progressait de plus de 40 %. La situation des greffes est préoccupante : malgré les 575 emplois créés depuis 1990, les vacances d'emplois restent « un véritable problème dans un corps qui demeure peu attractif compte tenu du faible niveau des rémunérations ». La justice administrative n'est guère mieux lotie : ses effectifs ont progressé de 20 % et le contentieux de

de 40 %. La situation de l'administration pénitentiaire n'est guère plus enviable malgré la construction de 13 000 nouvelles places de prison et la création de 2 400 emplois de surveillants.

La commission met en lumière les difficultés du corps judiciaire, soulignant notamment le manque de perspectives de carrière, ainsi que le sentiment de dépréciation lié à la rétrogradation protocolaire de la magistrature depuis le décret de 1989 qui place le président du tribunal et le procureur derrière l'ensemble du corps préfectoral.

A. C.

SÉCURITÉ INTÉRIÈRE : manque d'efficacité

La commission considère que le bilan de la sécurité intérieure est « loin d'être satisfaisant » pour la décennie écoulée. Sur la période observée, de 1980 à 1992, le total des crimes et délits est ainsi passé de 2,345 millions à 3,812 millions (+ 62,6 %). La hausse n'a cependant pas été continue. Trois phases se sont succédées : une « accélération sensible » (+ 12,6 % par an) de 1980 à 1982 ; un « ralentissement » en 1983 et 1984 (+ 4,5 % par an), suivi d'une « nette réduction » (- 2,7 % par an) entre 1985 et 1988 ; enfin, une « forte progression » (+ 6,66 % par an) de 1989 à 1992.

La délinquance a profondément « changé de nature » depuis 1980. Les atteintes aux biens ont pris le pas sur les violences contre les personnes, avec une « véritable explosion » des vols (68 % des faits constatés en 1992). Enfin, le « développement inexorable, à partir des années 68/70, des infractions liées à la drogue » est remarquable (67 000 cas de trafic de stupéfiants et de toxicomanie constatés en 1992, au lieu de 13 600 en 1980).

S'appuyant sur l'exemple de la sécurité routière, où le bilan a été « globalement positif » grâce à une politique constituant un « bon exemple d'une stratégie globale, interministérielle et pluridisciplinaire », la commission souhaite qu'une véritable « politique de sécurité » soit mise en œuvre dans l'Hexagone. Aussi un coup de chapeau est-il adressé aux

politiques de prévention qui ont permis de faire travailler en commun les divers acteurs locaux du champ social. A l'inverse, le manque d'efficacité des forces de police » est souligné par la commission. Les crédits accordés aux forces de sécurité (police, gendarmerie, sécurité civile) ont progressé globalement au même rythme que le budget de l'Etat, tandis que l'accroissement des effectifs de policiers et de gendarmes (+ 16,21 % de 1980 à 1993) s'est poursuivi. « Aussi la question qui se pose désormais est-elle davantage celle de l'efficacité des forces de police et de gendarmerie que celle du renforcement de leurs moyens », estime le rapport.

E. In.

DÉFENSE : pour une vraie programmation

Le rapport Raynaud considère que « le concept même de défense nationale doit être redéfini du fait des accords sur la construction européenne ». Il préconise de maintenir « un niveau d'armement nucléaire suffisant » et, du côté des forces classiques, « une capacité d'action lointaine ». Il constate, d'autre part, « un défaut de cohérence entre les logiques diplomatique, militaire, industrielle et financière », qui est « le point faible de notre politique de défense ». Il conclut que « seule une programmation à la fois rigoureuse et, en partie, évolutive peut assurer la cohérence entre nos besoins et nos moyens ». C'est pourquoi, le rapport Ray-

naud suggère que la programmation militaire - dont les versions antérieures ne couvraient que les crédits d'équipement - « doit couvrir aussi les frais de fonctionnement de nos armées et ne pas être remise en cause sans une nouvelle définition des objectifs ».

A propos de l'équipement des armées, le rapport Raynaud considère que la suppression ou l'attribution des programmes aboutit à une augmentation des intérêts moratoires, des débits et autres pénalités versés par l'Etat aux industriels. Il recense quelques exemples de ces surcoûts. L'allongement de trente mois de la construction du porte-

avions nucléaire a engendré un surcoût de 440 millions de francs. Le changement de cadence de livraison de l'avion de patrouille maritime Atlantique-2 (3 avions par an au lieu de 5,5) et sa limitation à 28 avions ont majoré le coût moyen de chaque avion livré à 60,7 millions de francs (soit 1,7 milliard de francs au total pour l'ensemble du programme). L'étalement de la construction des sous-marins nucléaires de nouvelle génération, décidée à la fin 1991, en a accru le coût de 1 382 millions de francs, et celui de la livraison des Mirage 2000 D entraîne un surcoût de 1 261 millions de francs.

Hors série

les grands entretiens du Monde

Tome 1
38 francs

en vente chez votre marchand de journaux

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 14 AU 18 JUIN 1993

PARIS

Des raisons d'hésiter

INDICE CAC 40

-0,52%

L'embellie qu'avait connue le marché parisien au cours de la semaine précédente a été de courte durée. Témoin, la faible cote affichée par les valeurs françaises sur la période écoulée : si celles-ci ont en moyenne réussi à se maintenir à 1 900 points, l'indice CAC 40 n'en a pas moins perdu 0,52 % en cinq séances.

La première séance de la semaine fut placée sous le signe de l'effacement. Malgré un nouvel effort de la Banque de France, qui déversait une fois encore le toyer de l'argent d'un quart de point, le marché fit grise mine. Les anticipations de baisse de taux, qui avaient été l'un des moteurs de la hausse la semaine précédente, ne jouèrent plus, en raison du phénomène du « fait accompli ». Au terme d'une séance irrégulière les valeurs abondamment gagnèrent 0,19 %. Le lendemain, la baisse se fit plus sensible. Le marché, préoccupé par la dégradation de la situation économique, plongea une nouvelle fois : en clôture, les pertes de l'indice CAC 40 avoisinaient 1 % et l'indice repassa sous les 1 900 points.

La reprise n'interviendra que mercredi. De nouvelles anticipations de baisse des taux à la veille du conseil bimensuel de la Bundesbank dopèrent la MATIF, qui entraîna dans son sillage le marché des actions. L'indice CAC gagnait

1,1 % au terme des transactions. Jeudi, la déception causée par l'impossibilité de la Buba sur la politique monétaire entraîna une correction sur les marchés d'actions et de taux et fit perdre aux valeurs françaises la quasi-totalité des gains acquis la veille (-0,56 %).

La dernière séance de la période fut orientée à la hausse, à l'exception d'un petit moment de faiblesse, aux alentours de 16 heures, où le principal indicateur repassa sous les 1 900 points pour finalement s'établir en clôture en progression minime de 0,53 % à 1 910,29 points.

A la courte période d'optimisme raisonné a donc succédé à nouveau un pessimisme prononcé. Il est vrai que les prévisions économiques ne laissent dans l'immédiat que peu de raisons d'espérer un retour à des temps meilleurs.

Nouvelles révisions à la baisse

Dès le début de la semaine, les déclarations du ministre de l'économie Edmond Alphandéry créèrent le choc : sur la base des chiffres donnés par le ministre de l'économie, il fallait se rendre à l'évidence : la pays traverse bien la pire récession qu'il ait connue depuis la fin de la seconde guerre mondiale. La révision à la baisse des prévisions du gouvernement pour 1993 - une chute du PIB marchand de 0,6 % contre une baisse de 0,4 % retenue au mois de mai - et l'anticipation d'un redémarrage au début de 1994 qui

porta l'hypothèse de croissance à 1,4 % ont plus sensibilisé les boursiers que la détente des taux intervenue le même jour. Du côté des valeurs, Associés en finance, regroupant seize bureaux d'étude de sociétés de Bourse ou banques, a également révisé cette semaine dans la révision à la baisse. Pour l'année en cours, calculées sur un échantillon de 140 valeurs, les prévisions de bénéfices par action (BPA) des sociétés ont été diminuées de 8,8 % selon les analystes, soit une très forte amplitude en un seul mois. Depuis octobre 1992, date à laquelle les analystes ont fourni pour la première fois leurs estimations pour 1993, ces mêmes bénéfices par actions ont été réduits de 36 %. La croissance moyenne des résultats pour 1993 par rapport à 1992 n'est plus que de 10,5 % en moyenne pour l'échantillon des 140 sociétés étudiées.

Le phénomène est encore plus marqué pour les valeurs du CAC 40 puisque la croissance des BPA 1992/1993 passe de 7,5 % en mai à 3 % seulement ce mois-ci. En deux mois, ce paramètre a ainsi perdu plus de 10 points, en grande partie en raison des corrections drastiques affectant le secteur de l'automobile (Peugeot et Michelin).

Ces médiocres prévisions n'ont pas empêché, cette semaine, la cote parisienne d'accueillir une nouvelle valeur : le groupe textile Naf-Naf. Après celle du groupe de luxe Hermès il y a une quinzaine de jours, l'introduction sur le second

marché de la Bourse de Paris de Naf-Naf est restée, la demande de titres ayant été 25 fois supérieure à l'offre, mercredi 16 juin, pour le premier jour de cotation. Mis en vente à 250 francs l'action, le titre Naf-Naf a été coté 282,50 francs. Seulement 4 % des demandes, qui portaient sur 6,1 millions de titres, ont pu être servies à ce cours.

D'autre part, en revanche, ont au moins de chance. C'est le cas notamment de SCOA et d'Ingenico, qui n'ont cessé d'abandonner des fractions tout au long des séances. Selon les intermédiaires, la décision du Conseil des Bourses de valeurs, qui a demandé un relèvement du seuil de couverture pour les achats à terme sur ces deux titres, les a fortement pénalisés.

Dernière valeur sous le feu de l'actualité, le Crédit local de France, dont l'OPV (offre publique de vente) a débuté vendredi 18 juin et devrait durer jusqu'au mercredi 23 juin. Au prix de 386 francs et compte tenu du cours de clôture de vendredi (407 francs), le bonus offert aux investisseurs est de l'ordre de 5 %. L'opération a été divisée en deux tranches : une tranche internationale portant sur 4,4 millions de titres et une tranche domestique portant sur 6,5 millions d'actions. D'après les premiers éléments disponibles vendredi soir, la tranche internationale aurait été souscrite 3 fois et la tranche domestique aurait reçu un accueil « chaleureux ». De quoi rendre encore un peu plus souriant le président Richard...

FRANÇOIS BOSTNAVARON

NEW-YORK

Semaine d'attente

INDEX DOW JONES

-0,29%

Les échanges à Wall Street ont été dominés cette semaine par l'attente, mardi, de l'indice des prix de détail américains et l'expiration trimestrielle vendredi d'options et de contrats, cette dernière effaçant les maigres gains amassés en début d'activité hebdomadaire. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a débuté vendredi à 3 494,77 points, en baisse de 10,24 points (0,29 %) par rapport à la semaine dernière.

La semaine avait débuté en hausse, Wall Street étant toujours soutenu par la publication, vendredi 11 juin, de l'indice des prix de gros, qui a calmé les craintes de relance de l'inflation aux Etats-Unis. Cette tendance a été confirmée par l'indice des prix de détail mardi 15 juin, mais ce chiffre a été largement ignoré par les spéculateurs, qui ont reporté leur attention sur la fermeté de la reprise économique américaine.

« Ce qui préoccupe le marché maintenant, c'est l'incertitude sur la fermeté réelle de l'économie », souligne James Solloway, directeur de recherche chez Argus Research. « On a encore assez de secteurs faibles pour que les investisseurs se posent des questions sur l'évolution

des résultats des entreprises », a-t-il ajouté. Malgré l'hésitation des investisseurs, certains experts continuent à tabler sur une reprise de Wall Street. « Avec tout l'argent disponible pour des investissements, et avec les taux d'intérêt bas, il y a encore la possibilité que le marché progresse », estime John Shaughnessy, directeur de recherche chez Advent Inc, qui n'écarter pas une hausse du Dow Jones au niveau de 3 700 points d'ici la fin de l'année. L'indice Dow Jones du 18 juin : 3 494,77 (c. 3 505,01).

	Cours 11 juin	Cours 18 juin
Alcoa	87 3/8	87 1/2
AT&T	32 3/4	32 3/4
Boeing	32 1/2	32 3/4
Chase Man. Bank	29 1/2	29 1/2
De Post de New York	01 1/8	01 1/8
Eastman Kodak	01 1/8	01 1/8
Exxon	69 1/8	69 3/4
General Electric	34 1/4	34 1/4
General Motors	41 3/4	41 3/4
Goodyear	39 1/4	39 1/4
IBM	52 1/2	52 1/2
ITT	81 1/2	81 1/2
Johnson & Johnson	71 1/4	71 1/4
Pfizer	70 3/8	72 1/4
Schott	84 3/4	84 3/4
Texas Instruments	69 1/8	69 1/8
U.S. Steel	123 3/8	122 5/8
Union Carbide	133 3/4	133 3/4
United Tech.	52 1/2	52 1/2
Westinghouse	10 1/8	10 1/8
Xerox Corp.	76 1/2	77 1/4

TOKYO

Pesanteur politique

INDEX NIKKEI

-3,4%

Les valeurs ont perdu du terrain à la Bourse de Tokyo au cours d'une semaine marquée par l'incertitude politique en Japon. L'indice Nikkei a perdu 3,4 % au terme des cinq séances, après avoir déjà perdu 1,83 % la semaine précédente. Le volume d'affaires quotidien s'est établi en moyenne à 314 millions d'actions par jour, en dessous du volume de 408 millions, constaté aux premiers jours de juin. Après avoir débuté à 20 450,46 points lundi, le Nikkei a baissé jusqu'à mercredi. Malgré un sursaut jeudi, l'indice a repris sa baisse le vendredi, passant pour la première fois depuis la fin avril sous le plancher des 20 000 points.

Selon les courtiers, les opérateurs sont restés dans l'expectative toute la semaine, observant les conflits provoqués au Parlement par la perspective du dépôt d'une motion de censure par l'opposition à l'égard du premier ministre Kiichi Miyazawa, accusé de ne pas avoir

entrepris les réformes politiques promises. Ces réformes devaient notamment permettre d'éliminer la pratique du pot-de-vin, bien ancrée dans les habitudes du monde politique japonais. La chambre basse s'est finie par voter vendredi en faveur de la censure par 255 voix contre 220. Selon les intervenants, les soubresauts politiques pourraient finir par gêner la reprise économique japonaise, un constat toutefois contesté par Hajime Funada, directeur de l'Agence de planification économique japonaise, qui estime qu'ils s'en sont pas suffisants pour influencer la croissance du pays.

Indice du 18 juin : Nikkei 19 804,54 (c. 20 500,95); Topix, 1 587,32 (c. 1 661,04).

	Cours 11 juin	Cours 18 juin
Allgemein	1 350	1 330
Bridgestone	1 340	1 320
Fuji Bank	1 350	1 330
Fuji Bank	2 310	2 230
Honda Motor	1 350	1 370
Mitsubishi Electric	1 250	1 230
Mitsubishi Heavy	706	685
Sony Corp.	4 010	4 380
Toshiba Motor	1 670	1 550

Agroalimentaire

	18-6-93	Diff.
Bouygues	2536	+ 10
BSN	870	- 0
Edenris Bégis	706	+ 12
Fonsepape R&I	3980	0
LYN	3720	+ 58
Paroel-Ricard	378,80	- 3,40
Reny-Colmar	183,90	+ 7,80
Solex-Louis	1208	- 12

Assurances

	18-6-93	Diff.
AGF	888	- 5
AXA	1320	+ 20
GAN	440	+ 28,80
Generale	1306	+ 15
SCOR SA	806	- 16
UAP	386	inch.

Bâtiment et matériaux

	18-6-93	Diff.
Bouygues	833	- 6
Cheminots français	223	+ 12
Colson	910	- 8
Evotrans	36,56	- 0,06
Effage	546	- 0
G10 Intérieur	415,50	+ 4,50
Innovex Plac	138	+ 3,50
Jean Lafitte	1 069	+ 19
Lafarge-Coppée	396,20	+ 4,70
Polmat	282,50	- 4,50
Solex-Gebis	476,50	- 9,30
SSE	224	+ 4,80
Spil-Satgrol	399	+ 0,90

Chimie

	18-6-93	Diff.
Air Liquide (L)	710	- 20
ELF Shell	840	- 10
Gascogne (I)	288	+ 2
Institut Chimie	10 800	+ 500
Michels	1 144,80	- 4,50
Plastic Omnium	773	- 7
Rhône-Poulenc A.	536	- 12
Rhône-Poulenc Cl.	012	- 6
Rosend-Union	14	- 14
Syntholabo	1 220	+ 45

(1) Copen = 10 F.

Consommation non alimentaire

	18-6-93	Diff.
BIC	1 096	- 11
Changiers	1 011	- 20
Christian Dior	720,50	+ 7,50
Chanel	528	+ 0
DMC	228,10	+ 12,10
ELF	636	- 24
Emilio P.	443,10	- 4,30
Groupes André	819	- 19
L'Oréal	1 030	- 14
Moulinex	1 436	+ 49
Salomon	460,80	+ 10,80
SEB	1 105	+ 31
Solex-Rouge	1 482	- 83
Sonore-Albert	789	+ 18
Yves Saint Laurent	1 719	+ 39

Crédit et banques

	18-6-93	Diff.
Cong. bancaire	494,90	+ 18,10
BNP CI	634	- 25
Catalan	1 293	+ 13
CPA	32	+ 10
CDE	219	- 10
CCF	231,80	- 2,20
CFP	1 010	+ 1
CLF	404,80	+ 1,20
Crédit Lyonn.	880	- 0
Crédit national	1 234	- 8
Société générale	1 148	- 10
SDWAC	1 310	+ 10
UFC Local	320	+ 34
UIC	874	+ 0
Vis Banque	310,10	- 14,80

Distribution

	18-6-93	Diff.
Alcatel Sup	NC	inch.
Ben Mouchel	521	+ 17
Carrefour	2 782	+ 11
Casino	138	+ 1,70
Castorama	584	- 11
COGE	462	+ 1
Comp. Modèles	1 305	+ 1
Danone	3 990	+ 270
Docks de France	4 890,10	+ 23,10
Gal. Lafayette	1 520	- 0
Gilbert SA	1 480	- 01
Guysse Gant	1 480	- 27
Pinault Printemps	726	- 23
Prisma	703	- 21
Procter	736	+ 1
SCOA	13,80	- 0,90

Electricité et électronique

	18-6-93	Diff.
Alcatel-Alcatel	958	+ 9
Alcatel-Cable	595	+ 4
CSEF	610	+ 7
Interactique	432	- 18
Labinal	585	- 3
Legend	4 068	+ 8
Matra Hachette	120	+ 10,10
Radiorécepteur	121,50	- 11,50
Sagem	1 673	- 170
Schneider	882	- 8
Semcon Avionique	158	- 9
Thomson CSF	171,10	- 1,80

Immobilière et foncier

	18-6-93	Diff.
CFI	380	+ 70
CFP	205	+ 4,50
Lucy	205	inch.
Oliver	61,20	- 1,30
Nue Immo	3180	- 51
Salim	620,50	+ 0,50
Satco	736	+ 10
Selco	517	+ 9
Supercor	701	+ 9
UAF	552	+ 2

Investissement et portefeuille

	18-6-93	Diff.
Amis et Assoc.	NC	0
Bolton	432	- 18
CRP (I)	1124	+ 210
Evolution	1650	+ 29
Gen et Invest	1605	+ 85
Logistics M&M	104,80	+ 5,30
Marine-Wendel	328,80	+ 7,80
Managemo Int.	938	- 10
Nord-Est	142	- 1
Odyssey Developp.	178	- 14
Parifrance	178	inch.
Parifrance	358	+ 5,90
Parifrance	288	- 44
Parifrance	430,90	+ 18,90
Swiss	298,90	- 1,90
Worme (Z)	257,80	+ 9,80

(1) Copen = 32 F.
(2) Copen = 7 F.

Métallurgie, mécanique

	18-6-93	Diff.
Canard Métal (I)	188,80	+ 2,10
Canard Métal (Z)	488	- 24
De Dietrich (Z)	1807	- 10
Flux-Lite	238	- 10
Indel	432,10	+ 14,80
Legis Industrie	144	- 4
Mécanique	88	- 0,35
Peugeot SA	288	+ 4,30
Peugeot SA	012	- 12
Peugeot SA	482,80	+ 12,30
Peugeot SA	882	- 12
Peugeot SA	154,80	+ 8,10

(1) Copen = 4 F.
(2) Copen = 46 F.

Mines d'or, diamants

	18-6-93	Diff.
Anglo-American	162,70	+ 2,70
Bullfinch	51,80	+ 1,30
De Beers	94,50	- 1
Diamonds	68,10	+ 3,85
Genov	13,65	+ 0,05
Hammar	24,80	+ 0,10
Hammar	40,30	- 0,3
Salte-Hale	38,25	- 1,75
Western Deep	141,50	+ 12,90

Pétrole

	18-6-93	Diff.
BP-France	NC	inch.
Elf-France	273,50	- 19,50
Elf-France	308	- 9
Esso	698	- 9
Géophysique	806	- 14
Total	297,30	- 4,70

Sicomi ou ex-Sicomi

	18-6-93	Diff.
Bail Invest.	880	+ 20
Genov	320	+ 1,30
Hammar BTP	415,90	+ 4,90
Hammar	549	+ 13
Hammar	889	- 8
Hammar	910	+ 14
Hammar	170	- 0,40
Hammar	423	+ 24,50

Transports, loisirs, services

	18-6-93	Diff.
Azoo	632	+ 13
BIS	150,40	- 5,10
Canal Plus	1281	- 30
Cap Gemini	189,80	+ 1,80
CEP Commerc.	338	- 14
CCI Int.	324	- 1
Club Méditerranée	301,50	+ 0,50
Dupleix Ota	NC	inch.
Géol. des sect.	2 210	- 23
Esso	425	- 0
Esso Disney	70,05	+ 1,40
Esso	409	+ 23
Lyonnais-Dunlop	447,20	+ 1,30
OPF	888	+ 0
Pub. Filippini	605	- 40
Publicis	800	- 21
Reunis-Vieljeux	745	inch.
STL	810	- 23
Sigis	485	- 20
Sodexo	948	- 31
TP1		

حکومت الرشيد

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

L'Europe des non-résidents

L'Europe des non-résidents, celle qui permet à des investisseurs étrangers d'échapper au fisc, paraît solidement établie, à en juger par les avantages qu'en tirent les pays qui, pourtant, cherchent à la combattre. La situation est paradoxale. C'est celle où se trouvent l'Allemagne et la Belgique, qui connaissent un système de retenue à la source, face au Luxembourg, où aucun précompte mobilier n'est prélevé sur les revenus des placements de capitaux. Toutes les indications concordent et montrent que de très nombreux Allemands et de très nombreux Belges placent leurs fonds au grand-duché pour se soustraire à l'impôt anticipé auquel ils seraient soumis chez eux. Il y a là une injustice, et nombreux sont ceux qui, pour y mettre fin, préconisent une harmonisation fiscale consistant à déduire un précompte de même importance dans toute l'Europe des Douze. C'est bel et bien une solution simple de retenue à la source, à un taux raisonnable, et qui serait libératoire.

Ainsi, les investisseurs allemands, qu'ils placent leurs fonds en Allemagne ou au Luxembourg, ont, jusqu'à présent, fait preuve d'une fidélité extraordinaire à l'égard de leur monnaie. De nombreux spécialistes voient dans leur attitude une des raisons de la grande résistance du marché des obligations en marks, qui dans l'ensemble n'a que peu souffert du sentiment négatif qui prévaut à l'égard de la devise allemande. Certains experts craignent que leur comportement se modifie si, par des mesures fiscales, on chasse les fraudeurs hors de la Communauté vers des paradis fiscaux plus éloignés.

Pour ce qui est de la Belgique, la question est facilitée par le fait que les deux monnaies, les francs belge et luxembourgeois, ont la même valeur extérieure. Les estimations varient quant à l'ampleur du phénomène mais, en gros, on chiffre à plusieurs centaines de milliards de francs de ces pays le montant des

fonds déposés par des citoyens belges auprès de banques du Luxembourg. Celles-ci recyclent les capitaux en les replaçant en certificats à court terme émis par la Belgique, contribuant ainsi à absorber une grande partie de la dette flottante de Bruxelles.

Un argument imparable

Dans ces conditions, les autorités luxembourgeoises ont beau jeu. Elles font valoir un argument imparable. Il ne sert à rien, disent-elles, de restreindre le problème à l'Europe des Douze. Le risque est trop grand de provoquer une fuite de capitaux tout l'ensemble de la Communauté aurait à souffrir. Il faut examiner la question dans un cadre beaucoup plus large et parvenir à une solution commune à l'ensemble du monde industrialisé.

Le sujet est d'actualité, car la Belgique, qui va assurer la présidence de la Communauté, entend l'inscrire à l'ordre du jour des grands débats de ces prochains mois. Depuis plusieurs années, Bruxelles préconise qu'à l'échelle européenne soit institué un système simple de retenue à la source, à un taux raisonnable, et qui serait libératoire.

Par ailleurs, les autorités du Luxembourg en ont profité pour rappeler à tous que leur monnaie, même si elle a la même valeur, ne saurait être confondue avec son homologue belge. Certains en ont conclu que le lien qui unit les deux francs allait être rompu, ce qui a été immédiatement démenti. Quelques emprunteurs internationaux, qui ont levé des fonds en francs luxembourgeois et qui considéraient, en fait, leurs emprunts comme s'ils étaient libellés en francs belges, n'ont pas tardé à réagir, cherchant à se procurer des garanties de change. Si les deux monnaies devaient évoluer de façon séparée, il y a de fortes chances que le franc luxembourgeois se raffermisse sensiblement. Qui sait, si cela n'a pas empêché

deux débiteurs français de s'adresser à ce marché la semaine passée. Rhône-Poulenc vient de lancer pour 1 milliard de francs luxembourgeois d'obligations de huit ans de durée en proposant aux souscripteurs un rendement de 7 % l'an. Dans la foulée, la société Accor s'est annoncée pour un montant de 600 millions, mais pour une durée de cinq ans seulement, en assurant les souscripteurs d'un rendement de 6,50 %.

Sur le marché de l'eurofranc français, la baisse des taux a facilité le placement de nouvelles émissions, dont la plus réussie a été celle de Nestlé Entreprise SA, une société française du géant de l'alimentation qui apporte sa garantie à l'opération. L'affaire porte sur 1,5 milliard de francs pour une durée de cinq ans, et le rapport qui pouvait en espérer les souscripteurs n'était du départ que de sept points de base de plus que le rendement des obligations du Trésor français. Cette marge pourtant très mince s'est rapidement rétrécie par la suite, tant le succès de l'opération était important. Nestlé avait chargé la Banque nationale de Paris de diriger sa transaction.

Une seconde émission à taux fixe de type classique a vu le jour en eurofranc français, celle d'Avior, un courtier en valeurs mobilières. N'en est pas moins intéressante. Il s'agit de la première apparition en eurofranc de la Caisse centrale de crédit immobilier, une affaire de 1 milliard et d'une durée de sept ans qui rapportera aux souscripteurs 7,36 % l'an. L'emprunteur a bénéficié de sa notoriété à l'étranger, en Allemagne et en Suisse, où il s'est fait connaître par ses emprunts. Les titres rapportaient initialement soixante-quinze points de base de plus que les obligations du Trésor. L'opération est dirigée par le Crédit commercial de France et elle a été mise sur pied par le Crédit local.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

En avant sur le dollar

Le dollar, comme sur le bouchon d'un pécuteur à la ligne. Cette semaine, la devise américaine, qui après un petit galop il y a quinze jours avait subi un coup d'arrêt, a bondi très vigoureusement. De son côté, le franc français s'est à nouveau raffermi vis-à-vis d'un mark plutôt affaibli, il est vrai.

Le dollar avait commencé par monter, ce début de semaine, sur l'espoir d'une diminution des taux directeurs de la Bundesbank. Jeudi 17 juin, l'indice Bundesbank faisait connaître qu'elle ne modifierait pas les taux en question, tandis que le déficit de la balance commerciale des États-Unis (10 milliards de dollars) se maintenait à un niveau élevé. Double déception, qui, l'espace d'une journée, stoppait le raffermissement du billet vert. Mais

dès le lendemain l'espoir irrésistible d'un assouplissement plus ou moins prochain de la politique monétaire de la Bundesbank relançait la spéculation à la hausse. En vérité, l'éclatement de la crise politique qui couvait au Japon, avec l'annonce de la dissolution de la Diète nipponne, provoquait un raffermissement du dollar à Tokyo, après ce plus bas cours historique de 105,80 yens. Ajouter l'effet des ordres d'achat «Stop», déclenchés automatiquement vers les 1,67 DM, et de ceux de la spéculation, et le cours du billet vert atteignait vendredi soir à New-York les 5,65 francs. Les cours retrouvent donc leurs niveaux de février 1992 et de mai 1993, après avoir touché leur plus bas niveau historique début septembre 1992 à 1,39 DM.

A Paris, le franc, toujours très ferme en dépit de la baisse des taux directeurs de la Banque de France, a accusé son raffermissement vis-à-vis du mark, qui est retombé à moins de 3,36 francs (3,3590 francs), retrouvant presque son cours de la mi-mai 1992 (3,3570). On se rapproche donc du cours pivot de la devise allemande, 3,3538 francs. D'une manière générale, le mark fait les frais de la remontée du dollar et recule par rapport à presque toutes les monnaies, y compris la livre sterling et la lire. De quoi inquiéter la Bundesbank.

F. R.

COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 14 AU 18 JUIN 1993

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	S.E.U.	Franc français	Franc suisse	Mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
London	1,5980	1,5980	2,2415	2,2415	2,2415	2,2415	2,2415	2,2415
New-York	1,5980	1,5980	2,2415	2,2415	2,2415	2,2415	2,2415	2,2415
Paris	1,5980	1,5980	2,2415	2,2415	2,2415	2,2415	2,2415	2,2415
Zurich	1,5980	1,5980	2,2415	2,2415	2,2415	2,2415	2,2415	2,2415
Frankfurt	1,5980	1,5980	2,2415	2,2415	2,2415	2,2415	2,2415	2,2415
Bruxelles	1,5980	1,5980	2,2415	2,2415	2,2415	2,2415	2,2415	2,2415
Amsterdam	1,5980	1,5980	2,2415	2,2415	2,2415	2,2415	2,2415	2,2415
Milan	1,5980	1,5980	2,2415	2,2415	2,2415	2,2415	2,2415	2,2415
Tokyo	1,5980	1,5980	2,2415	2,2415	2,2415	2,2415	2,2415	2,2415

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 18 juin 1993, 5,1783 F contre 5,1460 F le vendredi 11 juin 1993.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Euphorie à Paris

Une très brillante semaine sur le marché de Paris, où tout le monde joue à fond la baisse des taux d'intérêt, à court, moyen et long terme, en anticipant de manière forcée un nouvel assouplissement de la politique de la Banque fédérale d'Allemagne, dont la Banque de France profiterait pour réduire à nouveau ses taux directeurs.

Du coup, les cours du MATIF ont battu leurs records. Celui du contrat «notional» (OAT à dix ans) a atteint 119,50 sur l'échelle juin, et 119,10 pour l'échelle septembre, plus haut historique, pour finir à 119,10 avec 0,70 point de progression pour la seule journée du vendredi 18 juin. Celui du contrat Bifa trois mois a également touché son plus haut historique, à 93,64, sur l'échelle septembre. Quant au rendement de l'OAT dix ans, 8,50 % 2003, il est tombé à 6,85 %, contre 7,01 % il y a huit jours. L'écart avec celui du Bund allemand, 6,75 % 2003, est revenu à 0,17 point, après être tombé à 0,13 point en séance.

Quant au loyer de l'argent au jour le jour, il s'inscrit maintenant à 7,50 %, un peu en dessous des 7,60 % allemands. A trois mois, l'écart se creuse avec l'Allemagne (7,43 % contre 7,06 % à Paris), de même qu'à un mois (7,62 % et 7,25 % respectivement). Sur le marché français, on table sur la nouvelle diminution des taux directeurs de la Banque de France, après celle du début de la semaine, dont la très grande probabilité avait été évoquée dans nos colonnes (le Monde daté 13-14 juin 1993). Lundi 14 juin, ces taux directs avaient été abaissés d'un quart de point, revenant de 7,50 % à 7,25 % pour les appels d'offres et de 8,50 % à 8,25 % pour les pensions à 5-10 jours. Aussitôt, les banques ramenaient de 8,80 % à 8,60 % leur taux de base.

D'une manière générale, la «repentance», néologisme barbare qui signifie le retour d'une courbe inversée (les taux courts au-dessus des taux longs) à une courbe normale (les taux courts au-dessous des taux longs), n'est pas achevée, loin de là, comme on l'a vu. C'est encore plus vrai pour les échéances 2 ans et 5 ans, dont les rendements s'inscrivent à 6,05 % et 6,28 % à Paris (6,16 % et 6,36 % à Francfort). Mais, patience, on va y arriver... et payer les dégâts d'une telle aberration, dont les ravages se feront sentir encore longtemps : on ne bouscule pas impunément une hiérarchie des taux dictée par le bon sens et des usages plus que centenaires. En attendant, les non-résidents, essentiellement les Anglo-Américains de Londres, achètent à carreaux les titres français et vendent les titres allemands.

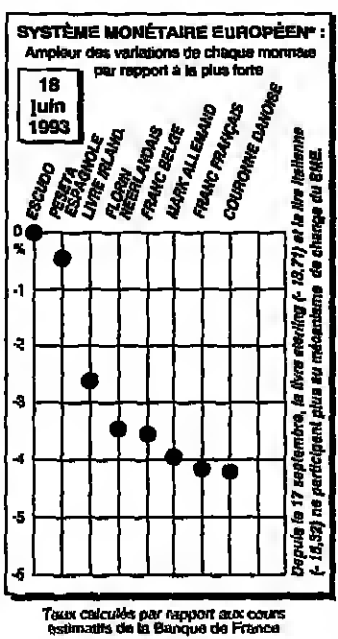
Tout le marché joue donc un nouvel assouplissement de la politique de la Bundesbank. Certes, jeudi

17 juin, à l'issue de son conseil d'administration, elle n'en a rien fait. Simplement, on a appris que Hans Tietmeyer succéderait en octobre prochain à Helmut Schlesinger comme président de la Banque centrale allemande (on s'en doutait), le poste de vice-président allant à l'un des directeurs, Johann Wilhelm Gaddum. Précisément, ce dernier a laissé entendre que, la semaine prochaine, la croissance de la masse monétaire M3 en mai, pourrait rester dans son lit, à savoir la fourchette 4,5 % à 6,5 %, après le bond de 7 % en avril. Pour les experts de la Dresdner Bank, la croissance de M3 reviendrait à 6,1 %. En outre, si l'indice des prix de détail continue à galoper au-dessus de 4 %, celui des prix à la production a fléchi de 0,3 % sur un an, le recul, sur la même durée, atteignant 2,2 % pour les prix de gros. De quoi satisfaire la Buba, puisque les prix de gros d'aujourd'hui sont les prix de détail de demain.

L'emprunt Balladur

D'où la possibilité de voir la diète Buba, au début ou au milieu de la semaine prochaine, abaisser un peu son véritable taux directeur, celui de ses pensions à court terme (le REPO), resté inchangé à 7,6 %, mercredi 16 juin, à défaut du taux d'escompte et du Lombard, dont la modification ne saurait intervenir avant le prochain conseil d'administration de la Banque, le 1^{er} juillet. Une ombre au tableau, néanmoins : le mark est en train de s'affaiblir, vis-à-vis du dollar, du yen et des monnaies européennes (voir en rubrique Devises et or). Depuis septembre dernier, il a reperdu les 2 % qu'il avait gagnés, en indice pondéré.

Or, actuellement, les deux piliers de la politique monétaire sont la bonne tenue du mark, repart contre l'inflation, car elle pèse sur les prix des produits importés, et celle des taux à long terme, dont la remontée réduirait le coût des emprunts pour la réinflation. Or, si les taux à dix ans restent stables, le mark donne des inquiétudes. Cela n'empêche pas les experts de la Dresdner de prévoir une diminution des taux de la Buba au début de juillet. Dans l'immédiat, la question se pose de savoir si la Banque de France pourra creuser l'écart avec la Buba. Pour l'instant, elle en est à 0,40 point (en dessous, bien entendu), contre 0,70 point aux Pays-Bas : il y a donc encore un peu de marge. Sur le 10 ans, que les banques centrales ne peuvent influencer, l'écart de 0,17 point au profit de l'Allemagne pourrait s'élargir, bientôt, selon les experts de la Société générale. Sur le marché obligataire, tous les emprunts ont été «avalés» sans discussion, grâce à l'envolée du MATIF. Les 600 mil-



Taux calculés par rapport au cours estimés de la Banque de France

MATIÈRES PREMIÈRES

Le charbon du paradoxe

La fermeture annoncée de la mine française de Gardanne (Bouches-du-Rhône) n'y est pour rien, mais le charbon, pas plus que les autres matières premières, ne connaît cette année de jours fastes. «La tendance depuis deux ans se confirme», commente un professionnel de l'Association technique de l'importation charbonnière (ATIC), «les prix baissent tandis que les échanges mondiaux augmentent.»

Les contrats traités au cours du premier semestre le montrent bien : quelle que soit sa provenance, celle qui doit sa nature — charbon vapeur nécessaire à la production d'électricité ou charbon à coke utilisé comme combustible dans les aciéries — la houille a perdu de sa valeur, elle se négocie à 2 dollars de moins en général que l'année dernière. En 1992, la tonne de charbon en provenance des États-Unis coûtait 40 dollars environ, de Colombie 34 dollars, d'Australie 36 dollars, d'Afrique du Sud 28 dollars. Longtemps empêché de vendre par l'embargo occidental anti-apartheid, l'apartheid profite de sa levée pour mener une politique commerciale, il est vrai, extrêmement agressive.

En dehors de la pratique du dumping, les observateurs du secteur expliquent ces différences de prix par une qualité hétérogène — l'anthracite, par exemple, est fort prisé pour son poids calorifique, le degré de pureté — un charbon

dénué de soufre est particulièrement recherché. Les facilités d'extraction, plus ou moins grandes selon les pays, pèsent également sur les coûts : d'évidence, les mines à ciel ouvert, fréquentes en Afrique du Sud, sont moins onéreuses que les gisements souterrains disséminés en Europe. Autre facteur aussi défavorable aux prix, la main-d'œuvre moins chère en Amérique latine, en Colombie en particulier.

Malgré les efforts des pays producteurs pour «tirer» les prix, voire pour vendre à perte, le marché baisse sans rémission toujours davantage. L'explication est simple : la production mondiale de charbon se place encore cette année sous le signe des excédents. Car la houille est probablement la matière première la plus génèreusement (la planète détiendrait trois cents ans de réserves) et la plus équitablement répartie dans le monde, de l'Europe à la Chine en passant par les États-Unis, l'Afrique du Sud et l'Australie, sans oublier les nouveaux venus comme l'Indonésie ou le Venezuela. Au total, une production mondiale de 3,5 milliards de tonnes, dont seulement 11 % font l'objet du commerce mondial. Les grands producteurs, comme la Chine (1,2 milliard de tonnes), n'exportent que 1 % de leurs marchandises. L'Asie dans son ensemble est loin de partager le goût de l'Europe, et en particulier de la France, pour le nucléaire comme source d'électricité.

Une demande amoindrie

Les volumes échangés (409 millions de tonnes) ont toutefois augmenté de 0,6 % en 1992 par rapport à l'année précédente. Sans perdre complètement son image archaïque, le charbon fait preuve, semble-t-il, d'un certain dynamisme : c'est comme combustible électrique et non métallurgique que la demande se fait la plus pressante. La crise de la sidérurgie a fait de la houille un frein à la consommation de charbon à coke... et à nos clients abondamment nourris par la lecture de Zola.

Mal connu, et de ce fait mal jugé, le charbon cultive ses secrets. Ainsi, la demande mondiale, dans sa globalité, ne fait-elle l'objet d'aucune statistique précise. «Ce n'est pas une raison pour ignorer que le décalage entre la production et la consommation mondiale joue en faveur des acheteurs», allègue un opérateur. «On sait seulement, affirme un professionnel de

l'ATIC, que les capacités d'exportation dans le monde ont augmenté de 14 millions en 1992, comparé à l'année précédente. Parallèlement, le volume des échanges n'a pas suivi la même courbe. Une estimation approximative mais unanimement partagée sur le marché. De plus, les négociants savent que beaucoup de pays détiennent des stocks... secrets eux aussi : l'Australie en détiendrait 12 millions de tonnes, la Grande-Bretagne, en pleine restructuration, 40 millions de tonnes.

Du seul point de vue européen, les importations ne présentent aucun mystère : elles s'établissent à 142 millions de tonnes — la France en achète 23 millions et en extrait encore chaque année quelque 11 millions, principalement en Provence et dans les Houillères de Lorraine. Le Nord charbonnier a vécu ; on y produit des films — *Germinal*, en particulier, de Claude Berri — mais plus de houille. C'est le même déclin dans la Belgique voisine. Le temps est loin où le gouvernement Mauroy tablait sur une relance de l'activité charbonnière en France. On estime qu'en 2005 seront intervenues les ultimes fermetures de mines.

Mais, comme d'autres matières premières et tout le secteur industriel, le charbon va poursuivre sa carrière dans les pays aux conditions d'emploi et d'accès à la ressource moins onéreuses. Pour l'heure, la demande mondiale reste le jouet de la conjoncture — la douceur de l'hiver cette année a rendu dérisoire la consommation charbonnière d'EDF. Or il faut du froid pour que les prix du coke, paradoxalement, se réchauffent...

MARIE DE VARNEY

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 11-6-93	Cours 18-6-93
Or fin (à la livre)	84 800	84 800
Or fin (à la once)	85 100	85 100
Prix Londres (20 F)	370	370
Prix Suisse (20 F)	370	370
Prix New-York (20 F)	377	377
Prix Tokyo (20 F)	388	388
Prix Hong Kong (20 F)	388	388
Prix Singapour (20 F)	472	472
Prix Bombay (20 F)	468	468
Prix Calcutta (20 F)	247	247
Prix Madras (20 F)	247	247
Prix Rangoon (20 F)	247	247
Prix Ceylan (20 F)	247	247
Prix Java (20 F)	247	247
Prix Sumatra (20 F)	247	247
Prix Bornéo (20 F)	247	247
Prix Philippines (20 F)	247	247
Prix Indonésie (20 F)	247	247
Prix Malaisie (20 F)	247	247
Prix Thaïlande (20 F)	247	247
Prix Brunei (20 F)	247	247
Prix Singapour (20 F)	247	247
Prix Hong Kong (20 F)	247	247
Prix Tokyo (20 F)	247	247
Prix New-York (20 F)	247	247
Prix Londres (20 F)	247	247
Prix Suisse (20 F)	247	247
Prix France (20 F)	247	247
Prix Allemagne (20 F)	247	247
Prix Italie (20 F)	247	247
Prix Espagne (20 F)	247	247
Prix Portugal (20 F)	247	247
Prix Grèce (20 F)	247	247
Prix Turquie (20 F)	247	247
Prix Iran (20 F)	247	247
Prix Arabie Saoudite (20 F)	247	247
Prix Émirats Arabes Unis (20 F)	247	247
Prix Qatar (20 F)	247	247
Prix Oman (20 F)	247	247
Prix Yémen (20 F)	247	247
Prix Émirats Arabes Unis (20 F)	247	247
Prix Qatar (20 F)	247	247
Prix Oman (20 F)	247	247
Prix Yémen (20 F)	247	247

• Ces pièces d'or ne sont cotées qu'à la séance hebdomadaire supplémentaire.

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

FRANÇOIS RENARD

La visite du chef de la diplomatie algérienne à Paris

La France aidera l'Algérie à lutter contre «l'extrémisme et l'intégrisme»

Le ministre français des affaires étrangères, Alain Juppé, a exprimé vendredi 18 juin, à l'issue d'un déjeuner de travail avec son homologue algérien Redha Malek, «la volonté du gouvernement français d'aider l'Algérie à lutter contre l'extrémisme et l'intégrisme».

Le chef de la diplomatie française a également «manifesté le souhait du gouvernement français de renforcer les relations bilatérales et d'aider l'Algérie à réussir son entreprise de redressement économique et à progresser vers la démocratie», a indiqué le Quai d'Orsay. C'est la première fois qu'un res-

ponsable français évoque aussi nettement et publiquement une volonté d'aider l'Algérie dans sa lutte contre les intégristes de l'EFIS (Front islamique du salut - dissous).

M. Juppé a par ailleurs indiqué à son hôte que «les mesures prises pour lutter contre l'immigration clandestine permettront une meilleure intégration des communautés étrangères établies régulièrement en France». M. Malek, qui avait été reçu la veille par M. Mitterrand, a exprimé le souhait d'«entamer une nouvelle étape dans les relations franco-algériennes». - (AFP)

Première rencontre entre parlementaires RPR, UDF et CDU

Le difficile dialogue des députés français et allemands

BERLIN

de notre correspondant

Pour la première fois, une rencontre avait été organisée, jeudi 17 juin, à Bonn, entre députés du Parti chrétien-démocrate allemand (CDU), responsables pour les questions de politique étrangère, des finances et de l'économie et leurs homologues des groupes parlementaires du RPR et de l'UDF à l'Assemblée nationale. Conscients de l'Union économique et monétaire européenne, elle visait à ouvrir une nouvelle voie dans la coopération franco-allemande qui laisse quelque peu à désirer au niveau parlementaire.

De ce point de vue, les discussions ont été jugées positives par les participants, même si elles ont nettement fait ressortir les différences de priorités de part et d'autre pour répondre à la crise économique que connaissent tous les pays européens, et les conséquences à envisager pour la politique commune.

Les députés français, parmi lesquels se trouvaient Jacques Barrot, Robert Pandraud, Pierre Lellouche, ont inégalement fait ressortir les différences de priorités de part et d'autre pour répondre à la crise économique que connaissent tous les pays européens, et les conséquences à envisager pour la politique commune.

Les députés français, parmi lesquels se trouvaient Jacques Barrot, Robert Pandraud, Pierre Lellouche, ont inégalement fait ressortir les différences de priorités de part et d'autre pour répondre à la crise économique que connaissent tous les pays européens, et les conséquences à envisager pour la politique commune.

problème du chômage. M. Barrot lui-même a demandé à ses collègues allemands de ne pas sous-estimer la crise de cohésion sociale dans le monde en œuvre du processus de Maastricht et de l'Union économique et monétaire.

Les lois du marché

La rédaction d'une déclaration commune s'est révélée plus ardue que prévu. Le souhait des députés français d'y introduire une référence à la nécessité d'organiser et de contrôler les marchés au niveau communautaire, de ne pas s'en remettre aux seules lois du marché, a créé des difficultés du côté allemand, où toute allusion protectionniste a valeur d'épouvantail.

Si l'on était conscient à Bonn des discussions qui ont lieu en France, on n'en avait apparemment pas bien mesuré, tout du moins au niveau parlementaire, l'importance à y accorder. De ce point de vue, la rencontre aura été utile et le porte-parole de la CDU pour les questions de politique étrangère, Karl Lamers, estimait, jeudi soir, qu'il était urgent de poursuivre ces consultations.

H. de B.

Après l'offensive des forces de l'ONU

Les partisans du général Aidid manifestent à nouveau à Mogadiscio

MOGADISCIO

de notre envoyé spécial

«J'en appelle maintenant au général Aidid pour qu'il se rende pacifiquement aux troupes de l'ONUSOM pour le bien et la sécurité du peuple somalien». L'amiral Jonathan Howe, représentant spécial de M. Boutros-Chali en Somalie, s'est fêlicité, vendredi 18 juin, du succès de l'opération militaire qui a conduit à la destruction du quartier général de Mohamed Farah Aidid, bien que celui-ci soit toujours en fuite.

L'enquête sur le massacre des vingt-trois «casques bleus» pakistanais a progressé au point que «la protection des Somaliens et du personnel onusien nécessite l'incarcération du général Aidid», a enchaîné le général Howe, en attendant la fin de la procédure pénale, a indiqué le représentant spécial du secrétaire général de l'ONU. Celui-ci n'a tenu à préciser que l'intervention étrangère avait eu lieu parce que «le monde avait été scandalisé par l'anarchie dans laquelle quelques individus avaient jeté leur pays».

Les représentants de l'ONU assurent que les bavures ont été réduites au minimum, mais ils ne fournissent aucun bilan en ce qui concerne les victimes somaliennes. Ce sont les trois cents soldats marocains engagés dans la bataille qui ont supporté l'essentiel des

combats. L'ONUSOM, accusée d'avoir tiré à l'arme lourde sur l'hôpital Digfer (le Monde du 19 juin) réplique que «sur les onze missiles TOW tirés durant l'opération du 17 juin, aucun n'a visé le Digfer».

«On nous canardait depuis les étages supérieurs de l'hôpital Digfer, affirme le colonel-major Omar Essakali, commandant du contingent militaire en Somalie, le colonel Abdallah Benmamous a refusé de tirer à l'artillerie lourde sur le Digfer et c'est sans doute ce qui lui a coûté la vie. Il y a pourtant bien des trous béants dans les murs du bâtiment. «Nous menons

l'enquête», assure le porte-parole de l'ONUSOM.

On a appris vendredi que les tirs d'un hélicoptère américain, lors de l'offensive de la veille, avaient touché un véhicule transportant des «casques bleus» marocains. L'un d'eux aurait été tué. Samedi matin, les partisans du général Aidid étaient à nouveau rassemblés sur une place de Mogadiscio-Sod. «Nous jurons de manifester tous les jours jusqu'au départ de l'ONUSOM et des États-Unis», affirmait l'un d'entre eux.

JEAN HÉLÈNE

Un ingénieur du son de TF1 tué

Jean-Claude Jumeau, un ingénieur du son de TF1, a été tué d'une balle par un franc-tireur, vendredi 18 juin, à son arrivée à Mogadiscio. L'équipe dont il faisait partie a été surprise par une rafale d'armes automatiques, sur la route entre l'aéroport et la ville.

«Nous avons été pris dans une embuscade. Ils nous ont tiré dessus, on ne les a pas vus, ils devaient être cachés derrière un arbre, a raconté le

journaliste Nahida Nakad. Jean-Claude est mort sur le coup, il n'a même pas eu le temps de se rendre compte de ce qui se passait. Agé de cinquante ans, Jean-Claude Jumeau était un habitué du reportage de guerre.

Il avait commencé sa carrière il y a vingt-cinq ans en travaillant pour «Cinq colonnes à la Une» et avait participé depuis à de très nombreux reportages. - (AFP, Reuters)

La situation en Azerbaïdjan

M. Aliev affirme que M. Eltchibey est toujours président

Le président du Parlement d'Azerbaïdjan, Guédar Aliev, qui a déclaré vendredi 18 juin assumer la responsabilité du pouvoir à Bakou après la fuite du président Eltchibey (le Monde du 19 juin), a démenti dans la soirée devant les députés avoir l'intention «d'arrêter le président», qui, a-t-il dit, est toujours le chef de l'État en titre.

Le Parlement s'est abstenu de se prononcer sur le transfert formel des fonctions du président Eltchibey, élu au suffrage universel, à M. Aliev, ancien membre du parti-bureau soviétique. Celui-ci s'est présenté, au cours de la session, comme l'hôte des députés, appelant tous les Azerbaïdjanais à s'unir pour éviter des effusions de sang. Selon l'agence Tass, M. Aliev a affirmé avoir eu, vendredi, une conversation téléphonique avec Aboulfeth Eltchibey, qui s'est réfugié dans son village natal de Keleki, dans le district d'Ordoubad, en Nakhitchevan, enclave azérbaidjanaise limitrophe de la Turquie. «Il est prêt à rentrer à Bakou aujourd'hui ou demain, a poursuivi Guédar Aliev, selon

lequel M. Eltchibey est parti pour «affaires urgentes» et pouvait s'absenter, puisque «le président du Parlement et le secrétaire d'État sont à leur poste».

Le mystère règne toujours, cependant, autour du départ du président Eltchibey de Bakou, jeudi soir à bord d'un avion présidentiel : parti subrepticement, sans laisser de message à quiconque et sans en informer M. Aliev, qu'il venait de voir, il était accompagné - «emmené», suggère-t-on même à Bakou - par l'un des chefs de son mouvement, le Front populaire, Faradji Kouliev, et par des gardes du corps. Il n'a, pour l'instant, pas démissionné, et dans un communiqué publié par l'agence turque Ansa, le Front populaire assure qu'il «reprendra le contrôle du pays», pays qu'il n'a pas quitté puisqu'il se trouve en Nakhitchevan.

Parallèlement, la situation militaire s'est encore aggravée au Karabakh vendredi, avec une nouvelle offensive des forces arméniennes vers Agdam, selon Bakou.

Le Conseil de sécurité adresse une mise en garde à Bagdad. - A la suite du refus de l'Irak d'autoriser l'installation de caméras de surveillance sur deux sites de missiles, le Conseil de sécurité de l'ONU a mis en garde Bagdad, vendredi 18 juin, contre les «conséquences graves» que pourrait avoir son attitude. Dans une déclaration, le Conseil souligne que ce refus «est une violation matérielle et inacceptable» de la résolution de cessez-le-feu prise par le Conseil à la fin de la guerre du Golfe en 1991. - (Reuters)

BRESIL : des prêtres accusent le nouveau secrétaire de la police fédérale d'avoir pratiqué jadis la torture. - L'un des principaux patrons de la police fédérale brésilienne, Joao Batista Campelo, a été accusé vendredi 18 juin, quelques jours après sa nomination, d'avoir pratiqué la torture pendant la dictature militaire, par deux ecclésiastiques affirmant avoir été ses victimes en 1970. Le supérieur du grand séminaire de Sao-Luis-de-Marahao (nord-est du pays), Xavier de Maupou, un Français, a déclaré par téléphone à l'AFP que son vicaire de l'époque, José Antonio Monteiro, âgé aujourd'hui de cinquante-trois ans, avait été «arrêté arbitrairement puis torturé» par Campelo, commandant la semaine dernière secrétaire général de la police fédérale, le second poste dans la hiérarchie policière brésilienne. - (AFP)

Une semaine après le scrutin

Les résultats des élections nigériennes ne sont toujours pas publiés

Moshoud Abiola, candidat social-démocrate à la présidence, et son parti, ont déclaré qu'ils avaient remporté l'élection du 12 juin, et ont exigé que le gouvernement militaire annonce les résultats, vendredi 18 juin. Près d'une semaine après le scrutin, les Nigériens étaient toujours, vendredi, dans l'attente de leur publication. (le Monde du 18 juin).

En l'absence de toute indication de la part des autorités, et tandis que des décisions de justice contradictoires se succèdent, deux hypothèses retiennent l'attention des milieux diplomatiques. La première envisage une manœuvre imposée par une tendance militaire «dure», afin de maintenir le régime en place au-delà de la date prévue, le 27 août.

Selon la seconde hypothèse, le gel du processus électoral serait destiné à permettre aux deux partis autorisés de déposer une entente sur le partage du pouvoir politique après le 27 août. - (AFP)

Dans un entretien à la télévision danoise

Le président de la République souhaite que l'Europe se dote de «règles communes pour défendre ses productions»

Dans une interview diffusée vendredi par la télévision danoise Danmarks Radio, à la veille du Conseil européen de Copenhague, François Mitterrand se déclare «partisan de voir l'Europe des Douze se doter de règles communes pour défendre ses productions en face de productions venues de l'étranger, dans des conditions sociales qui provoquent une telle inégalité dans les coûts de production que nous ne pourrions pas très longtemps supporter cette concurrence». Tout en affirmant que «la pratique des échanges et le refus de tous les protectionnistes doivent être notre règle», le président de la République explique : «L'Europe a été bâtie au moment du Traité de Rome sur une certaine notion préférentielle entre les membres de la Communauté. Ils étaient six à l'époque, mais les Douze d'aujourd'hui ont accepté les mêmes règles, une façon de se défendre ensemble tout en acceptant de discuter avec les partenaires extérieurs pour élargir les zones du marché et pour que les lois du marché soient respectées».

«Il ne faut pas que le libre échange soit une idéologie folle et systématique», ajoute M. Mitterrand, qui rappelle toutefois que «tous les pays qui se sont formés sur eux-mêmes - et ils étaient nombreux, notamment en 1929 et en 1930 - ont abouti à la catastrophe». (Lire également page 7.)

La révision de la Constitution

MM. Mitterrand et Séguin se sont entretenus d'une éventuelle convocation du Congrès à Versailles

Philippe Séguin a été reçu, vendredi 18 juin, par François Mitterrand. A l'issue, on explique qu'il s'agit d'un entretien normal entre le président de la République et celui de l'Assemblée nationale, sans ordre du jour précis, en rappelant que le chef de l'État s'était entretenu, il y a quelques jours, avec le président du Sénat. Mais, dans l'entourage de M. Séguin, on précise qu'il s'agissait d'évoquer les problèmes institutionnels liés à la réforme de la Constitution et à une possible réunion du Congrès à Versailles.

Les députés doivent commencer, en effet, mardi 22 juin, l'examen du projet de révision constitutionnelle sur la Haute Cour et le Conseil supérieur de la magistrature que le Sénat a adopté. La date du 12 juillet est déjà avancée pour une réunion du Congrès, réunissant ensemble députés et sénateurs, pour approuver définitivement cette réforme une fois que les deux chambres du Parlement seront parvenues à un texte identique. Seul le président de la République a le pouvoir de convoquer ce Congrès.

Après la suppression de la départementalisation

Les commissaires de police expriment leur désaccord avec Charles Pasqua

Réagissant au coup d'arrêt porté par Charles Pasqua à la départementalisation ainsi qu'à l'annonce des futurs projets départementaux de sécurité (le Monde du 18 juin), le Syndicat des commissaires et des hauts fonctionnaires de la police nationale (SCHFPN), fortement majoritaire dans ce corps, regrette que ces projets «s'accompagnent d'une dévalorisation de la fonction exercée par les commissaires à la tête de la police». Si le syndicat ne conteste pas une réforme des structures jugée «nécessaire», il considère que «le projet ministériel, en transférant la conception de l'action policière à des

préfets, risque de démotiver le corps des commissaires et de mettre en difficulté l'ensemble de l'institution».

Déplorant que «les commissaires soient ainsi traités comme des personnels d'encadrement et non plus comme des managers», le SCHFPN ajoute que «la réforme ne se fera pas sans les hommes et qu'il n'est pas question de revenir à la police de grand-père». «Au moment où la police est appelée à redoubler d'efforts dans la lutte contre la délinquance, la drogue et l'immigration irrégulière, on peut se demander si le ministre a choisi la meilleure façon de procéder», conclut le syndicat.

SOMMAIRE

DATES

Il y a cinquante ans, Jean Moulin est arrêté à Caluire 2

ÉTRANGER

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie 3
Le «Loi des capitales» : l'espoir et le risque 3
Le sommet de Copenhague 4
Cambodge : royalistes et communistes se sont répartis les ministères 5

POLITIQUE

En réponse à Philippe Séguin, Edouard Balladur défend sa politique économique 7
Le financement de la vie politique : le Sénat ne veut plus d'indépendance automatique 7
Georges Marchais engage les contestataires à participer à la préparation du congrès 7

SOCIÉTÉ

Justice : le procès des initiés de l'affaire Pachin-Trianglo 8
La progression de l'extrême droite dans la police parisiennne 8
Le premier congrès du SNUPP 9

CULTURE

La mort de Jean Cau 11
La Fête de la musique à Paris et en région 12
Johnny Hallyday au Parc des Princes 12

ÉCONOMIE

Au Salon du Bourget : Aérospatiale et Matra en concurrence sur les nouveaux missiles de croisière 10

HEURES LOCALES

• Sauver la ville de la voiture • Régions : Strasbourg hésite devant le «Monde» • Ile-de-France : concert de jazz à domicile • Paris : les propriétaires de la capitale • Dossier : le VAL arrive à Toulouse • Cités : Roanne, l'eau et le bouche 9 à 28

Services

Abonnements 2
Cartes 10
Météorologie 11
Mots croisés 11
Télévision 11
Spectacles 13

Le téléphone du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier «Heures locales» suivi de 19 à 28 et un cahier «Radio-télévision» suivi de 1 à 32

Le numéro du «Monde» daté 19 juin 1993 a été tiré à 472 447 exemplaires.

DAKS

SOLDES ETE

20 à 50%

collection Hommes et Femmes

DAKS

269, rue Saint-Honoré 75001 Paris Téléphone 42 60 22 19

ONE LOOK TELLS YOU IT'S DAKS

EUR

SAUVER LA V

MOBILIER

LES PROPRIÉTAIRES DE PARIS

مكتبة النخيل

Le Monde

Strasbourg D'une prudence Le maire socialiste a accusé le Centre de vouloir le faire 21	Concerts de jazz à domicile Des musiciens jouent chez les habitants de la ville nouvelle de Sarcelles 23	Le VAL arrive à Toulouse La ville peaufine son image de moderne en inaugurant un métro automatique 24	Roanne : l'eau et la bouche Pour sortir de la crise, la ville mise sur l'innovation 26
--	---	--	---

■ 20 Débat « Le Monde » - Crédit local de France : Les autoroutes, une chance pour l'Auvergne ■ Agende ■ Nominations ■ Publications

HEURES LOCALES

SAUVER LA VILLE DE LA VOITURE

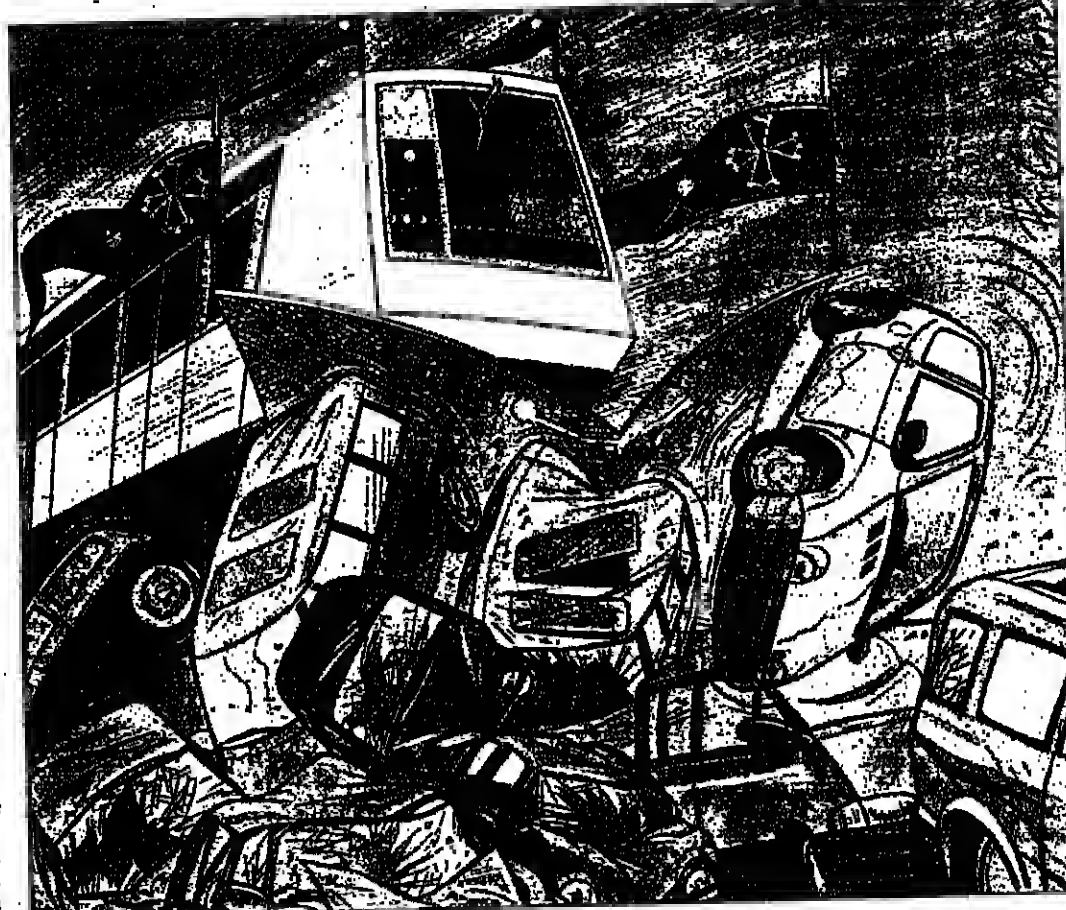
Toulouse inaugure un métro pour rendre la cité vivable.
Comme toutes les métropoles, elle est confrontée au défi de la marée automobile

C'EST la voiture qui a enfanté le métro de Toulouse. Aussi vrai qu'elle a failli asphyxier les rues et les ruelles de cette ville si plaisante. Car les municipalités successives avaient tenté de l'adapter à l'automobile. Comme Marseille, Bordeaux ou Paris, elles avaient élargi la voirie pour accueillir plus d'automobiles, puis synchronisé des feux rouges pour faire circuler toujours plus de véhicules, enfin construit des rocades autoroutières pour dissuader le flux motorisé de pénétrer dans le centre. Rien n'y a fait : en dépit des procès-verbaux, de l'enlèvement des véhicules en infraction et des heures perdues dans les embouteillages, la marée automobile polluait la cité, inexorablement.

A partir des années 70, les édiles de Toulouse se sont comportés en élus responsables, mais point téméraires. Ils se sont persuadés qu'une infrastructure réservée à un transport lourd était indispensable pour acheminer les Toulousains. Ils n'ont pas oublié que naissait, aux portes de la cité, une banlieue-dortoir, le Mirail, promise à l'exclusion pour cause de distance et de paupérisation.

Ils mirent donc en balance un tramway (moderne) et le métro. Le premier avait pour lui son coût plus abordable, mais aurait obligé à chasser la voiture des rues étroites où il aurait circulé. Les automobilistes et les commerçants étant des électeurs, on décida d'enterrer le mode de transport afin de perturber le moins possible les habitudes de « l'hyper-centre ». Mais, une fois souterrain, le tramway ne présentait pas une grande différence de prix avec le dernier cri du métro, le VAL, fabriqué par Matra, de petit gabarit et sans pilote. Alors, malgré les écologistes, désireux de faire pour le même prix plus de kilomètres de tramway mais en surface, le VAL l'emporta. D'autant que ce métro automatique confortait la ville de Domini- que Baudis dans son image de cité « high tech » de l'aéronautique et de l'espace.

Toulouse est un bon exemple des dilemmes et des réactions des villes françaises face à leurs transports en commun. Dans un premier temps, celles-ci ont d'au- tant plus joué la carte de l'automobile que leur petite taille n'avait pas rendu néces-



saire une réflexion sur la circulation. La ruralité qui commençait dans leurs fau- bourgs poussait à l'individualisme, et l'on est passé, naturellement, de la charrette à l'automobile.

Trois scénarios possibles

Il est remarquable de constater la pré- férence pour celle-ci et, partant, l'hostilité aux transports en commun lourds, voire aux bus, dans bien des cités. A Reims, les écologistes défenseurs des arbres et les commerçants protecteurs de leurs chandails ont eu raison du tramway. A Annecy, les commerçants rêvaient d'un parking sous la place principale pour concurrencer les hypermarchés de la périphérie, qui trônent au milieu d'un océan de places de station- nement. Les petites et moyennes entre-

prises, qui constituent le tissu industriel et tertiaire de ces villes, redoutent l'instaura- tion ou l'alourdissement du versement transport destiné à financer les transports en commun, mais qui représente 1 % (jus- qu'à 1,75 % en cas d'infrastructure lourde) des salaires versés par les cotreprises de plus de neuf salariés.

Renées est aussi un cas d'école, car s'y liguient contre la construction d'un VAL la droite pour nuire au maire socialiste Edmond Hervé, les socio-professionnels, pour éviter le versement transport, et les écologistes, qui n'aiment pas l'automa- tisme du VAL.

Ajoutez à ces conservatismes - pas tous méprisables - les politiques d'urban- isme, qui ont laissé se créer des banlieues ou s'étendre en tache d'huile des zones résidentielles chics. La ville s'achemine vers une situation impossible. D'un côté, elle ne peut bientôt plus vivre sous l'em-

pire de la voiture, mais, de l'autre, elle supporte mal les trans- ports en commun dont son urba- nisation anarchique rend l'exploitation techniquement et financièrement problématique.

Les villes, grandes ou petites, feraient bien de méditer les trois scénarios urbains possibles, si l'on en croit l'Institut de recherche sur l'économie des transports et leur sécurité (INRETS). Veulent-elles un scénario « californien », où la société est libérale, l'espace abon- dant et le patrimoine de peu d'importance ? Dans ce cas, l'au- tomobile reine permet de construire n'importe où pour vivre entre gazon et piscine. Finit les centres-villes ! Vive les centres commerciaux ! Morte la vie urbaine.

Préfèrent-elles le scénario « saint-simonien » ou parisien ? Le volontarisme public y tempère le libéralisme économique, crée des équipements forts (grands boulevards, grande bibliothèque, Euro Disney) et joue la carte du progrès technique pour obtenir la vitesse maximale sur les axes rou- tiers ou ferrés principaux.

Quant au scénario « rhénan », en vigueur en Allemagne, en Suisse et dans le Benelux, il exclut l'urbanisation intensive et pré- serve les cœurs de ville. Il se défie de la voiture et prône les déplacements collectifs et lents. Il protège le patrimoine. Une ver- sion apaisée du libéralisme.

Les élus n'ont pas seulement à choisir entre la voiture et le bus ou entre le tram- way et le VAL, mais entre des styles de vie et de ville. La domestication de la voiture individuelle suppose une largeur de vue qui inclut la maîtrise de l'urbanisme. Elle implique une réelle abnégation, car l'ins- tauration d'un système de transport, dépasse les limites d'une seule commune, fût-elle étendue et peuplée. Elle demande courage et longue haleine pour parvenir à dépasser les égoïsmes catégoriels.

Toulouse, ses communes voisines et le département de la Haute-Garonne se sont engagés dans cette voie. A quand Valen- ciennes, Valence, Mulhouse, Orléans, Brest après Strasbourg et Reims ? A quand une vraie politique des transports urbains pour que survive la ville ?

Alain Faujes

Photo

La petite maison de granit au toit d'ardoise est enserrée entre deux rochers sombres. La bruyère est en fleur et les volets blancs brillent au soleil, au bord de l'eau, quelque part sur une pointe située à l'est de Perros-Guirec. L'image est séduisante, parfaite pour évoquer la richesse des pay- sages bretons. Le comité régional de tourisme de Bre- tagne l'a choisie avec quelques autres pour sa dernière cam- pagne de promotion.

Affichée dans le métro et sur les panneaux de la capitale, la maison a séduit les Parisiens. De nombreux Parisiens. Sa propriétaire se serait bien pas- sée de ce surcroît de notoriété, acquise sans son autorisation. Elle aurait surtout apprécié de ne pas voir des touristes envahir les abords de sa demeure, des curieux approcher de ses fenêtres.

Liberté d'expression et d'information contre droit absolu de propriété : le tribunal de Paris a tranché. Les mambres du comité de tourisme ont eu beau arguer que cette char- mante demeure avait déjà été reproduite par d'autres, la plaignante a, elle, avancé la gêne subie, proportionnelle à l'im- portance de la campagne de promotion. Les juges ont condamné solidairement le comité régional, le photo- grapher autour de la prise de vue et l'agence de publicité impliquées à verser, à la dame en colère, une provision de 100 000 francs à valoir sur les dommages-intérêts à détermi- ner. Il leur est en outre interdit d'utiliser à nouveau l'image de la maison de la discorde.

La décision du tribunal crée une situation nouvelle. Reproduire un immeuble, sans accord de son propriétaire, et même si ce n'est pas à des fins directement commerciales, est devenu risqué. Un soulè- vement en perspective pour les photo- graphes professionnels et les Comités régionaux du tou- risme. Calvi da Bretagne a décidé de faire appel.

Martine Valo

IMMOBILIER

LES PROPRIÉTAIRES DE PARIS

La capitale appartient d'abord à ses habitants.
L'Etat, les banques et l'Eglise arrivent derrière

CONSTERNATION chez les promoteurs, notaires et marchands de biens. La crise de l'immobilier a provoqué un ralentissement des transac- tions comme on n'en avait pas vu depuis quarante ans. En deux ans, la chute du nombre des affaires est de 70 % pour les bureaux et de 30 % pour les appartements. Bien que les prix n'aient pas subi une érosion comparable, on estime que, par rapport à la flambée du milieu de l'année 1990, ils ont diminué de 15 % à 30 % pour les inge- niements et de 50 % pour les bureaux. Les propriétaires con- jurent le ciel de ne pas les mettre

dans l'obligation de vendre. Qui sont-ils ces « malheureux » qui possèdent le fabuleux patrimoine bâti de la capitale ? Bien des légendes courent à leur sujet. Un Parisien de quarante-trois ans, Patrice de Moncan, économiste de formation, professionnel de l'immobilier durant quinze ans et aujourd'hui éditeur, a décidé de faire le point. Dans un ouvrage récent (1), il passe en revue les institutions et les parti- culiers qui se partagent les 108 000 édifices plantés à l'inté- rieur du périmètre. Il lui a fallu des années pour parfaire ce recensement. Dans l'immobilier, les données fiables sont rares, et

si de nombreuses institutions s'en occupent, elles ont en com- mun un étrange goût du secret. Selon M. de Moncan, cette opacité et cette absence de prévision sont en grande partie à l'origine de la crise actuelle. « L'immobi- lier est comme l'agriculture », dit-il. Faute d'outils d'observa- tion, il cohote de booms en crises.

La première ébauche de l'ouvrage actuel parce il y a cinq ans était si originale - le répé- toire de la propriété urbaine n'a été fait ni en région ni à l'étran- ger - qu'elle lui a valu une édi- tion en anglais et des conférences un peu partout dans le monde. La seconde édition, beaucoup plus étoffée, soulève quelque émotion dans les milieux spécia- lisés et à l'Hôtel de Ville de Paris, car l'auteur ne leur ménage pas ses critiques.

Marc Ambroise-Rendu
Lire la suite page 22

(1) Paris, les vrais propriétaires, de Patrice de Moncan. Les Editions du Mécan, 1993, 298 p., 120 F.



TOULOUSE INAUGURE SON METRO LE 26 JUIN

SOLDES ETC
20 - 50%
DAKS

REPÈRES

DÉBAT « LE MONDE »-CRÉDIT LOCAL DE FRANCE

LES AUTOROUTES, UNE CHANCE POUR L'Auvergne

La modernisation du réseau routier est un facteur essentiel mais non suffisant du développement local

Clément-Ferrand est insurmontable, le lundi 14 juin, les « débats régionaux » organisés conjointement par le Monde et le Crédit local de France. Une soixantaine d'élus et de responsables économiques d'Auvergne ont participé à cette rencontre. Ils ont évoqué le désenclavement de leur région, depuis l'ouverture de plusieurs autoroutes, et se sont interrogés sur l'action des collectivités pour accompagner cette valorisation des territoires desservis.

Le miracle n'a pas encore eu lieu. Et, pourtant, les élus auvergnats, pour une fois unanimes, promettent monts et merveilles. Ils s'exaltaient à l'idée d'une Auvergne enfin reliée au monde par de beaux rubans autoroutiers. Depuis 1975 et l'avènement du plan Massif Central, beaucoup d'asphalte a coulé à travers de vertes campagnes.

L'ouverture du désenclavement était enfin concrétisée avec l'A 72 vers Lyon en 1985, et surtout avec le cordon, jugé libéra-

teur, de l'A 71 vers Paris, en 1990. Au sud, l'ambitieuse A 75 traverse le Massif Central dans toute sa rudesse et atteindra Montpellier d'ici cinq ans. Rien n'est négligé dans cette conquête de l'espace puisque l'A 75, baptisée la Méridienne, sera gratuite sur près de 400 kilomètres.

L'impact réel de ces nouvelles infrastructures est-il déterminant dans le développement de la région ? L'étude réalisée pour le Monde et le Crédit local de France auprès des collectivités montre que beaucoup reste à faire pour que les habitants prennent conscience des nouveaux atouts dont ils disposent (1). Régions qui souffrent, « l'Auvergne se dépeuple, l'Auvergne vieillit. La population a diminué de 0,14 % par an, alors que nationalement la croissance est de 0,5 % », selon les auteurs de l'étude. Une Auvergne fragilisée par la disparition de nombre d'emplois industriels, 25 000 en dix ans. Dans ce paysage économique

grippé, la construction d'infrastructures majeures paraît « nécessaire, mais insuffisante pour apporter croissance et prospérité. Il n'y a pas d'automatisme ».

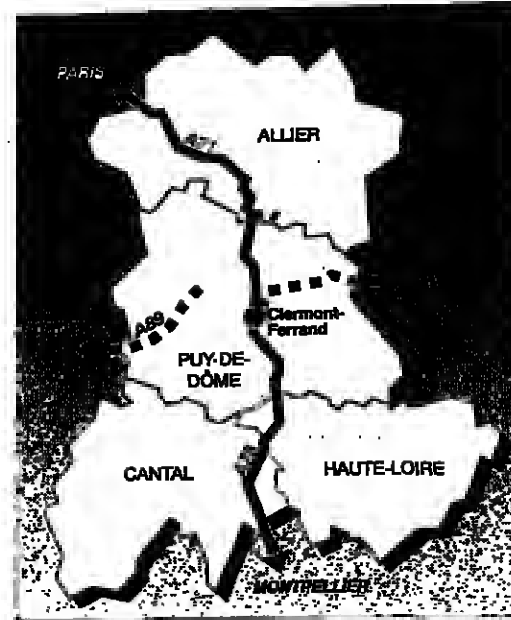
Rassembler les énergies

Les conclusions de l'étude ne s'arrêtent pas là : « Les dividendes des autoroutes seront faibles si les investissements consentis (plus de 1 milliard de francs par an) ne sont pas relayés par une politique d'accompagnement et des initiatives locales concertées et anticipées. » Autant de thèmes martelés devant un parterre d'élus et de décideurs, autant de mots qui résonnaient durement, comme si ce document qui leur offrait une vision positive du chemin parcouru, révélait aussi leurs propres faiblesses face aux autres régions françaises.

Sans le secours des discours misérabilistes, il s'agit de valoriser un potentiel. Avec son patrimoine naturel, vert et envié, est-il normal, par exemple, que l'Auvergne fasse partie des dix régions où l'emploi dans le secteur du tourisme a le moins augmenté ? Alors que les flux ne cessent de s'accroître sur l'axe Clermont-Paris, est-il logique de constater un tel manque de stratégie commerciale de la part des stations de sports d'hiver ? A l'évidence, une région qui veut vivre ne peut se contenter des retombées directes, comme la création de 1 600 chambres d'hôtel tout au long de l'A 71.

Quelques collectivités ont compris qu'il était nécessaire d'anticiper : dans le Val d'Allier, une dizaine de communes autour de Brioude et Sainte-Florence, près de l'A 75 en Haute-Loire, se sont regroupées pour aménager des zones d'activités. Dans le bassin du Puy-en-Velay, 40 communes ont créé un syndicat intercommunal à vocation industrielle (SIVI) pour tirer profit de la prochaine mise à deux fois deux voies de la RN 88. De son côté, Clermont-Ferrand devra valoriser sa fonction de carrefour et s'approprier ces « bassins de vie et de production », il faut rassembler les énergies, dans une région où les collectivités ont coutume de travailler séparément voire d'exposer leurs divergences. « Une chance n'est pas une rente », a souligné Claude Lieberman, maire (UDF-CDS) de Riom et vice-président du conseil régional. Roger Quilliot, maire (PS) de Clermont-Ferrand est partisan d'un guichet unique pour les créateurs d'entreprises, mais sa proposition n'a pas séduit tous les élus. « La coordination des actions est délicate puisque nous sommes toujours proches d'une échéance électorale », avoue le maire.

Harmoisier le développement d'un territoire comme l'Auvergne n'est pas chose aisée, et pourtant, ainsi que l'a souligné Patrice Magnier, préfet de l'Auvergne, l'ouverture d'un axe nord-sud lui promet des perspectives propres à rendre jalouses d'autres régions. La capitale régionale tente de devenir un carrefour autoroutier, pendant que le département du Cantal, au PIB inférieur à celui de la Corse, soigne d'abord ses 3 950 kilomètres de routes... départementales, comme l'explique le



Mais cela suffira-t-il à dégager des perspectives, à attirer des entreprises, alors que Mielbelin est occupé à gérer son sixième plan social, et que la localisation du Centre du machinisme agricole (CEMAGREF) tarde à faire sentir ses effets ? Pour favoriser ces « bassins de vie et de production », il faut rassembler les énergies, dans une région où les collectivités ont coutume de travailler séparément voire d'exposer leurs divergences. « Une chance n'est pas une rente », a souligné Claude Lieberman, maire (UDF-CDS) de Riom et vice-président du conseil régional. Roger Quilliot, maire (PS) de Clermont-Ferrand est partisan d'un guichet unique pour les créateurs d'entreprises, mais sa proposition n'a pas séduit tous les élus. « La coordination des actions est délicate puisque nous sommes toujours proches d'une échéance électorale », avoue le maire.

Harmoisier le développement d'un territoire comme l'Auvergne n'est pas chose aisée, et pourtant, ainsi que l'a souligné Patrice Magnier, préfet de l'Auvergne, l'ouverture d'un axe nord-sud lui promet des perspectives propres à rendre jalouses d'autres régions. La capitale régionale tente de devenir un carrefour autoroutier, pendant que le département du Cantal, au PIB inférieur à celui de la Corse, soigne d'abord ses 3 950 kilomètres de routes... départementales, comme l'explique le

président du conseil général, Roger Besse (RPR).

Des mirages oisissent, comme celui du TGV. Des polémiques apparaissent à propos de la future, et dernière, autoroute, qui doit compléter la croix vers l'ouest et relier Clermont à Bordeaux : son tracé frôle la chaîne des pays et froisse les écologistes.

L'étude originale et le débat qui a suivi sa présentation ont provoqué quelques surseuts salutaires. Aiosi, Jean-Marc Mouteil, président de l'université Blaise-Pascal, a souhaité que « le temps de l'incantation et de l'autoflagellation s'efface au profit de la création d'une vraie cellule de crise volontariste, rassemblant politiques et non politiques désireux de se mettre enfin au travail. Sinon le risque est grand de se retrouver dans cinq ans pour faire un nouvel état des lieux sans parvenir à bâtir un programme... » L'Auvergne enclavée a vécu. « Il faut maintenant désenclaver les têtes », a conclu Maurice Adevy-Pouf, maire (PS) de Thiers.

de notre correspondante à Clermont-Ferrand
Brigitte Carre

(1) Les Moyens de communication dans le développement de l'Auvergne, étude réalisée pour le Crédit local de France par Jacques Carillo et Bruno Roudier, du cabinet Territoires et développement, et Jacques Gory, du cabinet Lascoux Développement.

Non, Monsieur le Ministre,

ce n'est pas en gelant le dossier du VAL de Rennes que vous manifestez votre volonté de créer des emplois par la relance des travaux publics.

Non, Monsieur le Ministre, le dossier de Rennes n'a fait l'objet d'aucun privilège. La subvention, à laquelle s'est engagé l'Etat, a été calculée sur les mêmes critères qu'à Lille et Toulouse.

Non, Monsieur le Ministre, le VAL de Rennes par habitant desservi n'est pas plus coûteux que ceux de Lille et de Toulouse.

Non, Monsieur le Ministre, les élus du District de Rennes n'acceptent pas de voir leur décision, mûrement réfléchie et très largement majoritaire, remise en cause.

Je veux croire, Monsieur le Ministre, que la raison et le sens de l'Etat l'emporteront.



Edmond HERVE
Maire de Rennes
Président de Rennes District

Le Conseil du District de l'agglomération rennaise a été informé par le Président de l'Etat du dossier VAL suite au refus du Ministère des Transports d'accorder une autorisation de programme pour l'année 1993.

Le Conseil du District estime qu'il s'agit là d'un manquement grave aux engagements de l'Etat et à la lettre du contrat passé avec le District.

Cette rupture de contrat est contraire au principe de continuité de l'Etat. Le Conseil du District dénonce la tutelle exercée par l'Etat sur une collectivité décentralisée, qui, à l'unanimité, a adopté le principe d'un TCSP et, à une très large majorité (74 %), fait le choix du VAL.

Il souligne l'incohérence de l'attitude du Ministère des Transports qui engage une relance des travaux publics et notamment des opérations lourdes de transport urbain et refuse le franc symbolique pour l'ouverture du chantier du VAL de Rennes qui bénéficierait de nombreuses entreprises et permettrait de créer de 800 à 1 200 emplois.

La décision du Premier Ministre de renforcer

ce mouvement par un emprunt de 40 Millions F, met encore plus en lumière cette incohérence.

Le Conseil du District veut croire que la raison l'emportera sur les positions partisans. Il mandate son Président, Edmond HERVE, pour entreprendre les démarches nécessaires notamment auprès du Gouvernement et reste mobilisé pour faire aboutir un projet qui doit bénéficier à l'ensemble de la population du District et constituer un élément déterminant de la qualité de la vie dans l'agglomération rennaise.

Motion adoptée le 28 mai 1993
par 84 % des Conseillers
du District de Rennes.



WIPRE EN INTERVIEW AGE

BLOC-NOTES

NOMINATIONS

■ Un nouveau secrétaire général aux villes nouvelles. — Patrick Bouquet, conseiller-maire à la Cour des comptes, a été nommé par le premier ministre, secrétaire général du groupe central des villes nouvelles, la structure interministérielle qui a autorité sur l'ensemble des établissements publics. Il remplace Gilles Carrez (RPR), devenu député du Val-de-Marne après la nomination de Michel Giraud au ministère du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle.

■ [Né le 18 janvier 1943 à Paris, licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, ancien élève de l'ENA, Patrick Bouquet a débuté sa carrière comme administrateur civil au ministère de l'économie. Après avoir occupé plusieurs postes dans des cabinets ministériels, il devient directeur des finances auprès du conseil régional d'Ile-de-France en 1982. Quatre ans plus tard, il est nommé directeur général des collectivités locales au ministère de l'intérieur, poste qu'il occupe jusqu'en 1989.]

AGENDA

■ La ville et son commerce. — Un colloque intitulé « Réussir la ville et son commerce » aura lieu à Toulon (Var), mercredi 23 juin. Cette manifestation est organisée par le ministère des entreprises et du développement économique, le ministère de l'équipement, des transports et du tourisme, le Conseil national du commerce et l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie. Quel est le rôle économique et social du commerce en centre-ville ? Des universitaires, des élus locaux, des distributeurs, ainsi que des urbanistes s'efforceront de répondre.

■ Renseignements au (16-1) 45-63-05-00.

■ La pratique des urbanistes. — Une soirée-débat intitulée « Le conseil

aux collectivités locales et l'aide à la décision : Quelles pratiques des urbanistes ? » a lieu jeudi 24 juin à Paris.

Cette manifestation est organisée par Urbaponts, l'association des anciens élèves urbanistes des ponts et chaussées. Des architectes, dont Roland Castro, doivent s'interroger sur la légitimité et la responsabilité de l'urbaniste.

■ Renseignements au (16-1) 42-89-77-14.

■ Paris et les problèmes urbains. — Pour inaugurer un cycle de rencontres annuelles consacrées aux grandes villes européennes, l'école des hautes études urbaines Fernand-Braudel et l'institut international de Paris-le Défense organisent du jeudi 24 au samedi 26 juin une rencontre sur le thème : « Paris, figure du problème urbain ». Ce colloque veut évoquer l'évolution de la capitale en donnant la parole à des artistes, des historiens et des philosophes.

■ Renseignements au (16-1) 45-78-85-92.

PUBLICATIONS

■ Archéologie et collectivités. — Le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) vient de publier les actes d'un colloque sur « l'organisation territoriale de l'archéologie en Europe ». Le chapitre consacré à la France rappelle la répartition des compétences en matière de fouilles. Les collectivités peuvent recourir des archéologues. 37 départements et 49 villes se sont dotés de services territoriaux qui doivent travailler sous le contrôle technique et scientifique de l'Etat. Les fouilles sont autorisées par le ministère de la culture et bénéficient de subventions lorsqu'elles sont programmées. Les fouilles dites « de sauvetage », nécessitées par les travaux d'un aménageur, sont à la charge de celui-ci.

■ 183 p., 100 F. Editions du CNFPT, 8, villa Thoron, 75738 Paris Cedex 15.

STRASBOURG HÉSITE
DEVANT LE « MONDIA

ALPES

LE COLE DU « GRAND I
PERD SA MÉMOIRE

حکومت الرشيد

HEURES LOCALES

RÉGIONS

ALSACE

STRASBOURG HÉSITE DEVANT LE « MONDIAL »

La municipalité refuse d'engager des dépenses pour accueillir la Coupe du monde de football

STRASBOURG traverse une mauvaise passe. Le transfert de l'ENA n'est pas définitivement scellé. Le ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, Charles Pasqua, est prêt à appuyer la candidature de l'Espagne au détriment de la capitale alsacienne pour le siège d'Europol. Le test-match de rugby France-Australie prévu en octobre prochain n'aura pas lieu au stade de la Meinau parce que la pelouse doit subir une opération de « régénération ». La municipalité ne veut pas investir 1 million de francs et « bloquer » un hall du parc de la foire pendant les semaines nécessaires à l'installation des équipements pour accueillir une demi-finale de la Coupe Davis, alors qu'il n'est pas certain qu'elle aura lieu en France. Sans compter les interrogations qui se multiplient sur l'opportunité d'un nouvel hémicycle pour le Parlement européen, dont le coût de construction est évalué à plus

de 2 milliards de francs, soit une somme comparable à celle qu'exige la réalisation du tramway. Reste la grande affaire de l'organisation de la coupe du monde de football en 1998. En ces temps difficiles, Catherine Trautmann (PS), maire de Strasbourg, soucieuse de donner une image d'une équipe socialiste attentive à la bonne utilisation des deniers publics et refusant d'entrer dans des opérations de prestige contraire aux intérêts de ses administrés, a dit non aux organisateurs du Mondial. « La majorité des Strasbourgeois », affirme-t-elle, « me demande de ne pas me lancer dans cette affaire. » Répondre aux « exigences » de Michel Platini et Bernard Sastre, coprésidents du Comité français d'organisation (CFO) de la Coupe du monde, signifie un coût de 200 millions de francs pour les finances municipales, ou « 1 000 francs par habitant ».

Le stade de la Meinau offre aujourd'hui une capacité d'accueil de 40 000 places dont 16 000 seulement sont assises. Selon le plan d'organisation soumis à la FIFA, l'enceinte alsacienne doit être aménagée pour disposer de 40 000 places assises. Ce qui suppose de surélever le stade, donc de conduire des travaux importants.

Des signaux négatifs

A l'hôtel de ville, on est d'autant plus déterminé à refuser une facture aussi élevée que celle du département, ni la région ne sont guère disposés à contribuer dans ces conditions. « Jusqu'à présent », assure Mme Trautmann, « ces deux collectivités ont émis des signaux négatifs ».

A la vérité, les responsables départementaux et régionaux, même si leur susceptibilité en a pris un coup parce

qu'ils n'ont pas été associés aux discussions avec le Comité d'organisation de la coupe du monde - « La question n'a été évoquée qu'en termes elliptiques par Catherine Trautmann et Marcel Rudloff », déplore un proche du président du conseil régional - approuvent implicitement la tactique suivie par le maire de Strasbourg. Pour eux aussi, il s'agit de faire monter les enchères afin que les Alsaciens ne soient pas seuls à supporter le fardeau.

Car ici, chacun sait très bien que la France ne peut organiser un Mondial, succès sportif et commercial obligé, sans offrir au groupe où figurera l'Allemagne un stade digne de ce nom dans le quart nord-est de la France. Fernand Sastre reconnaissait d'ailleurs récemment qu'il serait « dommageable de n'avoir aucun stade dans une capitale européenne proche de l'Allemagne et de son football de premier plan ». Or, la Meinau est la seule installation susceptible de répondre à cette nécessité.

En attendant que les choses se décantent, la municipalité ouvre des pistes qui semblent surtout être des solutions pour gagner du temps. Il s'agit de conserver les structures actuelles du stade en démontant les 24 000 places debout en places assises, ce qui porterait la capacité à moins de 25 000 spectateurs (3 places debout équivalent à 1 place

assise). Un autre projet se propose d'installer 30 000 places assises pour un coût de 140 millions de francs.

Mais ces propositions ne correspondent pas aux engagements pris par le CFO, et sont également contradictoires avec l'objectif de la ville qui ambitionne un destin européen pour le club local de football. Dans cette perspective, il serait surprenant d'aboutir à une formule qui diminuerait la capacité d'accueil de la Meinau (3^e ou 4^e plus forte assistance cette saison du championnat de 1^{ère} division), que les places soient assises ou debout.

Parallèlement, Mme Trautmann s'élève contre les « diktnis » des fédérations sportives : « Il faudra se pencher sur la limite du financement public des manifestations, alors que les contraintes posées par les fédérations deviennent insupportables au vu des conditions sociales de certains quartiers et que notre volonté est de faire venir sur les stades et dans les salles un maximum d'enfants des milieux défavorisés. » Dans ces conditions, le maire de Strasbourg n'accepte pour l'heure qu'un rendez-vous ferme : le championnat d'Europe de tir au printemps 1994.

de notre correspondant à Strasbourg
Marcel Scotto

RHÔNE-ALPES

Le maire et les obus

« L'État n'est pas responsable de tout », continue d'affirmer Joseph Larat, le maire de la petite commune de Saint-Barthélemy dans le département de la Drôme. Ce retraité, premier magistrat d'un village de 532 habitants, vient d'être condamné par le tribunal correctionnel de Grenoble à quatre mois de prison avec sursis pour « homicide involontaire ».

Au cours de l'automne 1987, un enfant de trois ans et demi qui jouait autour du monument aux morts de la commune avait été écrasé par l'un des obus de 200 kilos qui encastraient le stèle commémorative. C'est en s'appuyant sur la chaîne que l'enfant avait provoqué la chute de l'obus, qui n'était pas scellé. Le tribunal a estimé que l'entretien du monument aux morts n'était pas suffisant. En conséquence le tribunal a jugé que le maire de Saint-Barthélemy était responsable « par imprudence et par négligence ». Le tribunal est allé au-delà des réquisitions du procureur qui avait demandé une « amende de principe », sans en préciser le montant.

Aujourd'hui, le monument aux morts est entouré d'une dalle en ciment et les obus sont scellés dans vingt centimètres de béton. Mais Joseph Larat n'a pas envie d'assumer seul la res-

ponsabilité du dramatique accident. « Les parents qui ne surveillent pas leurs enfants sont les premiers responsables », estime cet ancien agriculteur, âgé de soixante et onze ans et lui-même père de huit enfants.

« Accident interdit »

« La responsabilité de l'État ne saurait excuser celle de l'administré », assure-t-il. Saint-Barthélemy n'a pas les moyens financiers de payer un employé municipal pour l'entretien de la commune. La secrétaire de mairie, qui assure des permanences à raison de dix heures par semaine, demeure le seul luxe du village. M. Larat se demande si, pour assurer sa responsabilité contre les « imprudences et les négligences » de ses administrés, le maire ne devrait pas faire apposer sur tous les lieux publics des panneaux d'interdiction. Il ajoute même, triste autant que navré, « l'interdiction d'avoir un accident ». Le maire précise « les gens voudraient que l'on s'occupe de tout. Mais ils oublient que nous ne sommes pas des professionnels ».

de notre correspondant à Valence
Gérard Méjean

BRETAGNE

LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE MOBILISE PLOUGASTEL

A la suite d'un accident, élus et habitants travaillent à l'amélioration de la circulation

Un accident a bouleversé la commune de Plougastel-Daoulas, dans le Finistère, le matin du 10 décembre 1992. Séverine, qui se rend à l'école, traverse la route pour monter dans le car de ramassage. Elle est fauchée par une voiture. Les faits se sont produits sur un axe réputé dangereux, la rue du Père-Guénès, une ancienne route départementale à forte circulation.

La mort de cette jeune fille de quinze ans a déclenché dans la commune un mouvement de remise en question de la sécurité. L'émotion a été d'autant plus vive que le père de Séverine est l'un des responsables de l'Association des transports scolaires. À l'origine des circuits de ramassage des enfants. « Le drame a frappé les consciences », explique le maire, André Le Gac (divers gauche). Mais je sais que les gens ont la mémoire courte et c'est pour cela que nous avons créé tout de suite une commission de sécurité ».

Douze personnes en sont devenues membres : des élus, des parents d'élèves, des retraités, un

père d'enfant handicapé, le commandant de la brigade locale de gendarmerie, et André Kerdoncuff, trente-neuf ans, le père de Séverine, qui a voulu y participer pour que le malheur survienne dans sa famille soit une manière d'obtenir une meilleure protection de la collectivité. La commission, au sein de laquelle il est chargé de faire connaître tous les problèmes signalés par la population, a permis de faire évoluer les choses.

En quelques jours, avec l'aide des services techniques de la communauté urbaine de Brest, dont Plougastel est membre, un plan d'aménagement de la rue du Père-Guénès est sorti des cartons. Il a été décidé de donner à cet axe un caractère urbain pour diminuer la vitesse des véhicules et renforcer la sécurité des piétons au moyen de refuges. Coût des travaux : 6,6 millions de francs.

« La sécurité n'est ni de droite ni de gauche, elle doit être au centre de nos préoccupations », assure André Le Gac à la tête d'une municipalité à dominante écolo-

giste. La commission de sécurité a entamé un cycle de réunions régulières afin de dresser la liste des points noirs dans la ville de Plougastel-Daoulas. Elle doit être l'organe de liaison entre l'administration et les habitants, et aussi un lieu de réflexion sur les aménagements de sécurité. « Il faut une vue générale, impartiale », explique le maire, car Plougastel devra aussi examiner d'autres dossiers.

Une rocade passe par une zone fortement urbanisée. Les riverains ont obtenu de la municipalité l'installation de ralentisseurs pour freiner la vitesse des voitures. Impossible de franchir ces « gendarmes couchés » à plus de 30 km/heure à moins de vouloir prendre un abonnement chez le garagiste. Hélas des octaobus, fâchés de devoir appuyer fortement sur le frein, signalent leur passage sur chacun de ces ralentisseurs par un coup de klaxon qui s'adresse aux habitants plongés dans le sommeil...

Sortie de la routine

Cette anecdote est l'occasion pour le maire de se demander si les ralentisseurs constituent le meilleur des remèdes à la vitesse excessive. Les bus et les camions étant pénalisés par ce dispositif dissuasif, André Le Gac plaide plutôt pour des aménagements paysagers conçus de manière à réduire les couloirs de circulation et pour un rond-point bien placé, dont la création ne coûte que 300 000 francs (les ralentisseurs reviennent à 120 000 francs). Il ne croit pas davantage que le meilleur moyen d'assurer la sécurité routière sur les routes de campagne de Plougastel-Daoulas, qui font le charme de cette commune où Fraiserie a introduit, du Chili, en 1740, le célèbre petit fruit rouge, soit l'élimination des virages dangereux. « Mieux vaut garder une sinuosité ».

« En sortant de la routine, de l'usage, on trouvera des solutions », estime le maire. Mais il faut faire appel au civisme des automobilistes. Nous roulons trop vite ».

Malgré des opérations de sensibilisation et les efforts pour éliminer les zones à risques, la communauté urbaine de Brest connaît une nette recrudescence des accidents : 11 morts, 64 blessés grièvement atteints au cours des six derniers mois. Le conseiller délégué à la sécurité routière de la communauté urbaine, Jo Gléau, a appelé « à réfléchir, en famille, à l'école, dans les associations de parents, dans les conseils d'école, dans les lieux où l'on travaille et se divertit, au changement de comportements pour stopper les accidents ».

de notre correspondant à Brest
Gabriel Simon

BASSE-NORMANDIE

Un stade et un Zénith à Caen

A quinze jours d'intervalle, Caen a éterné un stade de football de 21 000 places et une salle Zénith de 5 000 places. Dimanche 6 juin, le premier ministre Edouard Balladur a inauguré le nouvel édifice sportif, d'un coût de 150 millions de francs. Cette cérémonie a précédé une rencontre entre le stade Malherbe de Caen, qui vient de terminer en onzième position le championnat de France de première division, et l'équipe du Bayern de Munich.

Le 17 juin, Jacques Toubon, ministre de la culture, est venu visiter à Caen la nouvelle salle Zénith, troisième de France, dont le coût s'élève à 80 millions de francs. D'une capacité de 5 000 places, elle devait être « baptisée » par un concert de Jacques Dutronc samedi 19 juin, avant le sixième édition du festival A Caen la paix, début juillet, qui rassemblera une quarantaine d'artistes et des musiques de tous les pays.

A l'heure où l'agglomération caennaise vit une difficile réindustrialisation avec la fermeture de l'usine sidérurgique en novembre 1993, Jean-Marie Gireult, sénateur-maire UDF-PR de Caen, assure que « ces équipements majeurs permettent à Caen, dynamique et volontaire, d'affronter le XXI^e siècle ».

BOURGOGNE

Un plan HLM pour Mâcon

« Objectif qualité », c'est le mot d'ordre pour la ville de Mâcon à son plan de 5 390 logements HLM où vit près de la moitié de la population. La volonté municipale s'est concrétisée par la signature d'une convention avec l'office HLM, les partenaires s'engageant à faire évoluer leurs habitudes de gestion, de programmation et de participation financière.

En échange d'un effort de l'office pour moderniser son organisation, en créant des unités de gestion de proximité, le ville s'engage à participer aux grosses réparations et à l'entretien des logements et des immeubles pour un montant de 6 millions de francs. Elle consacrera également une aide financière de 20 000 francs par logement pour améliorer la qualité des prestations. En outre, la ville pourra, dans certains cas, mettre le terrain gratuitement à disposition si elle décide un programme de logements sociaux dans une zone choisie par elle.

HAUTE-NORMANDIE

La qualité de l'air s'affiche à Notre-Dame-de-Gravenchon

Les habitants de Notre-Dame-de-Gravenchon (Seine-Maritime), commune située au cœur du complexe industriel et portuaire de Port-Jérôme, proche du Havre, peuvent s'informer à tout moment sur le niveau de qualité de l'air qu'ils respirent par l'intermédiaire des panneaux municipaux électroniques. Entre les horaires de ramassage des ordures ménagères, les programmes de cinéma et les dates de conseil municipal, les Gravenchonnaise peuvent savoir si leur atmosphère est « acceptable, dégradée ou très dégradée », et s'il y a un risque de mauvaises odeurs.

En cas de qualité « très dégradée » de l'air, le degré de pollution par le dioxyde de soufre, caractéristique de la pollution d'origine industrielle, est précisé. Les indications sont données avec une moyenne sur les dernières 24 heures, comparée à la valeur de guide de la Communauté européenne. Les mises à jour quotidiennes se font à 7 heures, 12 heures et 17 heures, sept jours sur sept.

CENTRE

L'ÉCOLE DU « GRAND MEAULNES » PERD SA MÉMOIRE

La restauration de ce bâtiment, fermé aux élèves en mars 1991, menace son authenticité

L'ÉCOLE d'Epineuil-le-Fleuriel, dans le Cher, a fermé ses portes au début mai. Pour de très grandes vacances qui devraient s'achever en septembre après les travaux de réhabilitation.

Ce bâtiment où Henri Fournier - le futur auteur du *Grand Meaulnes*, sous le nom d'Alain Fournier - fut élève de 1891 à 1898, de l'âge de cinq ans à l'âge de douze ans, avait bien besoin d'être restauré. Les poutres des greniers et du préau accusaient le poids des ans. En mars 1991, la dernière récréation avait sonné, et cette école s'était mise en retraite de l'éducation nationale. Les trente-cinq gamin du bourg avaient émigré, de l'autre côté du village, dans l'ancienne école des filles.

Face à l'absence de projet de

restauration, l'Etat s'était penché sur le devenir de ce lieu dont la description occupe la première page du roman d'Alain Fournier et, avec le bourg, offre leur décor à 31 chapitres, sur les 46, du *Grand Meaulnes*. Une école, à l'initiative du préfet du Cher d'alors, Roland Hodel, est lancée, dans la perspective d'une transformation en musée de ce bâtiment qui doit sa survie à Henri et Andrée Lullier, deux instituteurs épigones de M. et M^{me} Fournier.

Un lieu sans âme

Une société parisienne de communication et gestion - la société ARGOS - a analysé, sur quatre-vingt pages, les possibi-

lités de mise en valeur du site. L'enveloppe prévisionnelle s'élève à 6 millions de francs, et le parti pris « le plus efficace en matière d'aménagement » devait « être celui de reconstruction à l'identique », de manière à faire « croire aux visiteurs que la classe telle qu'Henri Fournier l'a connue vient de s'arrêter et qu'elle pourrait reprendre à tout moment ». Cette étude, retenue globalement, prévoit un système d'audioguidage permettant de diffuser « des explications et commentaires, des bruits d'école et de la musique ». L'implantation d'écrans dans certaines pièces proposant des courts métrages rappelant le fonctionnement d'une telle école au début du siècle.

L'originalité de ce projet réside dans l'idée de percer un

escalier entre l'un des trois greniers et l'ancienne salle des archives, endroit où Henri Fournier venait si souvent se réfugier pour s'adonner à la lecture.

Si ces travaux aboutissent, que découvriront les nouveaux visiteurs ? Un lieu de passage sans âme, exempt de tout ce qui faisait l'intérêt de ce lieu de référence où l'on plongeait voici peu de temps encore avec la délicieuse sensation d'honorer un rendez-vous avec les personnalités de l'un des plus beaux livres sur l'adolescence.

La réhabilitation d'un lieu de mémoire n'est jamais aisée, tant il faut à la fois respecter l'intimité des souvenirs et offrir aux visiteurs le confort et la sécurité. Toutefois, à trop penser au bien-être du présent, on risque parfois de détruire irrémédiablement l'essence même de l'objectif visé. Curieusement, un « comité d'éthique » constitué de personnes que l'on ne peut accuser d'indifférence est jusqu'aujourd'hui resté silencieux. Dommage qu'il n'y ait pas eu une seule voix pour s'élever contre cet acte irréversible...

de notre correspondant à Bourges
Patrick Martinet

IMMOBILIER

LES PROPRIÉTAIRES DE LA CAPITALE

Suite de la page 19

Mais l'essentiel reste se plonger dans les arcanes de la propriété parisienne. On y rencontre d'abord une respectable cohorte de 19 000 propriétaires particuliers qui s'adjugent un peu plus de 20 % des immeubles et des surfaces bâties (voir le tableau ci-dessous). Ils sont les héritiers des bourgeois qui, lors de la Révolution, achetèrent

servire Georges Mesmin, député de Paris, ceux-là ont acheté leur logement d'abord comme « un bien de consommation personnelle » (2). Plus de 310 000 l'occupent encore. Beaucoup pensaient aussi en tirer un revenu, plus tard. Ainsi, 280 000 copropriétaires - provinciaux ayant effectué un placement ou Parisiens ayant déménagé - ont proposé leur ancien logement à la location.

Paris (vénir, espaces verts et surfaces bâties) mais aussi 10 450 immeubles dont les plus prestigieux sont l'Hôtel de Ville, la Sorbonne et la tour Eiffel. Dans son patrimoine, on trouve pêle-mêle 75 églises, 60 bibliothèques, 600 écoles, 20 mairies d'arrondissement, des gymnases, des conservatoires, des salles de spectacles, des musées et des hôtels industriels. Le plus gros paquet est constitué des milliers d'immeubles sociaux que la Ville a fait construire depuis 1920. Cette municipalisation rampante fait de Jacques Chirac le propriétaire le plus puissant de la capitale.

Derrière la Ville viennent les entreprises qui possèdent les

l'ouest parisiens. Bien entendu, l'Etat - héritier des monarques d'autrefois - a toujours été un gros propriétaire dans la capitale. Il détient près de 2 000 palais, hôtels particuliers, immeubles, musées et installations diverses.

La délocalisation de 15 000 fonctionnaires et les ventes de locaux correspondant seront de peu d'effets sur ce prestigieux patrimoine. Et même si la décentralisation a engendré dans les autres villes françaises la construction de nombreux édifices abritant les assemblées et les services des départements et des régions, Paris a peu de chances d'être détrônée dans ce domaine.

Dans la liste des propriétaires de Paris, l'Eglise arrive bon dernier avec moins de 330 immeubles, pour la plupart des couvents concentrés dans les 5^e, 6^e, 7^e et 14^e arrondissements. Même avec les jardins attenants, ces 80 hectares et ces 350 000 mètres carrés bâtis ne sont que le maigre reliquat de la fortune foncière et immobilière que le pouvoir religieux détenait dans Paris sous l'Ancien Régime. Il est vrai qu'il assurait aussi des services sociaux et hospitaliers aujourd'hui laïcisés.

Quelle sera l'évolution de la propriété parisienne? Patrice de Moncan prévoit la disparition progressive des propriétaires particuliers. Leurs biens devraient passer entre les mains de la municipalité, du tiers-état des copropriétaires et de cette nouvelle « noblesse » que sont les banques et les sociétés de placements immobiliers.

Marc Ambroise-Rendu

(2) Urbanisme et logement : analyse d'une crise, de Georges Mesmin, PUF 1992, 173 p., 138 F.

(3) SCPI : société civile de placement immobilier; SOCOMI : société immobilière pour le commerce et l'industrie; SII : société immobilière d'investissement.

Propriétaires	Nombre d'immeubles	%	Surfaces bâties (en milliers de m ²)	% de la surface
Copropriétaires.....	54 222	49,99	49 932	50,35
Propriétaires particuliers.....	23 846	21,80	21 800	21,98
Ville de Paris.....	10 450	9,63	10 400	10,48
Sociétés commerciales.....	9 201	8,48	7 500	7,56
Banques, assurances, mutuelles.....	2 945	2,71	4 485	4,50
Sociétés financières et immobilières.....	4 817	4,44	3 500	3,25
Etat.....	1 987	1,84	1 300	1,31
Etats étrangers, divers.....	758	0,69	910	0,91
Eglise.....	328	0,30	350	0,35
Total.....	108 364	100	99 157	100

Sources : Patrice de Moncan

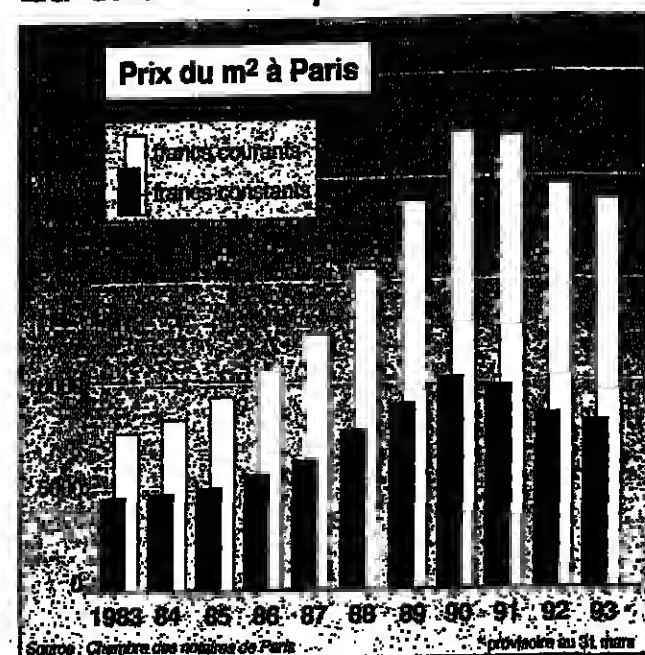
rent à bon compte les biens de la noblesse et de l'Eglise. Ils profitent aussi des immeubles que leurs familles firent ériger tout au long du XIX^e siècle, notamment à la faveur des grands travaux haussmanniens. Longtemps brocardés par les satiristes, aujourd'hui décimés par l'impôt sur la fortune et les droits de succession, leur nombre a diminué d'un tiers en vingt ans.

Ils sont remplacés par les gros bataillons d'une « race » jadis inconnue : les copropriétaires, 600 000 ménages des classes moyennes. Comme l'ob-

La masse des 620 000 propriétaires ou copropriétaires particuliers ne doit pas faire illusion. En proportion, elle est moins importante qu'en province. Vingt-huit pour cent seulement des ménages parisiens sont propriétaires de leur logement contre 55 % pour la France entière. Dans la capitale, les particuliers subissent la formidable concurrence des services publics, des entreprises et des investisseurs institutionnels. Le premier d'entre eux n'est autre que la municipalité. Celle-ci possède ou a seulement la moitié de la surface de

magasins, ateliers et bureaux nécessaires à leurs activités. Contrairement à ce qu'on pense, les banques, compagnies d'assurances et mutuelles n'arrivent qu'en cinquième position avec moins de 3 000 immeubles. Mais elles n'avaient pas tout. Grâce à ce que Patrice de Moncan appelle la « pierre-papier » - SCPI, SOCOMI et autres SII (3), - elles contrôlent sans doute des centaines, voire des milliers de bâtiments supplémentaires. Ces investisseurs ont raffiné l'essentiel des solides immeubles haussmanniens du centre et de

La chute des prix



Sept ans de hausse, deux ans de chute. Le prix des appartements anciens à Paris, qui avait augmenté de 200 % entre 1983 et 1990, a reculé depuis de 15 %, reculant ainsi nettement sous le barre des 20 000 francs le mètre carré. En France, le phénomène est aussi impressionnant : un bond de 126 % pendant les sept premières années de la période suivi d'un recul de 20 %. Aujourd'hui, les prix ont retrouvé le niveau qu'ils avaient atteint vers le milieu des années 80.

Bien évidemment, ces chiffres moyens recouvrent des réalités différentes selon la taille et l'emplacement des appartements. Grosso modo, les beaux quartiers et les grands logements ont été plus touchés par la crise que les autres. Aucun arrondissement ne dépasse plus les 30 000 francs le mètre carré, les prix s'échelonnant entre le VII^e (29 628 francs) et le XVIII^e (13 719 francs). Les logements de cinq pièces et plus ont perdu plus du quart de leur valeur entre 1981, année où ils avaient atteint leur maximum, et mars dernier où ils ne coûtent plus que 3 567 847 francs soit 8 fois le prix d'un studio (436 424 francs) et plus de 5 fois celui d'un deux pièces (668 589 francs en moyenne).

Reste à savoir si l'on a atteint un point bas. Ce n'est pas sûr : réagissant à la montée des prix, à la cherté du crédit et à celle des droits de mutation, inquiets pour leur avenir, les acheteurs ont déserté le marché. Depuis 1989, elles sont tombées de 40 300 à 24 446 en 1992. En présentant leurs données statistiques, au début du mois de juin, les notaires expliquent que, jusqu'ici, les mesures prises par le gouvernement pour relancer le logement avaient rencontré peu d'écho auprès de leurs clients. D'autant que, depuis le 1^{er} juin, la taxe départementale frappant les transactions dans la capitale a été augmentée de 20 % pour être portée à 5 %.

STATIONNEMENT

PARKING AUTOMATIQUE A L'ESSAI

Le premier centre parisien de stockage mécanique de voitures a été mis en service

Un pavillon transparent de 30 mètres carrés planté sur le terre-plein central de la rue du Grenier-Saint-Lazare (3^e arrondissement), c'est tout ce que les passants peuvent apercevoir du parking automatique que la Ville. Une première dans l'histoire du stationnement automobile à Paris. Après Toulouse, Saint-Etienne, Tours, Decazville et Cagnes-sur-Mer, la capitale s'est enfin décidée à expérimenter la nouvelle technique de stockage automatique des voitures.

Le principe est simple. Le conducteur pénètre avec son véhicule dans la cabine vitrée comme il le ferait dans une station de lavage. Puis il coupe le contact, descend, verrouille ses portes, introduit sa carte magnétique dans une borne, appuie sur un bouton et quitte l'édicule. Durée de la manœuvre : trente secondes. Tout le reste ensuite se déroule automatiquement, sans aucune intervention humaine, mais sous l'œil d'une caméra de surveillance reliée à un PC, quelque part en ville. La voiture disparaît dans les profondeurs et se trouve remise dans l'une des 72 cases qui ont été aménagées sur 6 niveaux, au-dessous de la chaussée.

Pour récupérer sa voiture, le propriétaire fait les mêmes opérations en sens inverse : entrée dans la cabine, introduction de la carte, bouton. Une minute et demi plus tard l'ascenseur est allé chercher le véhicule dans son logement et le ramène à la surface. Le conducteur prend le volant et se mêle à la circulation.

Le parking de la rue du Grenier-Saint-Lazare a été construit par une société privée (La Compagnie générale de stationnement, du groupe Générale des eaux) qui est concessionnaire de la ville pour soixante-

cinq ans. Elle met en vente les emplacements souterrains et pour la même durée au prix de 320 000 francs. La moitié des cases seraient déjà vendues. Les autres sont louées pour 1 900 francs par mois. « Il s'agit pour nous d'une expérience, a expliqué Françoise Ozanne, le patron de la direction de la voirie. D'abord tester la fiabilité et la sécurité du système, ensuite étudier comment il s'intègre dans un quartier très encombré où l'espace est trop exigé pour construire des parkings souterrains classiques avec tréteaux d'accès, rampes de sortie et escaliers piétons. »

Une solution inespérée

Pour l'usager, les avantages et les inconvénients du parking automatique en sous-sol paraissent clairs. Le parking étant un sorte de coffre-fort en béton, inaccessible à quiconque sauf aux employés d'entretien et aux pompiers, il interdit toute tentative de vol, de pillage ou de dégradation. Le gain de temps est appréciable : trois minutes pour entrer et sortir la voiture contre un quart d'heure dans un parking ordinaire. En revanche, la formule est actuellement coûteuse et oblige le propriétaire à abandonner son véhicule à un mécanisme. Gare à l'étourdi qui oublie ses papiers dans la boîte à gants ou ses emplettes dans le coffre.

Pour les responsables urbains, le système offre une solution inespérée au casse-tête du parking résidentiel dans l'hyper-centre. Faute d'espace aussi bien en surface que dans les tréfonds, un parking classique était irréalisable rue du Grenier-Saint-Lazare. Voici 72 emplacements offerts aux habitants du quartier qui

ne voyaient plus d'autre issue que de renoncer à leur chère voiture.

Jacques Dominati, maire de l'arrondissement et adjoint de Jacques Chirac, n'a pas caché que c'est à sa demande que le procédé du parking automatique a été introduit dans la capitale. Mais les études ont duré près de quatre ans car les services municipaux comme les sapeurs-pompiers ont multiplié les exigences. La compagnie concessionnaire a dû notamment doubler les appareillages de sécurité. D'un prix de construction particulièrement élevé. Au point que la ville a subventionné l'opération à hauteur de 1,4 million de francs. Il est vrai qu'en surface le parc à ascenseur occupe trois fois moins d'espace qu'un parking à rampes et qu'en sous-sol chaque véhicule ne demande que 40 mètres carrés au lieu des 65 mètres carrés habituels.

Il était fatal que Paris, dont les quartiers du centre comptent parmi les plus densément occupés de France, en vienne un jour ou l'autre à la formule du parc automatique souterrain. Il est même surprenant qu'on n'y ait pas songé plus tôt.

Reste à savoir si les Parisiens l'adoptent. Et, dans cette hypothèse, si la ville est disposée à lancer et à subventionner d'autres réalisations du même genre. Qu'elle en ait le mouvement on a l'air de la voir individuellement, décidément, l'une des commodités dont l'adaptation à la ville est l'une des plus difficiles et des plus dispendieuses.

M. A.-R.

RÉVONS LA FRANCE
10 ouvrages sur l'avenir du territoire
N° 100 - 1993

Le Monde des DEBATS

Le Monde

LES 30-40 ANS : UNE GÉNÉRATION CULTURELLE

Des écrivains, des musiciens, un peintre, un cinéaste, un metteur en scène, une photographe, nés entre 1953 et 1963, expliquent comment dans leur travail de créateur ils se situent par rapport à la génération qui les a précédés et celle qui a suivi.

SERVICE MILITAIRE OU SERVICE CIVIL

Faut-il, comme certains le souhaitent, affecter davantage d'appelés à des activités civiles ? Ne risque-t-on pas ainsi de dénaturer le sens même du service national et de réserver à des soldats des emplois que pourraient occuper des chômeurs ? Les opinions d'un général, d'un spécialiste des questions de défense nationale, d'un syndicaliste, d'un démographe.

BLANCHIR LE TRAVAIL AU NOIR

Le travail clandestin ne cesse de se développer en France comme ailleurs : doit-on l'interdire ou le prendre en compte comme un dernier recours avant l'exclusion ? Les points de vue d'un sociologue et d'un économiste.

INTERVENIR EN YOUGOSLAVIE ?

Les Européens, lorsqu'ils s'interrogent sur l'attitude qu'ils doivent adopter vis-à-vis de l'ex-Yugoslavie, ne peuvent manquer d'évoquer deux précédents de l'avant-guerre : la guerre d'Ethiopie et la guerre d'Espagne. Les réflexions d'un historien.

NUMÉRO DE JUIN 1993 - 30 F

RESEAU VERT
PARTIRA D'ISSY

Le Monde

46-62-72-02
46-62-73-90
46-62-98-74



LE MÉTRO ARRIVE A TOULOUSE

LA VILLE PEAUFINE SON IMAGE DE MODERNITÉ

La capitale de l'aéronautique choisit un transport en commun automatique sans pilote

Le 26 juin sera leur jour. Ce samedi, les 650 000 habitants de l'agglomération toulousaine vont pouvoir découvrir leur première ligne de métro. L'inauguration devrait avoir lieu en présence du premier ministre, et les réjouissances se clôtureront avec un concert de musique avec un orchestre de la capitale dirigé par Michel Plasson.

De Basso Cambo, dans le quartier du Mirail, à Jolimont, la ligne A dessert quinze stations en dix-sept minutes. Le métro parcourt 10 kilomètres à la vitesse de 35 kilomètres à l'heure. Lumineux, doté d'une architecture soignée, enrichi de quinze œuvres contemporaines, ce moyen de transport devrait séduire les Toulousains, ou au moins rassurer les plus inquiets d'entre eux.

Avec un intervalle d'une minute vingt aux heures de pointe et de six minutes la nuit, les rames du VAL (véhicule automatique léger) pourront transporter 120 000 personnes par jour. Le réseau d'autobus de l'agglomération a été réorganisé en fonction de la nouvelle ligne. Le voyageur pourra emprunter un autobus et terminer son trajet en métro, avec un ticket unique de 7 francs. Sur les quinze gares, quatre sont plus particulièrement connectées avec le réseau de surface. L'une d'elles est même directement liée à la desserte SNCF Toulouse-Colomiers.

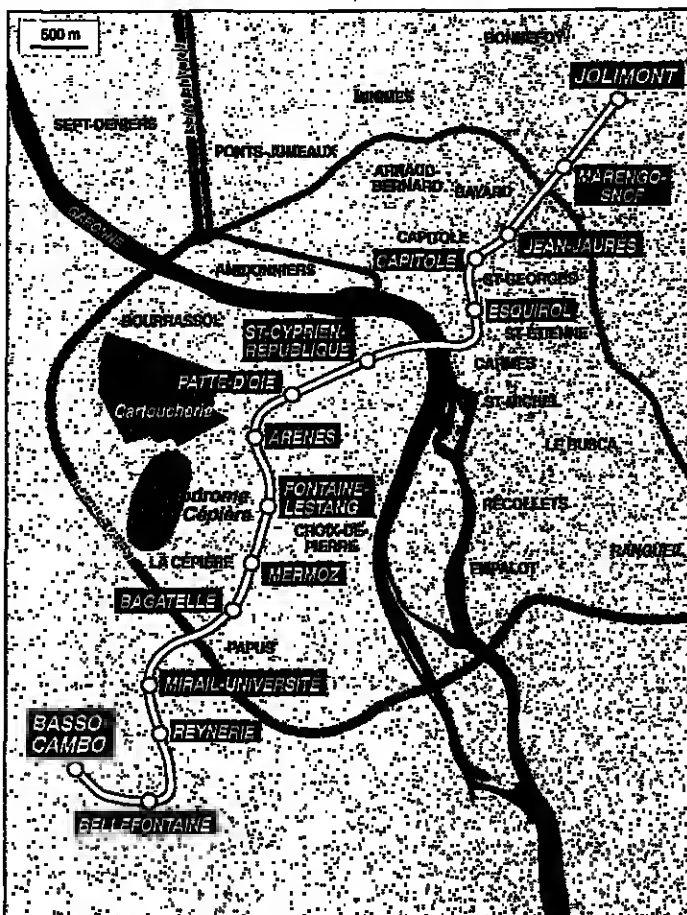
Changer les habitudes au profit des transports en commun nécessite un effort global. A proximité des gares d'échange, un millier de places de parking incitent les automobilistes à déposer là leur engin polluant. Il le faut. Les rues étroites du centre-ville ne pourront plus longtemps se laisser asphyxier par les voitures.

Le 7 juillet 1957, les derniers tramways cessaient de parcourir la ligne numéro 1 entre Saint-Michel et les Fouts-Jumeaux, remplacés par des autobus. Trente-six ans plus tard, la ligne 1 du métro, de Jolimont à Basso-Cambo, est mise en service. Entre-temps, beaucoup d'études, de débats, de projets remis aux oubliettes, ont eu lieu. Très tôt, les Toulousains ont réalisé que le bus ne réglerait pas les problèmes de circulation de leur ville, legs de l'histoire occitane, que nul Haussmann n'avait jamais redessiné.

Du métro ou d'un moyen de transport approchant, Toulouse parlait depuis une trentaine d'années, depuis que les rues devenaient impraticables à la circulation automobile. Avec les années 80, la ville s'est inventée un avenir européen, et a ébauché, y compris dans les transports en commun, des emblèmes de modernité. Faciliter les déplacements, voire repenser la ville, et offrir au regard extérieur une image forte, ce double objectif explicite, associé au contexte politique local, l'épuisait querelle qu'ont instruite majorité et opposition municipale, socialiste surtout, ainsi que diverses associations d'usagers. Ces derniers craignant qu'à trop courir le symbole ne se oublie l'objectif.

La voie de l'audace

Quand, le 18 mai 1984, un an après l'élection de Dominique Baudis (UDF) comme maire, le conseil municipal se prononce pour la réalisation de trois lignes de métro, dont deux de type véhicule automatique léger (VAL), le conseil général de la Haute-Garonne, à majorité socialiste, fait de même, sans pour autant opter pour tel ou tel système, comme réticent encore à suivre la capitale régionale sur



la voie de cette audace. Toulouse se veut alors la première ville au monde de moins d'un million d'habitants à choisir un transport en commun souterrain.

Depuis vingt et un ans les études s'accumulent, qui préconisaient une solution ou site propre, mais de surface. Le Syndicat mixte des transports, qui gère les réseaux dans l'agglomération et associe une cinquantaine de communes à la métropole, avait rejeté la solution enterrée comme étant trop coûteuse. Même position pour l'Agence d'urbanisme, qui envisageait alors la mise en service

d'un système au sol pour le début de 1984. Pourtant, en 1980 - ou ne sait vraiment qui lança l'idée - le passage en souterrain du centre-ville est évoqué. L'esquisse d'un métro qui atteindra encore quatre ans avant de prendre forme.

Un vote historique

Les études, celle du Comité économique et social, celle, nouvelle, du Syndicat mixte, concluent à la faisabilité d'un métro. Pourtant, les décisions

du conseil municipal comme du conseil général, puis l'engagement, au mois d'octobre 1984, de Laurent Fabius, alors premier ministre, à financer la ligne à hauteur de 500 millions de francs constants, n'ont pas eu immédiatement raison de toutes les réticences, calculées ou sincères.

« Il n'y a pas un métro pour la droite, et un tramway pour la gauche », déclare alors Dominique Baudis, qui ajoute : « La preuve, à Lille, Pierre Mauroy a choisi le VAL. » Quand les uns parlent prix de revient et réseau d'agglomération, les autres jurent que la fiscalité des ménages ou pâtirait pas d'un métro financé, pour partie, par « la taxe transport » à la charge des entreprises. Ils avancent que le réseau d'agglomération sera créé par une réorganisation des services de bus. Voilà un métro investi, dès l'origine, de toutes les nouvelles vertus toulousaines. « Airbus pour les résultats commerciaux, et Concorde pour la technologie », proclamait alors Dominique Baudis.

Coup de théâtre, presque cocasse parce que révélateur du climat politique toulousain, en 1985. Premier acte, Léon Eeckhoutte (PS), président du Syndicat mixte et président du conseil général, perd son fauteuil au Syndicat, au profit de Guy Hersant, premier adjoint au maire de Toulouse. Deuxième acte, le Syndicat se prononce pour le VAL. Les voix se partagent, Guy Hersant, président, usant alors de sa voix prépondérante, fait pencher le Syndicat en faveur du système conçu par Matra. Un vote historique qui laissera quelques traces d'amertume dans les rangs socialistes, convaincus d'avoir été trahis par un des leurs.

En février 1987, le tracé définitif de la ligne 1 est arrêté. Le chiffre de 120 000 passages quotidiens est avancé pour les quelque 10 kilomètres qui vont traverser Toulouse d'est en ouest. Les premiers travaux

débutent le 18 avril 1988, tandis que la Caisse des dépôts et consignations obtient, pour trente-cinq ans, la concession de l'ouvrage confié à la société Métropole Transport Développement (MTD) qui s'engage à livrer le métro le 1^{er} juillet 1993, pour un coût de 3 315 millions de francs.

Ouvert en 1989, le chantier s'achève trois ans après pour le gros œuvre. Des entreprises nationales et internationales se sont partagé un marché de 1,160 milliard de francs. Les parties souterraines ont fait l'objet d'une attention particulière, on craignait alors des difficultés de percement dans le sous-sol de la capitale. Deux tunneliers, joliment appelés Breonius et Clémence, furent requis pour cette tâche. Le passage sous les voies SNCF imposa même, en raison de la mauvaise qualité des sols, l'emploi d'une technique originale par congélation des terrains.

Des découvertes archéologiques

A l'occasion du creusement de certaines stations, Esquirol et Capitole ont livré, d'intéressantes découvertes archéologiques ont été faites et largement exploitées. Déjà et enveloppe budgétaire tendue, ce chantier, à un employé jusqu'à 1 353 salariés, a cependant été endeuillé par deux accidents mortels. Le second œuvre, évalué à 500 millions de francs, a permis à plus de cent cinquante entreprises, dont les deux tiers étaient originaires du Sud-Ouest, de se familiariser avec un secteur nouveau pour elles.

En novembre 1992 le VAL circule. Quelques centaines de privilégiés ont le droit de découvrir Toulouse en sous-sol pour une pré-inauguration qui a permis de réceptionner l'ouvrage (le Monde date 13-14 décembre). Ce VAL, dont la construction peut passer pour un exemple de maîtrise des coûts et des délais, renforce l'image de Toulouse, métropole européenne, haut lieu de la technologie de cette fin de siècle. L'expérience dira si l'agglomération et ses habitants y gagneront dans leur vie quotidienne.

de notre correspondant à Toulouse
Gérard Vallès

LE DISTRICT : UN ESSAI A TRANSFORMER

Quatorze communes de l'agglomération toulousaine ébauchent enfin une organisation collective

DEUX cent cinquante sportifs toulousains ont été les premiers, le 6 juin dernier, à éprouver physiquement la « coexistence » du nouveau district dit du Grand Toulouse. Sur des vélos tout terrain, ils ont accompli en cinq heures le tour des quatorze communes ayant accepté d'envisager ensemble leur avenir. Le vainqueur de cette épreuve domiciliaire, Robert Aubry, un champion local, a parcouru les 140 kilomètres à la vitesse moyenne de 28 km/h. La coupe récompensant un tel exploit lui a été remise par Dominique Baudis en personne. En organisant cette journée sportive-mécanique, le maire de la Ville rose, qui est aussi président du district, voulait attirer l'attention de ses administrés sur le « regroupement » dont il a été l'artisan. Un autre exploit qu'il ne connaît le coût.

N'ayant jamais bénéficié d'un aménageur comme le baron Haussmann ou le préfet Delaunay, l'agglomération toulousaine s'est étendue sans contrainte, en doigts de gant, le long des nationales, des voies ferrées et des canaux des automobiles qui s'y croisent en un formidable nœud de communication. Son diamètre atteint aujourd'hui 25 kilomètres. C'est un patchwork de quartiers historiques, de lotissements

pavillonnaires, de cités HLM et de villages ruraux entrelardés de zones industrielles, d'universités et d'hypermarchés. Cette marée urbaine a même réussi à enserrer quatre aéroports.

Trois opportunités

Dans ce conglomérat disparate s'activent plus de 625 000 personnes, soit le quart de la population totale de la vaste région Midi-Pyrénées. Toulouse détient par ailleurs deux records de France : celui du nombre de voitures par ménage et celui des mètres carrés de grande surface par tête d'habitant. Entreprises publiques délocalisées de Paris et firmes privées débarquant d'Amérique ont le choix entre une cinquantaine de zones d'activités qui se font concurrence. Quant au schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU) qui, depuis 1981, est censé canaliser le développement des 63 communes urbaines entourant le Capitole, il n'a cessé d'être révisé et se trouve en « révision ».

Si par nécessité les municipalités ont été contraintes de se regrouper au sein d'une trentaine de syndicats techniques (transports en commun,

ordures ménagères, adduction d'eau, égouts, etc.), ceux-ci se chevauchent et s'entrechoquent jusqu'au délire. Et tout cela, aucune autorité de coordination n'existant jusqu'ici.

Au centre, Toulouse, forte de sa population (366 000 âmes) et de son territoire (11 850 hectares, soit davantage que Paris), fait figure de « grand méchant loup ». Autour s'éparpillent une soixantaine de mini-royaumes divisés par des querelles de personnes et des oppositions idéologiques. Or Dominique Baudis a réussi le tour de force d'en rallier 13, ses plus proches voisins, alors qu'ils sont dirigés par des hommes qui représentent l'éventail politique français à peu près complet. Parmi ces communes figurent 8 localités de 10 000 à 30 000 habitants, dont certaines sont économiquement fort bien dotées (Colomiers et Blagnac, par exemple).

Pour opérer ce regroupement « historique », le maire de la Ville rose a profité de trois opportunités : la loi de février 1992 qui encourage fortement la coopération intercommunale, la mise en révision du SDAU et la signature avec l'Etat d'un « contrat de ville » impliquant 25 communes dans la politique de développement de l'agglomération. Et il a procédé en douceur. Des mois de négociations,

des simulations financières afin que chacun évalue les avantages et les charges de l'opération et, surtout, le respect du choix des communes périphériques pour l'une des formules proposées par la loi : le district. Une association si peu contraignante qu'on la suspecte de rester une « coquille vide ».

Des commandos de prospecteurs

Toulouse, qui héberge près des trois quarts de la population des « quatorze », a consenti à n'avoir que la moitié des voix au conseil et au bureau du district. Tel était le prix à payer pour que le regroupement communal soit porté sur les foyers baptismaux en décembre 1992. Pour Toulouse, une date tout aussi historique que celle de juin 1993 marquant l'inauguration du métro. Résultat : avec ses 30 000 hectares et ses 501 000 habitants, le district du Grand Toulouse est le premier de France. Ses compétences théoriques ne sont pas vastes. Il veut organiser progressivement une empiètement dans quatre domaines : l'implantation de nouvelles entreprises, la répartition des logements sociaux, la politique d'environnement, et, accessoirement, l'urbanisme de l'agglomération.

Malheureusement, les moyens ne sont pas à la hauteur de ces objectifs. Le district ne siège pas dans les commissions révisant le SDAU et ne peut pas disposer à sa guise de l'agence d'urbanisme de l'agglomération toulousaine (30 techniciens et 17 millions

de francs par an). Il ne figure ni dans le syndicat des transports en commun de l'agglomération ni dans la société d'économie mixte qui a conçu et réalisé le métro.

Pour le programme local de l'habitat, qui doit répartir plus équitablement les logements sociaux, le district ne fera que des études et des suggestions. Les communes resteront libres de les accepter ou pas. « Nous chercherons un consensus et nous le trouverons », promet M. Baudis.

Pour le développement économique, le district se heurte à un redoutable concurrent qui a dix ans d'avance sur lui : le Sicoval (syndicat intercommunal de la vallée de l'Hers). Au départ simple syndicat groupant 6 localités rurales de la banlieue sud-est, cet organisme est aujourd'hui une communauté de 33 communes disposant du fameux Iznogoud de Labège.

Sur ce vaste complexe sont installés 330 entreprises, plusieurs établissements scolaires, un centre de congrès, des hôtels et un Carrefour géant. Six mille personnes y travaillent. Particularité : l'institution n'a pas directement les taxes professionnelles, en affecte une partie à son propre développement et répartit le reste aux collectivités adhérentes.

Sicoval a six autres zones d'activités en projet ou en cours de création et vient d'engager deux commandos de prospecteurs installés l'un à Iznogoud et l'autre à Paris. Cette communauté, qui groupe 40 000 habitants sur plus de 20 000 hectares, a les dents longues. Elle veut maîtriser l'aménagement de son territoire et s'en est

donné les moyens réglementaires. C'est elle, par exemple, qui décidera de la densité des constructions. Claude Ducert, patron du Sicoval, et Dominique Baudis, président du district voisin, conviennent l'un et l'autre qu'ils devront s'entendre. Mais pour l'instant, ils se font concurrence pour attirer les entreprises.

Un outil pédagogique

Finalement, la seule compétence que les « quatorze » ont concédée au district est celle des sapeurs-pompiers. Elle absorbe 75 % du budget. Celui-ci, alimenté par un supplément à la taxe professionnelle, est modeste : 100 millions de francs cette année. Compte tenu de la récession, il s'aggrave dans un avenir immédiat. Comme l'a fait M. Baudis : « Il faudra faire mieux avec le même argent ».

Le Grand Toulouse n'est donc qu'une ébauche, un outil pédagogique accablant 14 maires à s'asseoir autour d'une table. On est loin de l'instrument d'aménagement dont aurait besoin l'agglomération. Mais sa création a, par là-même, dissuadé son président, Dominique Baudis, d'accepter l'un des marabouts qui lui étaient proposés par Edouard Balladur. Il est vrai qu'avec son district nouveau-né, son métro tout neuf, dix autres projets et une tourmente économique à traverser, Toulouse a, plus que jamais, besoin d'un pilote.

de notre envoyé spécial
Marc Ambroise-Rendu

DOSSIER

DES « GALERIES »
SOUTERRAINES

Clares et lumineuses, les quinze stations s'ornent chacune d'une œuvre contemporaine

L'IMPATIENCE tarabule la Ville rose. Depuis que les palissades des chantiers ont disparu, les Toulousains ont cessé de pouvoir glisser leur nez à travers les grilles de « leur » métro, sévèrement gardé pour le moment. Et avec la verve des gens du Midi, ils promettent une inauguration haute en commentaires colorés. En attendant, les stations gardent leur mystère, et les œuvres qu'elles abritent continuent d'agiter la curiosité.

Ce n'est pas la première fois que l'art pénètre dans un métro, mais Métropole transport développement (MTD), la société concessionnaire, a choisi de lui accorder une dimension particulière. Des œuvres sont présentes d'un bout à l'autre de la ligne, des banlieues à la place du Capitole. Aujourd'hui, ils sont plusieurs à se disputer la paternité de cette idée. La réalisation en revient sans conteste à MTD. Cette filiale de la Caisse des dépôts et du Crédit local de France a su trouver sur son budget global (trois milliards de francs) les dix millions nécessaires. La somme est importante dans le monde du mécénat artistique.

Pour autant, les sous-sols du métro ne vont pas se transformer en galeries d'exposition. Les milliers de personnes qui vont le parcourir chaque jour ne vont pas tous se muer en amateurs avertis. Alors, les créateurs ont relevé le défi complexe d'inscrire, sans dénaturer, leur travail dans



un espace particulier. Bien qu'ils soient intervenus après les architectes, le pari semble réussi : les œuvres s'approprient et placent comme un décor, ni dressées sur un piédestal, mais intégrées chacune dans sa station.

Lancé à l'hiver 1991, le concours a retenu quinze artistes d'âge, de nationalité et de sensibilité très différents (1). Pourtant, parce que chacun a accepté d'adapter sa démarche, il se

dégage une sensation d'ensemble des quinze gares, sans priver chacune de son identité. Plafond bas, sobrement rectangulaire, la salle des billets de Bagatelle serait sans doute la plus « parisienne » de toutes, si Dimitry Orlic n'y avait réinventé la lumière. Ses oeuvres bleues gravées affleurent le sol, ses éclairages reflètent leurs fragments colorés dans les miroirs inclinés qui se perdent dans le faux plafond métallique. Les

LE MÉTRO ARRIVE A TOULOUSE

enfants de ce quartier difficile appellent déjà la « salle de bal ».

Les escaliers qui s'engouffrent précipitamment vers les quais de Jean-Jaurès, en centre-ville, sont, eux, éclairés de soleil. Au-dessus, vingt-six poutres implantées de façon irrégulière, maintiennent les murs latéraux. Les deux cercles rouges de Felice Varini s'appuient sur cette blanche forêt horizontale. En fait, ils semblent au contraire en jaillir puis disparaître au fur et à mesure de la descente. Combien de temps la magie de cette anamorphose opérera-t-elle ? Usure des regards, usure des miroirs de pas et de mains qui se posent, les artistes semblent appréhender l'avenir avec une certaine sérénité.

Le blanc domine

Si les architectes, différents pour chaque station, ont souvent imprimé leurs couleurs au carrelage présent partout, le blanc domine. Grâce aux puits de lumière naturelle qui les trouent des que possible, les gares frappent par leur clarté. Ascenseurs en surface, escalators : le métro de Toulouse est accessible à tous. Ainsi l'ont voulu ses concepteurs, à l'inverse des souterrains de Paris, vieux, sombres, et surtout inquiétants selon les enquêtes locales. Les couloirs ont donc été réduits au maximum. Les stations sont concentrées sur elles-mêmes, souvent ouvertes sur les différents niveaux. N'étaient les « portes palières » qui bordent les quais, les « vitres anti-suicide » comme les appellent les professionnels, rien n'évoque le danger.

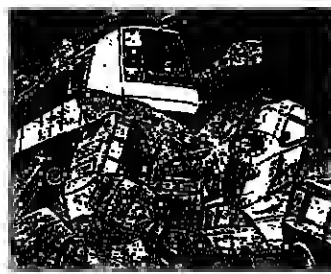
Au total, le métro toulousain apparaît plutôt gai et sage. Alors les *Héliques* de Takis, *L'Arbre fermé*, *Arbre ouvert* de Daniel Coulet, les *Signaux lumineux* de

Beate Honsell-Weiss, *L'Aire de jeux* des frères Di Rosa constitueront probablement des repères forts dans ce nouvel univers plutôt lisse.

L'art n'aime pas les compromissions. Chacun des créateurs a cependant accepté les contraintes de l'intervention dans un espace public. Certains en ont joué. Sur les célèbres traces bleues d'Olivier Debré qui rayent la station Arènes, se découpe une curieuse petite boîte jaune : le signal d'alarme de l'escalator. Mais, les compromis ont surtout été le lot de l'équipe de MTD.

Faire accepter aux entrepreneurs de retravailler les éclairages, revoir les panneaux indicateurs, déplacer des câbles pour offrir à une sculpture l'environnement souhaité n'a pas dû être facile, surtout avec le souci constant des échéances du chantier. Aujourd'hui, on se félicite mutuellement. « Ils ont été très attentifs à notre démarche. En retour, nous leur avons montré que les artistes savent travailler sérieusement », analyse Daniel Coulet. « Ils nous ont beaucoup appris », conclut Guy Claverie, de MTD, dans un discret soupir de soulagement. Deux semaines avant l'inauguration, l'eau était encore loin de couler dans toutes les fontaines.

Il faut dire que le creusement des galeries a donné lieu en certains points à d'importantes opé-



rations d'urbanisme de la ville. L'autopont de la Patte-d'oie a été supprimé. Noël Cuin a donc travaillé non seulement dans la station, mais aussi sur ce rond-point complètement réaménagé.

L'emplacement des anciennes arènes est occupé par un nouveau lycée et des immeubles de logements. Il s'agit cette fois d'une des opérations d'accompagnement de MTD. La société concessionnaire a aussi rénové complètement un immeuble cossu, dans le hall duquel débouche la station Esquirol. Il lui restera à le commercialiser. En attendant de concourir pour les réalisations de la prochaine ligne du métro toulousain.

Martine Valo

(1) François Bouillon, Jean-Paul Chambas, Daniel Coulet, Noël Cuin, Olivier Debré, Hervé et Richard Di Rosa, Jean-Louis Garnier, Bernard Gerboud, Guy-Rachel Grataloup, Beate Honsell-Weiss, François Morellet, Dimitry Orlic, Giulio Paolini, Takis, Felice Varini.

UNE NOUVELLE VITRINE
POUR MATRA

Livré dans les temps, le VAL doit permettre à la société de démarcher d'autres clients

A LORS que le projet de métro de Bordeaux piétinait, et que celui de Rennes est remis en cause (le Monde daté 30-31 mai), l'occasion est donnée à l'entreprise française de démontrer son savoir-faire. Après le VAL de Lille, qui fête ses dix ans d'exploitation, celui de Toulouse est la deuxième réalisation française, ce zooc urbain, d'un métro léger totalement automatisé, pour Matra Transport.

Sans pilote, le VAL est un métro léger guidé électroniquement. La fréquence et la vitesse de ses rames s'ajustent automatiquement au flux quotidien des passagers. Réalisé en site propre, c'est-à-dire dans une voie qui lui est uniquement réservée, il peut atteindre la vitesse de 80 km/h, mais sa vitesse d'exploitation a été fixée à 35 km/h. Spécialiste des automatismes ferroviaires, Matra Transport a acquis une compétence technologique qui place la société loin devant ses principaux concurrents. Cette maîtrise en matière d'automatisme permet d'apporter un service sans faille en termes de sécurité. Depuis la mise en ser-

vice du premier VAL, en 1983, Matra n'a eu à déplorer aucun accident.

Le dispositif de sécurité est renforcé par la mise en place de portes palières vitrées, qui ne laissent aucun interstice entre la voie et le quai. Ce moyen de transport est propre et assez silencieux, car il fonctionne à l'énergie électrique. Des pneumatiques lui assurent une circulation sans beaucoup de bruit.

Une deuxième ligne à l'étude

Les rames grises, rehaussées d'un trait rouge, ont été construites par GEC-Alsthom. Elles sont composées de deux voitures non séparables, de deux fois 12,5 mètres. Elles sont d'une largeur de 2,06 mètres, ce qui donne d'ailleurs son nom au modèle. Le VAL 206 français est plus étroit que le VAL 256, modèle export cooforme aux normes américaines que Matra Transport a déjà exporté à Chicago et à Taipei (le Monde du 15 juin). Ces rames comprennent 154 places (44 assises et

110 debout) : elles pourroo accueilli jusqu'à 8 000 passagers à l'heure.

Au prix de 7 francs, les Toulousains pourront ainsi traverser leur ville de nord-est au sud-ouest, en dix-sept minutes. La ligne A, terminée aujourd'hui, est longue de dix kilomètres, dont un kilomètre aérien, six souterrains, et trois en tranchée couverte. Elle relie le quartier du Mirail à Jolimont, ce passage par l'université de sciences sociales, les deux gares SNCF de Saint-Cyprien et de Matabiau et le centre-ville.

Avant l'an 2000, elle devrait être prolongée de deux kilomètres, et se voir complétée par une ligne B, longue de treize kilomètres et destinée, en particulier, à desservir les deux autres universités de Toulouse situées au centre-ville et dans le quartier de Rangueil.

Le Syndicat mixte des transports a décidé, en juillet 1988, que l'exploitation de la ligne Mirail-Jolimont serait cotoyée à Métropole transport développement. La structure de MTD est composée à 51 % de son capital par le groupe Caisse des dépôts, une partie directement, une autre par le biais de sa filiale transport Transcat, et la dernière partie par le Crédit local de France. Les 49 % restants du capital sont répartis entre la Société d'économie mixte locale exploitante SEM-VAT (25 %) Matra Transiflex (19 %) et des investisseurs locaux pour 5 %. D'une durée de

treize ans, la cooession de service public cooerne aussi l'exploitation du réseau local de transport de surface (bus et autocars).

La construction du VAL s'est en effet accompagnée d'une rénovation du réseau de surface, et d'une modification des itinéraires afin de créer des correspondances entre les stations du VAL et les lignes de bus. A terme, l'ambition est à la fois de redessiner et de rénover l'ensemble du réseau de transport urbain de l'agglomération toulousaine. Pour l'occasion, un nouveau système pour la distribution des billets est aussi prêt à entrer en service. Les prévisions à l'origine du projet ont évalué le trafic annuel à environ 35 millions de déplacements. Sur la trajectoire de la ligne, la densité de population par kilomètre de ligne se situe autour de 11 000 personnes, soit un nombre légèrement inférieur à celui de Lille, mais tout à fait suffisant pour espérer une gestion en équilibre de l'exploitation de la ligne.

Les objectifs de trafic visent à porter le nombre des usagers des transports en commun de l'agglomération toulousaine de 200 000 à 240 000 par jour, soit une augmentation d'ensemble de 20 % du trafic. La modification du tracé des lignes d'autobus, synchronisées avec les stations du métro, devrait drainer des utilisateurs de l'auto vers l'autre. La gestion par une même entité, la SEMVAT, de la ligne de métro et des lignes de bus est un gage de cohérence de l'ensemble.

Sur le plan financier, le VAL de Toulouse constitue une autre bonne surprise pour Matra Transport. Livré dans les temps, voire avec une semaine d'avance sur la date initialement prévue, ce métro n'a pas dépassé le montant de son enveloppe budgétaire, qui était de 5,3 milliards de francs. Le chantier a souffert d'aucun retard. Financé par emprunts, le projet a reçu une subvention de l'Etat de 500 millions de francs. Un versement transport, porté à 1,5 % des gains de productivité en raison du transfert sur le VAL d'une partie du réseau de surface, ainsi qu'une augmentation des tarifs complètent le dispositif.

Alain Beuve-Méry

Une enquête des étudiants

« Le métro à Toulouse », comme on est de « quelques parts » ? Parce que, précisément, il ne s'agissait pas de décrire par le menu ce métro pourtant nouveau à bien des égards. Il fallait interroger la ville dans ses rapports avec ce nouveau mode de transport.

Pendant six mois, cinquante-deux étudiants des trois universités toulousaines - ce qui signifiait une approche pluridisciplinaire, ont travaillé sous la direction d'Alain Faujas. Il en est sorti un livre de 171 pages. (1). La table des matières témoigne

de la curiosité de ces étudiants : le prix du futurisme, le miracle financier, la circulation en centre-ville, la part du rêve... Sans oublier les nécessaires rappels historiques. Le fond est universitaire, mais le style doit beaucoup aux enquêtes journalistiques, ce qui facilite la lecture de cet ouvrage. Certes, les étudiants n'ont pas épuisé le sujet et, sur des questions aussi difficiles que l'intégration des habitants des quartiers défavorisés, ils auraient pu, par exemple, analyser des cas « étrangers », histoire de donner un peu d'air à leurs réflexions, même s'ils notent jus-

tement qu'un métro ne remplacera jamais une véritable politique de la ville.

Fier ou sceptique ? Les Toulousains balancent entre ces deux attitudes. Fiers de s'être donnés en exemple à bien d'autres cités, sceptiques sur l'efficacité, sur le fonctionnement, sur l'avenir.

G. V.

(1) *Le Métro à Toulouse*, travail d'enquête et d'étude réalisé par les étudiants des universités toulousaines, en collaboration avec le journal *Le Monde*. Edité par les presses de l'Institut d'études politiques de Toulouse, 171 p. 50 F.

Rouen : chantiers en cours

Laurent Fabius (PS), qui préside depuis 1989 aux destinées du Syndicat intercommunal à vocations multiples (SIVOM) de l'agglomération de Rouen, gestionnaire des transports en commun, a inventé une terminologie nouvelle : le métro-bus. Une expression pour désigner un réseau de transports en commun en site propre, de 11 kilomètres de long, qui, du nord au sud de l'agglomération, en franchissant la Seine, comporte un tronçon commun et deux branches. Il doit entrer en service à la fin de 1994.

Avant que le premier adjoint au maire du Grand-Quevilly succède à la présidence du SIVOM à Jean Lecanuet, alors maire de Rouen, on parlait de « métro léger ». Il s'agissait en fait d'un projet de tramway du type de celui de Grenoble mais qui, à Rouen, aurait les caractéristiques d'un métro souterrain dans la traversée du centre historique. Sur la rive gauche de Rouen puis dans la traversée des communes de Sotteville-lès-Rouen pour une branche, du Petit-Quevilly et du Grand-Quevilly pour l'autre, il retrouverait les allures d'un tramway, avec un parcours alternant viaducs et trémies.

Le tunnelier en action

En 1988, le comité du SIVOM avait franchi une étape en adoptant l'avant-projet sommaire. Avec la garantie d'une subvention de l'Etat, le métro léger de Rouen était sur les rails, malgré les fortes réticences du PS.

On pouvait donc craindre un abandon du projet lorsque la majorité du SIVOM a changé en mars 1989. Mais au bout de quelques semaines, Laurent Fabius annonçait la prochaine mise en chantier du métro-bus. Même tracé, mêmes matériels, seule nouveauté : l'inscription dans la terminologie de la complémentarité avec les autobus traditionnels.

Le maire de Sotteville-lès-Rouen, le rocardien Pierre Bourguignon, n'a jamais caché son enthousiasme pour le métro. Instrument rêvé d'un rééquilibrage de l'agglomération en faveur des communes populaires de la rive gauche de la Seine.

Ainsi, en l'absence d'un schéma d'urbanisme opérationnel, le métro-bus va sans doute organiser autour de lui la développement de l'agglomération.

Un rôle que la commission enquêteur chargé d'évaluer l'intérêt d'un prolongement d'une des lignes au-delà de Sotteville-lès-Rouen, vers un campus universitaire en gestation, n'a pas voulu lui faire jouer. L'absence d'un projet d'urbanisme précis l'a conduit à donner une conclusion défavorable à l'enquête.

A mi-parcours, on constate que la construction du métrobus n'a finalement déchaîné que peu de passions. En situation d'opposant au SIVOM, le maire de Rouen, François Gautier, comme son prédécesseur Jean Lecanuet, n'a aucune marge de manœuvre depuis que le chantier a été ouvert. Les trous béants des futures stations qui jalonnent le tracé dans la ville ne demandent qu'à être recouverts le plus vite possible. Le tunnelier spécialement conçu pour une portion du réseau souterrain devra aller vite pour rattraper la rive gauche de la Seine, axe majeur de la cité. Seules les incertitudes sur l'emplacement d'une station en centre-ville retarderont d'un an la mise en service du tronçon nord.

Da leur côté, Laurent Fabius et Yvon Robert, premier vice-président du SIVOM, enregistrent consciencieusement toutes les doléances de la ville de Rouen et présentent ensuite la facture au SIVOM, qui les accepte. Tout a été fait pour prévenir les mouvements d'humeur : création d'un fonds d'indemnisation pour les commerçants victimes du chantier, radio-guidage pour les automobilistes embourbés dans les embouteillages, édition d'un journal des fouilles archéologiques...

Les inévitables polémiques au sein du comité du SIVOM portant plus sur le devenir du réseau après l'achèvement de sa première tranche. La droite rapproche à Laurent Fabius d'avoir négligé, pour quelques centaines de mètres, la CHU de Rouen et privilégié le sud de l'agglomération et ses alliés communistes en préconisant un prolongement vers Saint-Etienne-du-Rouvray. Le maire de Rouen et son collègue de la ville universitaire de Mont-Saint-Aignan préféreraient aussi que la métro rejoigne les plateaux nord. Un débat qui de toute façon ne pourra pas être tranché avant les premiers tours de roues du métro-bus.

da notre correspondant à Rouen
Etienne Banzet

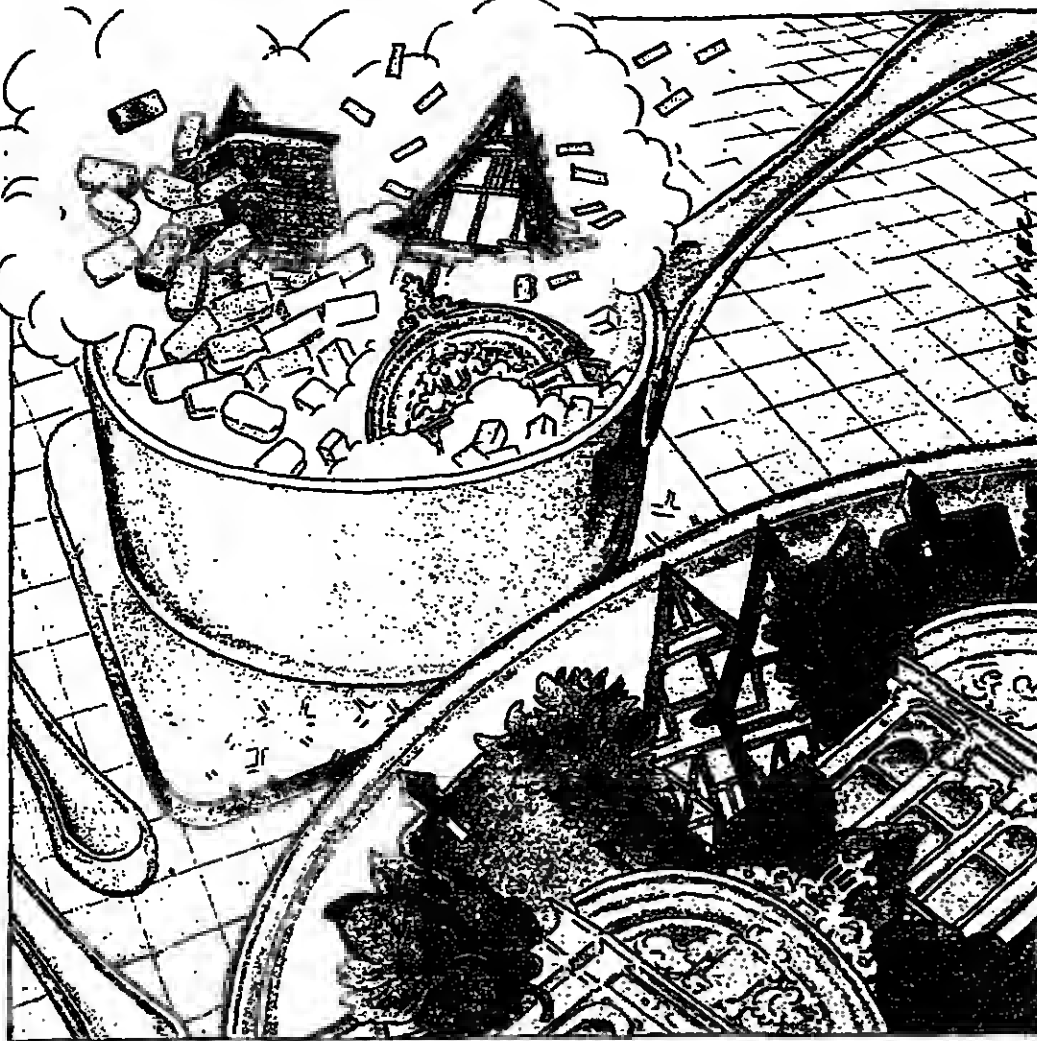
ROANNE

L'eau et la bouche

Au début, il y a Troisgros. Que dire d'autre d'une ville qui a peint sa gare SNCF aux couleurs rose et vert, celles de l'escalope de saumon à l'oselle inventée par la famille de restaurateurs ? D'ailleurs, à Roanne, de Jean Auroux, maire (PS) depuis 1977, à Pierre Brisot, président de la chambre de commerce et d'industrie, et ancien patron de l'Arsenal, tout le monde en convient : « Les Troisgros sont parfaits. Ils jouent le jeu à fond ».

Le jeu ? Celui de promouvoir une ville dont la rigueur d'un hiver économique qui se prolonge met à mal la prospérité ancienne. Dans cette difficile traversée, Pierre Troisgros et son fils Michel ne ratent pas une occasion de parrainer une promotion de l'UIT, nu d'inscrire un vin des côtes roannaises sur leur carte, pour la plus grande gloire de Roanne. Ils aimeraient tant que la ville, comme eux, vus mette l'eau à la bouche... Alors, Troisgros jusqu'à l'obsession. Depuis qu'en 1930 Jean-Baptiste, le frère fondateur, limonadier à Chalco-sur-Saône, qui « ne voulait pas que ses enfants grandissent dans une arrière-salle sans lumière », a posé ses valises ici, au bord de la nationale 7, près d'une cour en plein air, le nom Troisgros et la ville ont uni leur destin. Le dimanche, 60 des 100 convives du restaurant sont roannais, mais même ceux qui n'ont pas eu le privilège - menu à 490 francs, menu surprise à 740 francs - de s'asseoir à l'une des tables, ni celui qui l'accompagne obligatoirement de serrer la main du maître de maison, de parler avec lui ou avec son fils, puisque l'accueil est aussi soigné que la cuisine, tous les habitants de Roanne les aiment, ces Troisgros, et tous s'enorgueillissent de pouvoir, un mardi ou un jeudi, les rencontrer au « marché paysan », comme dit Pierre. Et puis, la florissante touristique ne décrit-elle pas Roanne comme « cette ville, vous savez, où la gare se trouve en face de chez Troisgros » ?

Les deux furent le hasard. Déjà, au XV^e siècle, Roanne était fameuse par ses bûcheriers, réputés pour avoir coupé deux cents ans plus tard. Et le rumeur Berchoux, glorieux auteur local de la Gastronomie, le confesse sans



contraintes mais en alexandrin : « Un poète jamais ne valut un diner. » Roanne détiendrait encore, paraît-il, le record national du nombre de boutiques de pâtisserie par bouche d'habitant. Exploit auquel n'est peut-être pas étrangère la praline, hrischole fourrée aux amandes et noisettes grillées, créée par Auguste Pratus, meilleur ouvrier de France, au milieu des années 30.

Pour se faire pardonner sa gourmandise, Roanne prétend qu'elle doit sa fortune à l'eau. Fructifier toute lyonnaise qui confirme bien l'ascendant de la capitale rhodanienne sur la sous-préfecture de la Loire, en dépit de Saint-Etienne, son chef-lieu administratif. L'affirmation n'en est pas moins vraie. Rodumna viendrait du celte *rodo*, gué. Va donc pour l'eau qui fera de Roanne le grand carrefour médiéval à la croisée des routes nord-sud par le fleuve royal et Auvergne-Bourgoigne. Après 1750, les longues rambardeuses chargées de charbon de Saint-Etienne pour l'exporter à Paris.

L'eau cependant, dans ces terres sans exotisme jetées à l'exacte frontière entre langue d'oïl et langue d'oc, n'abuse pas de la situation. Le thermalisme n'enflamme plus la région. La source de Saint-Alban, prospère sous le Second Empire, se contente aujourd'hui de produire une eau de table capable de rivaliser avec celle plus connue, et badadi et

badada, capée au sud du département... près de Saint-Etienne. Quant à la source de Sallès-Bains, ses bienfaits pour la peau, constatés au temps de Caracalla, pourraient lui valoir une seconde jeunesse qu'elle transmettrait aux curistes, si le projet qu'un ancien rugbyman prépare avec l'ancien maire de Roanne voit le jour.

Aveut de couler vers Roanne, l'eau a la politesse de ne pas se précipiter. Elle s'arrête dans trois barrages. Deux, dans la montagne bourbonnaise, emmagasinent l'eau que les Roannais trouveront à 3,85 francs le mètre cube, « la plus douce et la moins chère de France », selon le maire de Roanne, de surcroît président du seul district existant dans le département. Le troisième barrage, Villers, inauguré en 1984 et qui a noyé en partie les gorges de la Loire, devait régulariser le cours du fleuve. Faut-il du barrage de Serre de la Fare plus en amont, c'est raté. Le plan d'eau vanté comme base de loisirs à la fois capiteuse et la pollution facile.

Ce n'est pas la première fois que l'eau fait un mauvais coup à la ville. « La Loire a été mieux aimée des rois que de la République », regrette Jean Auroux. Le port de Roanne, port « le plus au centre de la France » finit à peine de démanteler ses installations pour se muer en port de plaisance. Les touristes embarqueront sur le canal de Roanne à Briare et, à la belle saison, les amateurs de musique seront les hôtes de la péniche *Prosperité*. Même l'Arsenal, devenu GIAT-Industries, construit ici en 1917 à cause de la bêtellerie, n'est plus ce qu'il était. De 3 300 en 1987, les effectifs du personnel sont tombés à 2 254 aujourd'hui. Le maire s'est démené pour obtenir la commande de presque quatre cents chars Leclerc par les émirats arabes unis. Cela n'a pas sauvé son siège de député aux dernières élections, et ne suffira vraisemblablement pas à sauver l'Arsenal. Au dire de Pierre Brisot, ancien directeur de l'établissement et président de la chambre de commerce depuis deux ans, elle garantit cinq années de travail, mais au quart seulement de l'effectif.

Le temps n'est plus où deux salaires par foyer, bien souvent l'homme dans la mécanique, la

femme dans le textile, la maille en particulier, assuraient aux Roannais un bien-être discret. Cette année, pour la première fois depuis toujours, la Foire, la grande Foire d'automne, n'aura pas lieu. La concurrence internationale pose des problèmes dont on sait bien que la solution n'est pas à Roanne lorsqu'on entend Jean-Pierre Tcherkes, expert-comptable, raconter qu'un de ses clients, fabricant de bonneterie, peut acheter à l'étranger des tee-shirts, t-shirts, confectiés à 1,50 franc pièce. On tiendrait d'ailleurs pour inédite cette situation si l'on ne trouvait dans les manuels du siècle dernier le récit de grandes protestations locales « contre le coton étranger ».

La dureté des temps impose à la ville de sortir d'un enclavement dont elle s'accommodait jusqu'à présent sans trop de tourments

Marquée par de longues grèves à la fin du siècle dernier, « deuxième berceau du collectivisme » selon Jules Guesde, terre d'élection d'une CGT longtemps puissante qui, au début des années 70, à l'époque de la splendeur des ARCT (Ateliers roannais de constructions textiles), possédait un chalet luxueux et, comme le patron, un avion (1), cette ville de tradition ouvrière coexiste pourtant de beaux restes industriels. La société Démurger dédicte le ruban bien mondial de la fabrication de scies à métaux. Michelin continue de confectionner ici ses pneus haut de gamme, Marcelle Griffon, Devernois, Chaok pérennise le prêt-à-porter féminin de qualité. Des Allemands ont racheté Peandouze et les Papeteries Navarre de Roanne livrent 14 millions d'enveloppes par an.

De nouvelles entreprises ont vu le jour, innovantes comme Médinov créée en 1982, qui fabrique des prothèses et a déposé 15 brevets l'an dernier. Le Roannais s'est doté d'un abattoir moderne d'une capacité annuelle de 15 000 tonnes et dont le coût de 60 millions de francs représente le plus gros investissement de la municipalité, tandis que Georges Pralus a mis en point, à Briancourt, le « sous-ville » et l'« atmosphère contrôlée ».

A part GIAT-Industries et l'hôpital avec ses 1 500 emplois, aucune entreprise n'atteint plus toutefois les 1 000 salariés. Certains voient dans cette évolution une cause de la défaite de Jean Auroux aux législatives. Le maire ancien ministre, qui, sans conteste, a embelli la ville, a plus investi pour elle qu'il ne l'a nantie. « Nous sommes peut-être allés trop vite, trop loin », s'interroge-t-il parfois. Et de prédire : « L'histoire nous rendra justice ».

Avec sa Maison de la production, qui forme des techniciens et ingénieurs, fait des simulations en hydraulique - elle a effectué la plus grande partie des saluts de réajustement de la plateforme Ekofisk - met un Centre

d'infographie textile ultramoderne à la disposition des entreprises, avec la Maison de la formation continue, avec l'université et ses 1 236 étudiants, la ville de Roanne s'est préparée pour l'avenir. Le travail a souvent été réalisé par une coopération entre la municipalité, socialiste et communiste, et la chambre de commerce. Le maire PS et l'homme qui présida celle-ci pendant près de dix ans, Yves Le Gaillard, entrepreneur en bonneterie soutenu par le RPR, se sont affrontés lors des législatives. Tous deux ont été battus par le jeune Yves Nicolin, élu de la droite, collaborateur de Pascal Clément, et que le PR, selon Yves Le Gaillard, « lui a jeté dans les pattes ». Ce qui laissera des traces et n'incitera guère le perdant de droite à aider le nouveau député UDF dans sa marche vers la mairie de Roanne.

En attendant, la ville rappelle aux investisseurs incertains qu'elle dispose d'équipements qui lui donnent des airs de préfecture : un scanner à l'hôpital, quinze gymnases, une piscine olympique et une salle sportive de 3 000 places, 40 % de foyers abonnés au câble, deux classes pour enfants mal-entendants, sans parler de la présence d'un juge d'instruction et d'un commissaire des renseignements généraux. Qu'elle est capable d'innover aussi en matière sociale comme en atteste la procédure de médiation pénale que le procureur de la République, Xavier Ronsin, soutenu par la mairie, a pu « mettre sur pied très rapidement » avec la présidente du tribunal de grande instance, Dominique Rolin. Que le Festival des arts de la table créé en 1987 pour faire entrer en relation les fabricants qui concourent aux plaisirs de la table : faïenciers, tisseurs de nappes, orfèvres et verriers, se porte de mieux en mieux.

Sommée par la dureté des temps de sortir d'un enclavement dont elle s'accommodait sans trop de tourments, Roanne reste un hignon qui tempère ses éclats pour ne pas masquer la beauté de son écorce. Du sous-préfet à l'étudiant, tout le monde vous le dit : les environs de la ville sont superbes. « A moins de 10 kilomètres de ma porte, je peux contempler toutes les nuances de vert », confie un expert Geneviève Becquet, conservateur du musée Joseph-Déchelette.

Pierre Troisgros - encore lui pour en finir - sourit : « En trois minutes, je suis aux champignons, à la pêche ou au tennis ». La position de Roanne évoque, à ses yeux amnésés de gentillesse et de talent, un tréfilé à quatre feuilles. Au nord, le Charolais et ses bœufs, le Beaujolais et ses vins. A l'est, le Lyonnais et Lyon. Au sud, la grande plaine du Forez, les étangs, la chasse. A l'ouest, les sapins, l'Auvergne, les sports d'hiver. « Si on dit : je vais à la campagne, on a le choix entre les quatre points cardinaux tous plus beaux les uns que les autres. » Que dire d'autre ?

de notre envoyé spécial
Charles Viel

(1) Le Pays roannais, hebdomadaire régional, 28 juillet 1985.

Prochain article :
SAINT-BRIEUC

Le bonheur de la France

Une poutre de l'hôtel particulier devenu Musée Joseph-Déchelette, à un jet de pique de la sous-préfecture, signe, au dire du conservateur, le date d'achèvement de la bâtisse : 1789. C'est un détail, bien sûr, qui n'a rien à voir avec le choix fait par Jean Auroux de doter le musée de la ville de Roanne d'un trésor tout révolutionnaire : une collection de céramiques façonnées au temps de la Révolution française. Les coïncidences, parfois, sont éloquentes. Roanne s'est ainsi identifiée comme une ville fibre de cette époque.

Il y a de quoi. Ces quelques années-là qui firent aussi la France ont suscité une richesse artistique méconnue. La faïencerie française était en crise dans ce XVIII^e siècle finissant. Les ateliers de Provence subsistent la concurrence illicite des productions italiennes, moins chères. Les produits anglais se glissent dans la porte ouverte par le traité de Vergennes de 1763. Et Roanne prospère. Toutes les pièces exposées ne proviennent pas des manufactures roannaises, mais un grand nombre sont dues à l'atelier de Sébastien Nicolas, qui connut son heure de gloire à Roanne de 1772 à 1796.

Bols, assiettes, plats à barbe ou saladiers relatent les événements de Versailles et de

Paris, avec quelque retard, ou les traduisent dans les vicissitudes de la vie roannaise. La prise de la Bastille n'apparaît qu'à l'automne 1789. L'imagerie populaire s'est emparée des antagonismes locaux entre les bûcheriers et les riches marchands, et le thème du marinier porte-drapeau ravieot à maintes reprises. Ailleurs, un paysan piole sous le poids d'une épée et d'une croix : « Je suis las de les porter. » L'allusion aux « Trois ordres réunis » est datée de 1781.

La collection de 800 pièces a été rassemblée en 1988 par le maire de Roanne à l'orée du Bicentenaire de la Révolution française. Pour le célébrer, certes, mais aussi pour rappeler aux Roannais - et aux autres - que la ville compte jusqu'à sept manufactures de faïence. Avec l'aide d'un prête ami, le père Mancery, Jean Auroux acquit quelques lots. L'apport le plus important fut celui de la collection Louis Hetschelt. Mises à prix 9 millions de francs, elle pesait lourd. Le maire en obtint 3 de son ex-collègue ministre Jack Lang, et 1 d'un mécène. La ville, qui consacre déjà 600 000 francs par an au fonctionnement du musée, fit le reste.

La « musée de céramique » qu'est Joseph-Déchelette réserve d'autres surprises,

comme ce portrait d'une jeune italienne, belle à vous faire prendre sur le champ un pied à terre à Roanne. Le conservateur, Geneviève Becquet, veut aussi guider les 15 000 visiteurs annuels vers d'autres civilisations. Du 8 juillet au 21 novembre, l'exposition « Les terres secrètes de Samarcande » présentera des céramiques du VIII^e au XIII^e siècle.

Pourquoi, alors, après avoir visité ces terres cuites pétries dans la capitale de l'émirien, ne pas refaire un détour par l'exposition permanente de céramiques révolutionnaires ? Histoires de savoirer encore cette maxime définitive inscrite au fond d'un plat à barbe : « Mourir pour la Constitution. » Ou de rêver devant cette assiette de grand feu polychrome de 1790, où un prêtre, soucieux de livrer à ses paroissiens les dernières nouvelles du royaume, laisse tomber du haut de sa chaire sur deux citoyens-patriotes qui n'en demandaient pas tant : « Je vous annonce le bonheur de la France. »

C. V.

► Musée Joseph-Déchelette, 22, rue Anatole-France, 42300 Roanne. Tél. : 77-70-00-90. Ouvert tous les jours sauf mardis et jours fériés.

Chiffres

► Sous-préfecture du département de la Loire, Roanne compte 47 756 habitants.

► L'agglomération, qui réunit neuf communes, compte 77 160 habitants et se situe au sixième rang du classement effectué par l'INSEE des cent premières agglomérations de France métropolitaine.

► Résultats des élections municipales du 12 mars 1989 :

Union gauche (Auroux, PS, M, J) : 9 448 (81,09 %), 35 élus (1 ex. v. p., 10 EC, 15 PS, 3 MRG, 6 mai. p.).

Union droite (Gérin, RPR, UDR) : 6 014 (39,90 %), 8 élus (4 UDR, 3 RPR, 1 div. d.).

► Résultats du référendum sur l'Union européenne du 20 septembre 1992 :

Union : 24 171 (50,17 %), A. : 33 793 (69,74 %), E. : 15 412.

Non : 23 585 (49,83 %), A. : 33 793 (69,74 %), E. : 15 412.

Non : 23 585 (49,83 %), A. : 33 793 (69,74 %), E. : 15 412.

► Dans la série « Cités », le Monde a déjà publié : Arras (daté 15-16 novembre 1992) ; Saint-Malo (daté 22-23 novembre) ; Mâcon (daté 29-30 novembre) ; Perpignan (daté 6-7 décembre) ; La Rochelle (daté 13-14 décembre) ; Rodez (daté 20-21 décembre) ; Lisieux (daté 27-28 décembre) ; Valenciennes (daté 3-4 janvier 1993) ; Aurillac (10-11 janvier) ; Troyes (17-18 janvier) ; Tulle (24-25 janvier) ; Blois (31 janvier-1^{er} février) ; Albertville (7-8 février) ; Angers (14-15 février) ; Périgueux (21-22 février) ; Vesoul (28 février-1^{er} mars) ; Besançon (7-8 mars) ; Thionville (14-15 mars) ; Aries (21-22 mars) ; Colmar (28-29 mars) ; Le Havre (4-5 avril) ; Saint-Quentin (11-12 avril) ; Auxerre (18-19 avril) ; Carcassonne (25-26 avril) ; Versailles (9-10 mai) ; Calais (18-19 mai) ; Annecy (23-24 mai) ; Bayonne (30-31 mai) et (6-7 juin) et Bagles (13-14 juin).